CSST

Commission
de la santé
et de la sécurité
du travail

87-03917/

L'année 1985 en quelques chiffres

	1984	1985
Travailleurs couverts par le régime	2 081 580	**2 170 499**
Dossiers d'employeurs	153 316	**158 720**
Établissements recensés	183 533	**181 377**
Demandes d'intervention en prévention-inspection	16 032	**21 496**
Assistance, évaluation et contrôle	10 748[1]	**15 905**
Enquêtes à la suite d'un accident	1 120	**919**
Interventions à la suite d'une plainte	3 886	**4 369**
Applications du droit de refus	278	**276**
Litiges	—	**27**
Programmes de prévention transmis	1 887	**1 806**
Programmes de santé reçus	1 093	**3 052**
Comités de santé et de sécurité formés en vertu de la loi	528	**727**
Demandes de prestations à la suite de lésions professionnelles	347 662	**345 856**
Accidents qui n'ont nécessité qu'une assistance médicale	168 423	**145 992**
Demandes d'indemnités pour interruption du travail	174 990	**195 288**
Demandes d'indemnités pour maladie professionnelle	4 110	**4 416**
Demandes d'indemnités à la suite d'un décès[2]	139	**160**
Demandes de prestations en vertu du droit au retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite	7 102	**10 962**
Rentes en vigueur au 31 décembre	39 648	**40 729**
Salaire maximum assurable	31 500 $	**33 000 $**
Cotisations des employeurs	697 823 000 $	**751 321 000 $**
Revenus de placements et intérêts sur cotisations	211 971 000 $	**229 562 000 $**
Dépenses globales de la Commission	1 106 088 000 $[3]	**1 337 353 000 $**
Programmes de réparation[4]	926 167 000 $[3]	**1 150 476 000 $**
Programmes de prévention	58 806 000 $	**58 649 000 $**
Frais d'administration	105 353 000 $[3]	**109 026 000 $**
Frais généraux	15 762 000 $	**19 202 000 $**

1. Ce chiffre a été modifié en utilisant la même source de renseignements qu'en 1985.
2. Ce chiffre est basé sur le nombre de dossiers de demandes d'indemnités ouverts en 1985. Outre 139 demandes d'indemnités pour des décès dus à des accidents survenus en 1985, il comprend aussi 18 demandes pour des décès dus à des accidents survenus avant 1985 et 3 demandes pour des décès dus à des maladies professionnelles. D'après les données recueillies par les services de la prévention-inspection de la Commission, le nombre d'accidents mortels sur les lieux de travail survenus en 1985 s'élève à 106, qui ont entraîné le décès de 114 travailleurs.
3. Certains chiffres de 1984 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation des états financiers adoptée pour l'exercice financier 1985 et les suivants et pour tenir compte des redressements mentionnés aux notes 3 et 15 des états financiers.
4. Incluant le programme de retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite.

Rapport annuel
1985

La Commission de la santé et de la sécurité du travail a confié la réalisation de ce rapport annuel à sa Direction des communications.

This report is available in English upon request.

Dépôt légal – 4e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-16590-X
ISSN 0226-9813

© Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec.
Reproduction autorisée avec mention de la source.

Conception graphique: MICHAUDESIGN Inc.

Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous remettre le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail pour l'année 1985, tel que transmis par sa présidente-directrice générale.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre du Travail,
de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu

Pierre Paradis

Monsieur Pierre Paradis
Ministre du Travail,
de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu
Gouvernement du Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 163 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail pour l'année 1985.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

La présidente-directrice générale

Monique Jérôme Forget

Table des matières

Les mandats et l'organisation de la Commission 1

Les ressources humaines 2
La vérification interne 2

L'administration du régime en 1985 4

Le conseil d'administration 4
Le comité administratif 7
Le comité de direction 7

Les états financiers 9

Les principales réalisations en 1985 23

La réparation 23

La nouvelle Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles 23
Avis d'accidents et demandes de prestations 25
Services aux travailleurs et dépenses en réparation 26
L'indemnisation à la suite du retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite 27
L'indemnisation des victimes d'actes criminels ou d'actes de civisme 28

La prévention-inspection 29

La mise en place et le fonctionnement des mécanismes de prévention 29
Les interventions de la Commission 29
Les services de santé au travail 30
Les associations sectorielles paritaires 30
Les activités de formation et d'information et le soutien scientifique et technique 32

Le financement 35

Les résultats de la cotisation 35
Le régime de mérite et de démérite 35
La situation financière de la Commission à la fin de l'exercice 1985 36
La gestion des fonds 39

La révision à la Commission 40

Liste des tableaux

1. Structure de fonctionnement de la Commission **3**

2. Demandes de prestations à la suite de lésions professionnelles, selon la catégorie (1984-1985) **25**

3. Répartition des indemnités versées en 1985 pour des lésions professionnelles **26**

4. Rentes en vigueur au 31 décembre 1985, selon la catégorie de bénéficiaire **27**

5. Établissements de 21 travailleurs ou plus des groupes I et II ayant mis en place des mécanismes de prévention (1985) **31**

6. Interventions de la Commission dans des établissements et mesures prises selon le type d'intervention (1985) **33**

7. Mérite ou démérite calculé en 1985 **36**

8. Niveau de capitalisation du fonds d'accidents de 1976 à 1985 **37**

9. Répartition des fonds de la Commission confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, selon la valeur de réalisation au 31 décembre 1985 **38**

10. Dépenses de la Commission en 1985 **39**

La Commission de la santé et de la sécurité du travail est l'organisme auquel le gouvernement a confié l'administration de son régime de santé et de sécurité du travail. C'est un organisme paritaire dont le conseil d'administration regroupe en nombre égal des représentants des travailleurs et des employeurs québécois.

En matière de prévention-inspection, la Commission a pour rôle de permettre aux travailleurs, aux employeurs et à leurs associations de participer à l'amélioration des conditions de santé et de sécurité dans les milieux de travail et d'assumer pleinement les droits que leur reconnaît la loi et les obligations qu'elle leur impose. Elle est la seule autorité en matière d'inspection du travail.

Dans le cadre de son mandat de réparation, la Commission assure aux travailleurs victimes de lésions professionnelles, de même qu'aux victimes d'actes criminels ou d'actes de civisme, l'ensemble des services auxquels ils ont droit. Elle est également chargée de l'indemnisation des travailleuses enceintes ou qui allaitent lorsqu'elles bénéficient d'un retrait préventif.

Pour ce qui est du financement, la Commission a pleins pouvoirs pour fixer et percevoir les cotisations des employeurs tenus de contribuer à son fonds d'accidents.

Les différents mandats de la CSST sont régis par les six lois qu'elle administre:

- la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1) a créé la Commission et lui a confié ses divers mandats;
- la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.Q. 1985, c.6) a instauré un nouveau régime de réparation des lésions professionnelles en remplacement, à compter du 19 août 1985, des régimes prévus par la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières;
- la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3) prévoit un système d'indemnisation qui s'applique à tout accident du travail et à tout décès survenus avant le 19 août 1985 ainsi qu'à toute maladie professionnelle pour laquelle une réclamation a été faite avant cette date;
- la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (L.R.Q., c. I-7) prévoit un régime d'indemnisation d'exception pour les travailleurs des mines et carrières atteints d'amiantose ou de silicose. Ceux qui recevaient une rente en vertu de cette loi avant le 19 août 1985 continuent de la recevoir;
- la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6) et la Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., c. C-20) s'appuient sur les mêmes principes d'indemnisation que la Loi sur les accidents du travail;
- la Loi concernant l'indemnisation des employés de l'État (S.R.C., 1970, c. G-8) est une loi fédérale dans le cadre de laquelle la CSST détermine les indemnités à verser aux employés du gouvernement fédéral selon les taux et les conditions prévus à la loi provinciale.

Depuis quelques années déjà, la Commission appuie sa structure administrative sur le double principe de l'intégration de l'ensemble des mandats et de la régionalisation des services. Les mandats qui incombent aux directions-conseils relevant des vice-présidents touchent principalement l'élaboration des divers programmes, de même que la planification et la coordination de certaines des activités réalisées au sein des services régionaux. Pour leur part, les directions régionales ont la responsabilité d'appliquer les programmes de la Commission et de rendre les services destinés aux différentes clientèles.

Par suite de l'adoption de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, des bureaux de révision ont été formés en 1985 pour les quinze directions régionales.

Les ressources humaines

Le personnel de la Commission est nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique. Au 31 décembre 1985, le nombre de postes autorisés par le Conseil du trésor s'élevait à 2 698, soit une diminution de 27 postes par rapport à la même date l'année précédente. Plus de la moitié de ces postes sont attribués aux directions régionales. De ces 2 698 postes, 362 sont reliés aux activités de la Commission en matière d'inspection, dont l'enveloppe budgétaire est approuvée par le Conseil du trésor et sur laquelle le conseil d'administration de la Commission ne se prononce pas.

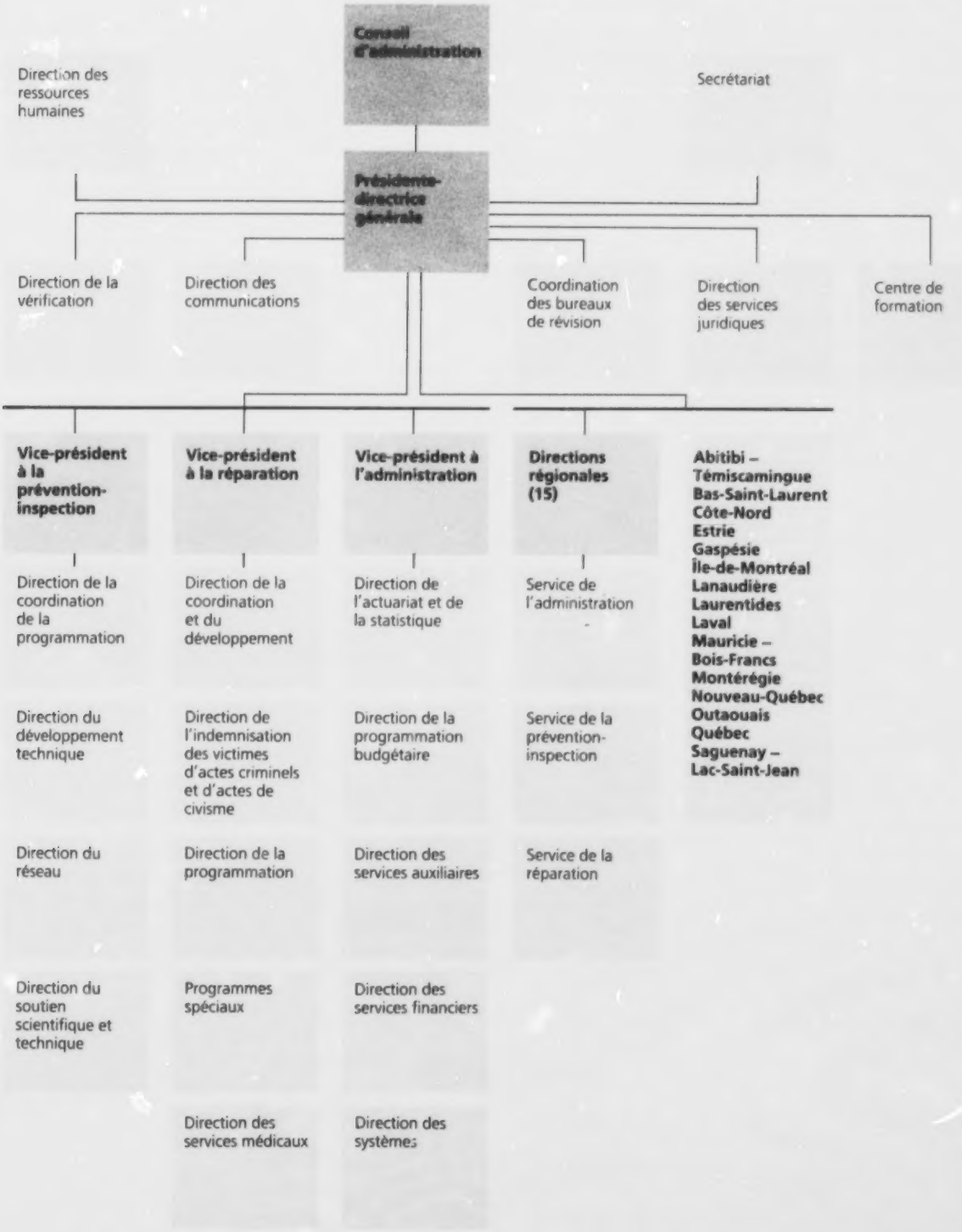
À la fin de l'année, 2 523 postes, comprenant les 362 de l'inspection, étaient occupés, dont 59 % par des employés de la catégorie fonctionnaires, 31 % par des professionnels et 8,4 % par du personnel d'encadrement.

La vérification interne

Le plan de vérification interne de la Commission prévoit que ses opérations et ses activités de gestion seront vérifiées selon un cycle de quatre ans.

TABLEAU 1

Structure de fonctionnement de la Commission



La Commission de la santé et de la sécurité du travail est une corporation publique au sens du Code civil; elle est investie à ce titre des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la loi lui confère. Son conseil d'administration paritaire en fait le plus élevé des mécanismes de participation des travailleurs et des employeurs mis en place par la loi pour leur permettre de prendre part à la définition et à la gestion des politiques de santé et de sécurité du travail.

Le conseil d'administration

Le conseil d'administration de la Commission se compose de quinze membres: la présidente-directrice générale, sept représentants des travailleurs et sept représentants des employeurs. C'est le gouvernement qui choisit ces représentants, à partir de listes fournies par les associations syndicales et patronales les plus représentatives.

En 1985, certains dossiers d'administration financière ont retenu l'attention du conseil d'administration. Les administrateurs ont approuvé les états financiers de la Commission pour l'exercice 1984, le budget annuel 1985 et la tarification 1986. En matière de financement des associations sectorielles, une politique prévoyant une répartition entre le fonds général de la Commission et une cotisation ad hoc au secteur a été adoptée. Le conseil d'administration a adopté les budgets des associations sectorielles, leur a accordé des subventions ainsi qu'à l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail, aux associations d'employeurs et aux associations syndicales.

Le contrôle budgétaire a fait l'objet de discussions donnant lieu à la création d'un comité de vérification et à la mise sur pied d'un comité consultatif ad hoc sur l'analyse des budgets et des programmes des associations sectorielles paritaires. Le conseil d'administration s'est de plus prononcé unanimement contre les intentions du Conseil du trésor de ne plus assumer les coûts relatifs à l'inspection des lieux de travail et de ne plus accorder de subvention à la formation, à l'information et à la recherche.

Les associations sectorielles paritaires ont encore cette année retenu l'attention des administrateurs. Leurs travaux ont porté sur la délimitation du secteur d'activité économique couvert par une association et la modification de la réglementation pertinente pour y ajouter les nouveaux secteurs d'activité économique, à la suite des ententes conclues entre les représentants des associations d'employeurs et des associations syndicales représentatives du secteur. Les résolutions qui en ont découlé touchent le secteur des mines et des services miniers, le secteur industrie chimique, fabrication de produits en caoutchouc et de produits en matière plastique et produits du pétrole, le secteur des affaires municipales et le secteur de l'habillement.

Mentionnons en outre l'adoption des statuts de l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction.

L'étude et l'adoption de la réglementation constituent un élément important des travaux du conseil d'administration. En 1985, la Commission a reçu pour prépublication à la Gazette officielle les projets de règlements suivants:

Conseil d'administration

Présidente	
Monique Jérôme Forget[1]	
Représentants des travailleurs	
Louis Laberge,	président de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (F.T.Q.)
Jean Lavallée,	directeur général et secrétaire financier de la Fédération interprovinciale des ouvriers en électricité, vice-président de la F.T.Q.
Clément Godbout,	directeur québécois du Syndicat des métallos, vice-président de la F.T.Q.
Claude Morrisseau,	directeur régional du Syndicat canadien de la fonction publique, vice-président de la F.T.Q.
Christophe Auger,	vice-président, Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.)
Andrée Bouchard,	secrétaire du comité confédéral santé-sécurité, Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.)
Claude Gingras,	vice-président de la Centrale des syndicats démocratiques (C.S.D.)
Représentants des employeurs[2]	
Ghislain Dufour,	président du Conseil du patronat du Québec (C.P.Q.)
Sarto G. Paquin,	directeur des relations de travail, Association des manufacturiers canadiens (A.M.C.), division du Québec
Gilles Lavallée,	consultant principal en relations de travail, Alcan
Claude Garcia,	vice-président principal et actuaire, Compagnie d'assurance Standard Life
Robert L'Heureux,	chef divisionnaire (rémunération et évaluation des tâches), Bell Canada

1. Madame Monique Jérôme Forget a succédé, le 1er mai 1986, à monsieur Robert Sauvé, à la présidence de la CSST.
2. Notons deux vacances résultant des démissions de messieurs Raymond-Marie Gauvin, président-directeur général, Somesco Inc., le 16 janvier 1985, et Claude Drouin, directeur général de l'Association des mines de métaux du Québec Inc., le 31 octobre 1985.

- Règlement sur le barème des dommages corporels;
- Règlement modifiant le Règlement sur les normes minimales de premiers secours et de premiers soins;
- Règlement sur le système de cotisation basé sur le mérite ou le démérite des employeurs;
- Règlement modifiant le Règlement sur l'association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction;
- Règlement modifiant le Règlement sur les associations sectorielles paritaires de santé et de sécurité du travail — secteur habillement;
- Règlement modifiant le Règlement sur les associations sectorielles paritaires de santé et de sécurité du travail;
- Règlement modifiant le Règlement sur les établissements industriels et commerciaux;
- Règlement sur les règles de preuve, de procédure et de pratique des bureaux de révision;
- Règlement modifiant le Règlement sur la salubrité et la sécurité du travail dans les mines et les carrières.

La Commission a adopté les règlements suivants:

- Règlement modifiant le Règlement sur les normes minimales de premiers secours et de premiers soins;
- Règlement modifiant le Règlement sur les associations sectorielles paritaires de santé et de sécurité du travail — secteur affaires municipales;
- Règlement modifiant le Règlement sur les associations sectorielles paritaires de santé et de sécurité du travail — secteur caoutchouc, produits en matière plastique, industrie chimique et produits raffinés du pétrole;
- Règlement modifiant le Règlement sur les associations sectorielles paritaires de santé et de sécurité du travail — secteur mines et services miniers;
- Règlement modifiant le Code de sécurité pour les travaux de construction;
- Règlement modifiant le Règlement sur les comités de santé et de sécurité du travail — Groupe III;
- Règlement modifiant le Règlement de régie interne de la Commission de la santé et de la sécurité du travail;
- Règlement sur la rémunération des membres d'un bureau de révision;
- Règlement modifiant le Règlement sur le représentant à la prévention dans un établissement — Groupe III;

S'ajoute à cette liste l'étude des diverses tables et normes suivantes nécessaires à l'application de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles:

- Tables des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1985 et pour l'année 1986;
- Normes et montants de frais de déplacement et de séjour — Article 160 de la L.A.T.M.P.;
- Normes et barèmes de l'aide personnelle à domicile pour l'année 1985 et pour l'année 1986;
- Normes et montants de frais de déplacement et de séjour — Articles 150 et 170 de la L.A.T.M.P.

Plusieurs résolutions du conseil d'administration ont porté sur l'ordre d'appel des membres des bureaux de révision créés en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et les listes des membres patronaux et syndicaux.

Au cours de l'année, plusieurs projets de règlements ont fait l'objet des travaux d'une quinzaine de comités consultatifs ad hoc du conseil d'administration; ces comités se sont réunis 33 fois au total en 1985.

Le comité administratif

La loi prévoit un comité administratif dont sont membres la présidente, un représentant des travailleurs et un représentant des employeurs, tous deux désignés par leurs pairs au conseil d'administration et choisis parmi eux. Le comité administratif est composé de madame Monique Jérôme Forget et de messieurs Ghislain Dufour et Louis Laberge; leurs substituts étaient messieurs Sarto G. Paquin et Jean Lavallée.

C'est aux délibérations de cette instance que se fait une première analyse des points à l'ordre du jour et des dossiers que la direction générale entend soumettre au conseil. Ses membres y ont alors une première prise d'information utile à des fins de consultation, qui leur permet d'orienter les discussions du conseil dans l'axe des principales préoccupations retenues. Grâce à ce premier contact avec les dossiers, les membres du comité sont aussi en mesure de demander à la direction générale de compléter certains points de l'information qu'elle transmet au conseil.

Le comité administratif, dans le cadre de sa responsabilité d'approuver les ententes administratives courantes conclues avec les organismes du Québec, a adopté un contrat type élaboré par la Commission et l'Association des hôpitaux du Québec relatif aux traitements externes de physiothérapie et d'ergothérapie pour les bénéficiaires des lois qu'administre la Commission. De même, il a approuvé une entente avec la Régie de l'assurance-maladie du Québec prévoyant les modalités administratives suivant lesquelles la Régie acquitte, pour le compte de la Commission, les demandes de paiement des médecins rémunérés à l'acte pour les services professionnels rendus en vertu d'une loi qu'administre la Commission. Le comité administratif a également ratifié une entente avec la Régie de l'assurance automobile du Québec visant à établir un mode de traitement des réclamations faites en vertu de la Loi sur l'assurance automobile par les personnes visées dans l'article 448 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Le comité administratif a en outre adopté une entente avec l'Université de Montréal relative au développement d'un programme de certificat en ergonomie.

Dans le cadre des affaires courantes, le comité administratif a autorisé la signature de baux de location, approuvé l'achat d'équipement et accordé certaines subventions.

Le comité de direction

La présidente-directrice générale, les vice-présidents et le secrétaire forment un comité de direction qui est chargé de mettre en oeuvre les décisions du conseil d'administration, de lui proposer des orientations pour la Commission et d'expédier des questions d'administration courante.

La détermination d'objectifs généraux annuels permet de faire connaître les priorités et d'orienter les efforts des directions vers un but commun. En 1985, l'accent a été mis sur l'amélioration des mécanismes d'interrelation entre les directions et services en vue d'obtenir une meilleure unité d'action ainsi que sur l'application efficace de la nouvelle Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Dans la poursuite de ces objectifs, le comité de direction a adopté un plan de communication pour l'année 1985 ainsi que diverses orientations sur l'intervenant de la réparation, ses tâches et le processus administratif de la réparation. Dans cette optique, le comité de direction a pris les mesures en vue de la création d'un centre de formation des ressources humaines.

De manière à se rapprocher davantage de sa clientèle et accroître l'efficacité des services offerts, le comité de direction a réaménagé, suivant le découpage des régions établi par décret, en deux directions régionales, Bas-Saint-Laurent et Gaspésie, sa structure administrative pour cette région. Par ailleurs, le bureau local de Saint-Jérôme a été élevé au rang de direction régionale des Laurentides. Ceci porte à quinze le nombre de directions régionales que compte la Commission.

Dans le cadre des affaires courantes, le comité de direction a adopté des règles administratives de gestion des biens durables de la Commission et sur l'acquisition de biens et services. Il a également autorisé des baux de location.

Plusieurs décisions du comité de direction sont relatives à la gestion du personnel ainsi qu'à l'étude des rapports de vérification interne. Sur un autre plan, la Commission a continué d'accorder une grande importance à ses relations avec les organismes externes ou de l'extérieur du Québec. Elle a communiqué régulièrement avec les administrations homologues des provinces canadiennes et de l'étranger, a accueilli diverses délégations et participé, suivant l'intérêt qu'elles offraient, à certaines conférences internationales.

Sur le plan canadien, la CSST fait partie de l'Association des Commissions des accidents du travail du Canada. Elle participe à certains groupes de travail, tels le Conseil consultatif en santé et sécurité de l'ACNOR (Association canadienne de normalisation), le Comité fédéral-provincial sur l'étiquetage et la réunion annuelle de l'Association des inspecteurs-chefs des mines. La Commission échange aussi des renseignements avec plusieurs organismes canadiens, notamment le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Elle participe également aux travaux de l'ACALO (Association canadienne des administrateurs de législation ouvrière).

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la santé et de la sécurité du travail au 31 décembre 1985 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état de la dette non provisionnée de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent après répercussion rétroactive des modifications à la méthode de comptabilisation des réserves actuarielles dont il est question à la note 3.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 19 juin 1986

Certificat actuariel

Relatif aux engagements de la Commission de la santé et de la sécurité du travail en date du 31 décembre 1985

Je, soussigné, déclare que les réserves actuarielles au montant de 3 942 705 000 $ constituent une provision appropriée pour couvrir les paiements futurs des prestations aux victimes de lésions professionnelles en vertu de la Loi sur les accidents du travail, de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières, et les paiements futurs des prestations aux travailleuses enceintes ou qui allaitent en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail; les réserves actuarielles couvrent les engagements envers les événements survenus chez les employeurs tenus de cotiser avant le 31 décembre 1985.

Les réserves actuarielles comprennent la réserve pour fonds spécial de désastre qui s'élève à 5 644 000 $.

Les réserves actuarielles en date du 31 décembre 1983 et celles en date du 31 décembre 1984 ont été redressées pour inclure les coûts futurs afférents aux programmes d'indemnité temporaire de réadaptation pour recherche d'emploi, pour formation ou pour traitement psychosocial, de stabilisation économique et de stabilisation sociale; ces coûts futurs ont été évalués à 256 400 000 $ en date du 31 décembre 1983 comparativement à 322 630 000 $ en date du 31 décembre 1984; d'autre part, la réserve du programme de remise de capital d'un montant de 91 212 000 $ en date du 31 décembre 1984 et de 33 178 000 $ en date du 31 décembre 1983 a été radiée. Suite à ces redressements, la réserve pour fluctuations du taux de rendement réel de 1984 a été haussée de 2 260 000 $. Les réserves actuarielles redressées en date du 31 décembre 1984 s'établissent donc à 3 361 613 000 $.

Des corrections ont été apportées, en 1985, aux hypothèses et à la méthode de calcul de la provision pour les demandes de prestations en cours de règlement ou non produites, de la provision pour les travailleuses enceintes ou qui allaitent et de la réserve pour fluctuation du taux de rendement réel; l'ensemble des modifications diminue les réserves actuarielles de 5 356 000 $ en date du 31 décembre 1985. Les changements ont été apportés à:

a) La provision pour les demandes de prestations en cours de règlement a été augmentée de 13 055 000 $; les principaux changements sont les suivants:

- la modification à la méthode d'évaluation du nombre de cas encourus mais non rapportés a augmenté la provision de 3 603 000 $;
- l'utilisation des données les plus récentes pour déterminer les hypothèses nécessaires à l'évaluation des programmes de réadaptation et l'utilisation de taux d'intérêt plus élevés pour escompter les prestations non indexées ont eu comme effet net d'augmenter la provision en incapacité temporaire de 22 703 000 $;
- les changements apportés à la méthodologie et aux hypothèses nécessaires à l'évaluation des programmes de stabilisation économique et de stabilisation sociale ont entraîné une hausse de la provision à l'égard de ces programmes de 6 256 000 $;
- la provision des rentes d'incapacité permanente a été diminuée d'un montant de 19 367 000 $ pour tenir compte de l'impact de la durée d'indemnisation en réadaptation sur le moment du début de la rente en incapacité permanente et pour apporter une correction aux formules utilisées;
- les autres modifications diminuent les réserves actuarielles de 140 000 $.

b) Le changement de méthode d'évaluation de la réserve de fluctuatio
de rendement réel a entraîné une diminution des réserves actuarielles c
15 411 000 $, alors que le changement de méthode d'évaluation de la
pour le programme de retrait préventif des travailleuses enceintes ou q
s'est traduit par une diminution de 3 000 000 $.

La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
des dispositions transitoires qui sont entrées en vigueur le 19 août 198
comprennent principalement: l'application de cette nouvelle loi aux vic
récidive, de rechute ou d'aggravation d'une lésion professionnelle; l'éli
du remariage comme cause de la perte du droit à la rente de conjoint s
les options offertes aux bénéficiaires d'une rente viagère en tant que co
survivant ou victime d'incapacité permanente. L'augmentation des rése
actuarielles en date du 31 décembre 1985 attribuable à l'entrée en vigu
ces dispositions transitoires a été évaluée à 184 305 000 $; le coût résu
des dispositions transitoires de 206 674 000 $ comprend les déboursés
effectués depuis le 19 août 1985 en regard de ces dispositions transito
soit 22 369 000 $.

L'augmentation des réserves actuarielles en date du 31 décembre
avant postes exceptionnels, soit 398 823 000 $ pour les programmes d
réparation et 3 320 000 $ pour le programme de retrait préventif de la
travailleuse enceinte ou qui allaite, a été débitée à l'état des revenus et
de 1985.

À mon avis, le montant des réserves actuarielles a été établi en ut
des données dignes de foi, des hypothèses adéquates et appropriées et
méthodes conformes aux principes actuariels généralement reconnus.

Robert Langlois, F.S.A., F.I.C.A.
Actuaire
Commission de la santé et
de la sécurité du travail

Le 5 juin 1986

Le montant du passif relatif aux engagements du fonds d'accider
du fonds spécial de désastre de la Commission de la santé et de la sécu
du travail, en date du 31 décembre 1985, a été établi par l'actuaire de
Commission. Nous avons procédé à une vérification de la méthodologi
des méthodes de calcul et des hypothèses retenues par celui-ci. Nous a
également effectué, par échantillonnage, une vérification des calculs e
données utilisés.

Nous sommes satisfaits que le montant qui apparaît au bilan de r
qu'à l'état des opérations représente la valeur des engagements encou
régime d'indemnisation des victimes de lésions professionnelles et des
travailleuses enceintes ou qui allaitent, pour les événements précédant
31 décembre 1985, déterminée en conformité avec le mode de finance
approuvé par la Commission.

Jean-L. Gauvin, F.S.A., F.I.C.A.
SOBECO

Le 5 juin 1986

Commission de la santé
et de la sécurité du travail
(L.R.Q. chapitre S-2.1 et modifications)

Bilan
au 31 décembre 1985
(milliers de $)

ACTIF	**1985**	1984 (note 19)
Encaisse et dépôts à court terme	**18 053**	14 328
Cotisations à recevoir et autres créances (note 4)	**121 624**	91 668
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 5)	**1 944 325**	1 941 468
Soldes de prix de vente (note 6)	**18 398**	18 972
Immobilisations (note 7)	**31 865**	36 166
Frais de développement de systèmes (note 8)	**12 670**	14 738
	2 146 935	2 117 340
PASSIF		
Chèques en circulation	**16 283**	22 650
Comptes-fournisseurs et frais courus	**23 216**	13 488
Cotisations perçues d'avance	**5 066**	6 393
Solde dû sur acquisitions d'équipement (note 9)	**8 407**	13 905
Dépôts des employeurs personnellement tenus au paiement des prestations	**22 024**	22 201
Réserves actuarielles (note 11)	**3 942 705**	3 361 613
	4 017 701	3 440 250
DETTE NON PROVISIONNÉE	**1 870 766**	1 322 910
	2 146 935	2 117 340

ENGAGEMENTS (notes 10 et 17)

Pour le conseil d'administration

Ghislain Dufour
Louis Laberge

Dette non provisionnée

de l'exercice terminé
le 31 décembre 1985
(milliers de $)

DETTE NON PROVISIONNÉE AU DÉBUT		**1985**	1984 (note 19)
Solde déjà établi		**1 081 875**	866 692
Redressements:			
Inscription du passif au 31 décembre 1983 à l'égard des coûts des programmes relatifs à l'article 38.4 (L.R.Q., c. A-3) (note 3)		**256 400**	256 400
Radiation au 31 décembre 1983 de la réserve actuarielle — réserve pour programme de remise de capital (note 3)		**(33 178)**	(33 178)
Annulation d'une partie des frais d'administration imputés au gouvernement du Québec à l'égard des frais d'inspection pour les exercices 1984 et antérieurs (note 15)		**7 332**	4 843
Ajustement des dépenses de l'exercice 1984 suite à l'inscription des coûts futurs des programmes relatifs à l'article 38.4 (L.R.Q., c. A-3) et la radiation de la réserve pour programme de remise de capital (note 3)		**10 481**	—
Solde redressé		**1 322 910**	1 094 757
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS DE L'EXERCICE			
Dépenses non financées selon le mode de financement prévu dans la loi (Art. 284, L.Q. 1985, c. 6) (notes 1 et 12)	**189 059**	168 197	
Coût résultant des dispositions transitoires (Chapitre XVI, section II, L.Q. 1985, c. 6) (note 13)	**206 674**	—	
Excédent des dépenses financées sur les revenus attribuable pour une partie aux opérations courantes et pour une autre au coût des programmes relatifs à l'article 38.4 (L.R.Q., c. A-3)	**152 123**	59 956	
		547 856	228 153
DETTE NON PROVISIONNÉE À LA FIN		**1 870 766**	1 322 910

Revenus et dépenses

de l'exercice terminé le 31 décembre 1985
(milliers de $)

	1985	1984 (note 19)
REVENUS		
Cotisations des employeurs (note 1)	**751 321**	697 823
Revenus de placements et intérêts sur cotisations	**229 562**	211 971
Autres revenus	**9 932**	9 792
Total des revenus	**990 815**	919 586
DÉPENSES		
Programmes de réparation (notes 3 et 12)		
Indemnités versées		
— programmes réguliers	**716 961**	631 179
— programme spécial de remise de capital	**4 843**	73 900
Augmentation des réserves actuarielles	**398 823**	201 643
	1 120 627	906 722
Programme de retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite		
Indemnités versées	**26 529**	16 469
Augmentation des réserves actuarielles	**3 320**	2 976
	29 849	19 445
Programmes de prévention (note 14)	**58 649**	58 806
Frais d'administration (note 15)	**109 026**	105 353
Autres frais (note 16)	**19 202**	15 762
	186 877	179 921
Total des dépenses	**1 337 353**	1 106 088
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS AVANT POSTES EXCEPTIONNELS	**346 538**	186 502
Modifications aux hypothèses et à la méthode de calcul des réserves actuarielles	**(5 356)**	41 651
Coût résultant des dispositions transitoires (note 13) (Chapitre XVI, section II, L.Q. 1985, c. 6)	**206 674**	—
	201 318	41 651
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS DE L'EXERCICE	**547 856**	228 153
Représenté par:		
Dépenses non financées selon le mode de financement prévu dans la loi (Art. 284, L.Q. 1985, c. 6) (note 1)	**189 059**	168 197
Coût résultant des dispositions transitoires (Chapitre XVI, section II, L.Q. 1985, c. 6) (note 13) **206 674**	—	
Portion constituée de l'excédent des dépenses financées sur les revenus attribuable pour une partie aux opérations courantes et pour une autre au coût des programmes relatifs à l'article 38.4 (L.R.Q., c. A-3) **152 123**	59 956	
	358 797	59 956

Notes complémentaires
31 décembre 1985

1. Constitution, fonctions et financement

La Commission de la santé et de la sécurité du travail a été instituée en corporation au sens du Code civil le 13 mars 1980. Elle a pour fonction, dans le cadre de son administration de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, d'élaborer, de proposer et de mettre en oeuvre des politiques relatives à la santé et à la sécurité des travailleurs de façon à assurer une meilleure qualité des milieux de travail. Elle perçoit des employeurs les sommes requises pour l'application de cette loi à l'exception des coûts relatifs à l'inspection qui lui sont remboursés par le gouvernement du Québec.

La Commission a en outre pour fonction, dans le cadre de son administration de la Loi sur les accidents du travail et de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, de cotiser annuellement les employeurs, en fonction de son mode de financement et après expertise actuarielle.

L'Assemblée nationale a adopté le 23 mai 1985 la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Cette loi, sanctionnée le 28 mai 1985 par le Parlement, instaure un nouveau régime de réparation des lésions professionnelles survenues à compter du 19 août 1985, date de son entrée en vigueur, en remplacement des régimes prévus par la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières.

La Commission choisit son mode de financement d'après la méthode qu'elle estime appropriée pour lui permettre de faire face à ses dépenses au fur et à mesure de leur échéance et d'éviter que les employeurs soient injustement obérés par la suite à cause des paiements à faire pour les lésions professionnelles survenues auparavant.

Cependant pour les années 1984 à 1988, la Commission perçoit une somme égale à 90 % de la somme suffisante pour permettre le paiement des prestations auxquelles ont droit les bénéficiaires pour les lésions professionnelles survenues au cours de chacune de ces années respectivement, puis à 2 % de plus par année pour chacune des cinq années subséquentes.

Pour les années 1986 à 1993, la Commission ne peut augmenter le taux de cotisation en raison du déficit actuariel (dette non provisionnée) relatif aux lésions professionnelles survenues avant le 1er janvier 1986, ni en raison de celui qui résulte de l'application du paragraphe précédent.

La cotisation comprendra une proportion du coût prévu des lésions professionnelles survenues durant l'année visée par la cotisation, la totalité des sommes allouées à la prévention, au retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite et aux dépenses budgétisées par la Commission pour pourvoir à son administration.

De ce fait, la dette non provisionnée s'accroîtra chaque année jusqu'à 1993 inclusivement et le pourcentage de capitalisation des réserves actuarielles et autres passifs inscrits au bilan diminuera d'année en année jusqu'à 1993 inclusivement.

La Commission a également pour fonction, dans le cadre de son administration de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et de la Loi visant à favoriser le civisme, de verser aux réclamants des prestations ou autres indemnités. Les sommes requises pour l'application et pour l'administration de ces lois sont remboursées par le gouvernement du Québec.

2. Énoncé des principales conventions comptables

Les états financiers de la Commission ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans le cadre des conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

a) Cotisations des employeurs

Les revenus de cotisations sont établis selon les estimations des salaires produites par les employeurs auxquelles on applique la tarification fixée par la Commission. Ces revenus sont ajustés en fin d'exercice pour tenir compte de la différence anticipée entre les salaires estimés et ceux assujettis à la cotisation.

b) Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation au fonds particulier sont inscrits à la valeur ajustée, c'est-à-dire au coût plus ou moins les redressements, représentant:

1° le solde non amorti des gains et pertes en capital à la vente de placements et,

2° l'amortissement accumulé de la différence entre la valeur de réalisation des placements en actions et leur coût.

Les gains et pertes à la vente de placements et les variations annuelles de la valeur de réalisation des placements en actions sont inscrits à un compte de réserve pour être amortis sur une période de 10 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement annuel est porté aux revenus de l'exercice.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Édifices	2½ %
Ameublement et équipement	10 %
Matériel roulant	25 %
Équipement informatique	20 %
Système de télécommunications	20 %

Les améliorations locatives sont amorties selon la durée du bail.

d) Frais de développement de systèmes

Les frais de développement des systèmes informatiques sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans à compter de leur mise en opération.

e) Réserves actuarielles

Valeur présente estimative des paiements futurs aux victimes de lésions professionnelles et aux travailleuses enceintes ou qui allaitent

Cette réserve comprend, d'une part, une provision pour les demandes de prestations en cours de règlement ou non produites et, d'autre part, la valeur capitalisée des rentes dans le cas des victimes de lésions professionnelles. En outre, cette réserve tient compte de la fluctuation du taux de rendement réel.

Comme suite à l'entrée en vigueur au cours de 1985 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Commission a aussi inscrit à cette réserve actuarielle les coûts supplémentaires résultant des dispositions transitoires relatives aux programmes de réparation prévues à cette loi et se rapportant aux lésions professionnelles survenues avant le 19 août 1985 (Chapitre XVI, section II, L.Q. 1985, c. 6).

Réserve pour fonds spécial de désastre

Cette réserve est constituée d'un pourcentage du coût des lésions professionnelles survenues et est diminuée des coûts des lésions professionnelles jugés par la Commission comme étant excessifs à l'égard de certains employeurs.

f) Réclamations contre les tierces parties

Les réclamations contre les tierces parties responsables d'accidents du travail sont inscrites, lors de leur encaissement, en réduction des indemnités versées.

3. Modifications aux conventions comptables

À compter du présent exercice, la Commission a modifié ses conventions comptables concernant les réserves actuarielles suivantes:

a) Valeur présente estimative des paiements futurs aux victimes de lésions professionnelles et aux travailleuses enceintes ou qui allaitent

Avant le présent exercice, la Commission n'incluait aucun passif pour les coûts futurs afférents aux programmes d'indemnité temporaire de réadaptation pour recherche d'emploi, pour formation ou pour traitement psychosocial, de stabilisation économique et de stabilisation sociale (article 38.4, L.R.Q., c. A-3) alors que maintenant la Commission inclut ce passif à sa réserve actuarielle.

Cette modification aux conventions comptables appliquée rétroactivement a eu pour effet d'augmenter les postes suivants des états financiers des exercices 1984 et 1985:

	(milliers de $)	
	1985	1984
Excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice	**95 215**	68 515
Réserves actuarielles	**95 215**	68 515
Dette non provisionnée	**95 215**	68 515

et la dette non provisionnée de même que les réserves actuarielles ont été augmentées de 256 400 000 $ au 31 décembre 1983.

b) Réserve pour programme de remise de capital

Depuis 1981, la Commission offrait aux bénéficiaires de rentes mensuelles inférieures à un certain montant la possibilité d'une remise de leur capital de rente. L'écart entre le capital ainsi remboursé et la valeur présente estimative des paiements était viré à cette réserve. À compter du présent exercice, cette réserve est radiée et l'écart est comptabilisé en réduction des coûts des programmes de réparation au poste «Augmentation des réserves actuarielles».

Cette modification aux conventions comptables appliquée rétroactivement a eu pour effet de réduire les postes suivants des états financiers des exercices 1984 et 1985:

	(milliers de $)	
	1985	1984
Excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice	**9 970**	58 034
Réserves actuarielles	**9 970**	58 034
Dette non provisionnée	**9 970**	58 034

et la dette non provisionnée de même que les réserves actuarielles ont été réduites de 33 178 000 $ au 31 décembre 1983.

4. Cotisations à recevoir et autres créances

	(milliers de $) 1985	1984
Cotisations à recevoir	**83 086**	75 330
Estimation des revenus courus de cotisations	**34 315**	29 226
Sommes à recevoir du gouvernement du Québec pour l'inspection et les programmes de prévention (note 15)	**12 013**	1 764
Autres créances	**20 710**	13 448
	150 124	119 768
Moins:		
Provision pour créances irrécouvrables	**28 500**	28 100
	121 624	91 668

5. Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

	(milliers de $) 1985	1984
Dépôts au fonds particulier		
Dépôts à participation à la valeur ajustée (Valeur de réalisation en milliers de $ 1985: 2 109 186 $; 1984: 1 901 979 $, nombre d'unités 1985: 1 901 224; 1984: 1 866 634)	**1 875 571**	1 887 039
Dépôts à vue au fonds général	**734**	7
Revenus à recevoir	**68 020**	54 422
	1 944 325	1 941 468

6. Soldes de prix de vente

	(milliers de $) 1985	1984
Garanti par hypothèque de premier rang à 7½ %, remboursable par annuités de 403 085 $ échéant le 31 décembre 1998	**3 250**	3 527
Garanti par cession transport de subvention à être versée par le gouvernement du Québec, remboursable par annuités de 1 454 705 $ échéant le 31 décembre 2006, taux 7½ %	**15 148**	15 445
	18 398	18 972

7. Immobilisations

	Coût	Amortissement accumulé	(milliers de $) 1985 Net	1984 Net
Terrains	**719**	—	**719**	719
Édifices	**9 548**	**3 002**	**6 546**	6 768
Ameublement et équipement	**13 229**	**5 927**	**7 302**	8 104
Matériel roulant	**307**	**289**	**18**	27
Améliorations locatives	**2 361**	**1 434**	**927**	843
Équipement informatique	**24 199**	**8 297**	**15 902**	19 208
Système de télécommunications	**883**	**432**	**451**	497
	51 246	**19 381**	**31 865**	36 166

8. Frais de développement de systèmes

	Coût	Amortissement accumulé	(milliers de $) 1985 Net	1984 Net
Développement de systèmes informatiques	**30 936**	**18 266**	**12 670**	14 738

9. Solde dû sur acquisitions d'équipement

	(milliers de $) 1985	1984
• Financement d'ordinateurs; emprunt de 10 691 810 $ remboursable en 44 versements mensuels de 296 382 $ (capital et intérêts), au taux annuel de 11 %, échéant en 1988 (paiement du capital en 1986: 2 768 654 $; 1987: 3 089 039 $; 1988: 2 549 191 $)	**8 407**	10 692
• Autres	—	3 213
	8 407	13 905

10. Régime de retraite des fonctionnaires

Une évaluation actuarielle du passif résultant des services antérieurs des employés de la Commission au 31 décembre 1975 du Régime de retraite des fonctionnaires imputables à la Commission a été établie à 49 787 000 $. La Commission rembourse ce montant depuis le 31 décembre 1978 à raison de 23 versements annuels égaux de 4 923 000 $, incluant le capital et les intérêts. Le solde au 31 décembre 1985 de ce passif non inscrit aux livres s'élève à 43 010 000 $.

11. Réserves actuarielles

	(milliers de $) 1985	1984
Valeur présente estimative des paiements futurs aux victimes de lésions professionnelles et aux travailleuses enceintes ou qui allaitent	**3 937 061**	3 356 490
Réserve pour fonds spécial de désastre	**5 644**	5 123
	3 942 705	3 361 613

Pourcentage de capitalisation

Le pourcentage de capitalisation des réserves actuarielles et autres passifs inscrits aux livres au 31 décembre 1985 est de 53,44 % comparativement à 61,55 % au 31 décembre 1984. Ces pourcentages ont été établis en fonction de la proportion de l'actif sur le passif et pour 1985 il tient compte notamment de l'inscription du coût des dispositions transitoires à titre de poste exceptionnel.

Continuité des réserves actuarielles

		(milliers de $) 1985	1984
Solde au début déjà établi		**3 127 910**	2 892 121
Redressements:			
Imputés directement à la dette non provisionnée			
Passif au 31 décembre 1983 à l'égard des coûts des programmes relatifs à l'article 38.4	**256 400**		256 400
Radiation au 31 décembre 1983 de la réserve actuarielle — réserve pour programme de remise de capital	**(33 178)**		(33 178)
		223 222	223 222
Imputé aux dépenses de l'exercice 1984			
Ajustement résultant de l'inscription des coûts futurs des programmes relatifs à l'article 38.4		**10 481**	—
Solde redressé		**3 361 613**	3 115 343
Augmentation imputée aux dépenses			
Valeur présente estimative des paiements futurs aux victimes de lésions professionnelles et aux travailleuses enceintes ou qui allaitent			
• avant postes exceptionnels		**401 622**	204 772
• modifications aux hypothèses et à la méthode de calcul des réserves actuarielles		**(5 356)**	41 651
• coût résultant des dispositions transitoires		**184 305**	—
		580 571	246 423
Réserve pour fonds spécial de désastre		**521**	(153)
		581 092	246 270
Solde à la fin		**3 942 705**	3 361 613

12. Programmes de réparation

	(milliers de $) 1985	1984
Coût des lésions professionnelles survenues au cours de l'exercice		
Indemnités versées	**212 011**	188 733
Augmentation des réserves actuarielles	**547 751**	467 502
	759 762	656 235
Coût des lésions professionnelles survenues au cours d'exercices antérieurs		
Indemnités versées		
• programmes réguliers	**504 950**	442 446
• programme spécial de remise de capital	**4 843**	73 900
Diminution des réserves actuarielles	**(148 928)**	(265 859)
	360 865	250 487
	1 120 627	906 722

Le coût des programmes de réparation se répartit comme suit:

	(milliers de $) 1985	1984
Indemnités versées		
Programmes réguliers		
Assistance médicale	**119 214**	101 112
Incapacité temporaire	**321 513**	329 994
Incapacité permanente	**193 895**	172 853
Remplacement du revenu	**51 305**	—
Décès	**31 034**	27 220
	716 961	631 179
Programme spécial de remise de capital	**4 843**	73 900
Augmentation des réserves actuarielles	**398 823**	201 643
	1 120 627	906 722

La portion non financée du coût de ces programmes est la suivante:

	(milliers de $) 1985	1984
Indemnités versées		
Assistance médicale	**4 249**	3 645
Incapacité temporaire	**11 999**	15 096
Incapacité permanente	**150**	89
Remplacement du revenu	**4 752**	—
Décès	**51**	43
	21 201	18 873
Augmentation des réserves actuarielles	**55 135**	46 750
Manque à gagner en revenus de placements dû à la dette non provisionnée	**112 723**	102 574
	189 059	168 197

Cette portion non financée des programmes de réparation comprend:

- les indemnités versées au cours de l'exercice 1985 pour des lésions professionnelles survenues au cours de cet exercice, exclusion faite des indemnités relatives aux dispositions transitoires prévues à la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, multipliées par le pourcentage de non financement, soit 10 %.
- l'augmentation des réserves actuarielles pour des lésions survenues au cours de 1985, compte tenu de l'augmentation de 3 603 000 $ relative aux modifications apportées aux hypothèses et à la méthode de calcul des réserves actuarielles pour les lésions survenues au cours de cet exercice, exclusion faite des indemnités relatives aux dispositions transitoires prévues à la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, multipliée par le pourcentage de non financement, soit 10 %.
- le manque à gagner en revenus de placements dû à la dette non provisionnée résultant de l'application du mode de financement.

13. Coût résultant des dispositions transitoires

	(milliers de $) 1985	1984
Indemnités versées	**22 369**	—
Augmentation des réserves actuarielles	**184 305**	—
	206 674	—

Ces coûts résultant des dispositions transitoires comprennent les frais supplémentaires découlant de l'application des nouvelles dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles pour des lésions professionnelles survenues avant le 19 août 1985, date d'entrée en vigueur de cette nouvelle loi. Ils se rapportent principalement à l'application des nouvelles dispositions relatives aux victimes de récidive, de rechute ou d'aggravation d'une lésion professionnelle. Font également partie de ces coûts supplémentaires l'élimination du remariage comme cause de la perte du droit à la rente de conjoint survivant et les options offertes aux bénéficiaires d'une rente viagère en tant que conjoint survivant ou victime d'incapacité permanente (Chapitre XVI, section II, L.Q. 1985, c. 6).

14. Programmes de prévention

	(milliers de $) 1985	1984
Paiements aux services de santé au travail et autres	**34 003***	35 622
Subvention à l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec	**13 150**	12 288
Subventions pour la formation et l'information	**11 496**	10 896
	58 649	58 806

* Au 31 décembre 1985, un compte à recevoir de 2 775 300 $ a été inscrit et la dépense du programme de paiements aux services de santé au travail a été réduite du même montant. Cette créance représente une estimation des sommes à être récupérées des centres hospitaliers ayant un département de santé communautaire en ce qui concerne les subventions qui leur ont été accordées au cours de 1985. Antérieurement une telle estimation n'était pas établie en fin d'exercice et ces récupérations étaient présentées au poste «autres revenus» à l'état des revenus et dépenses.

15. Frais d'administration

	(milliers de $) 1985	1984
Traitements et avantages sociaux	**88 627**	84 120
Formation et perfectionnement	**286**	229
Frais de déplacement	**4 403**	4 342
Postes, messageries et télécommunications	**6 051**	4 947
Communications et information	**2 152**	1 394
Services professionnels — Informatique	**4 492**	5 294
Services professionnels — Administration	**5 994**	4 674
Entretien et réparations — Équipement informatique	**3 095**	2 337
Entretien et réparations — Immobilisations et autres	**1 560**	775
Matériel et fournitures	**4 023**	3 445
Location d'espaces	**7 215**	6 991
Location d'équipement — Informatique	**1 655**	5 823
Location d'équipement — Autres	**494**	472
Assurances, taxes, énergie	**504**	1 740
Autres frais et services	**752**	606
Amortissement — Immobilisations	**7 058**	4 085
Amortissement — Développement de systèmes	**6 187**	5 363
	144 548	136 637
Moins:		
• Frais reportés — Développement de systèmes	**4 119**	4 955
• Frais reliés aux bureaux de révision paritaires constitués par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	**375**	—
	4 494	4 955
	140 054	131 682
Frais imputés		
Gouvernement du Québec		
• pour l'inspection	**20 490***	19 814*
• pour l'administration de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et de la Loi visant à favoriser le civisme	**2 013**	1 902
Gouvernement du Canada et ses organismes pour l'administration de la Loi concernant l'indemnisation des employés de l'État	**4 181**	747
Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations	**3 915**	3 422
Autres frais imputés	**429**	444
	31 028	26 329
	109 026	105 353

* Les frais imputés au gouvernement du Québec pour l'inspection pour les exercices 1984 et 1985 ont été redressés pour tenir compte des sommes non remboursées par le gouvernement du Québec totalisant 2 489 000 $ pour 1984 et 4 192 000 $ pour 1985. Ces redressements ont eu pour effet d'augmenter ou de (réduire) les postes suivants des états financiers des exercices 1984 et 1985:

	(milliers de $) 1985	1984
Cotisations à recevoir et autres créances	**(4 192)**	(7 332)
Excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice	**4 192**	2 489
Dette non provisionnée	**4 192**	7 332

et la dette non provisionnée a été augmentée de 4 843 000 $ au 31 décembre 1983 et de 7 332 000 $ au 31 décembre 1984.

16. Autres frais

	(milliers de $) 1985	1984
Créances irrécouvrables	**13 904**	10 839
Contributions au Régime de retraite des fonctionnaires relatives aux exercices antérieurs (note 10)	**4 923**	4 923
Frais d'administration reliés aux bureaux de révision paritaires constitués par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	**375**	—
	19 202	15 762

17. Engagements

La Commission est engagée en vertu de baux pour location d'espaces pour une somme de 35 526 941 $ au 31 décembre 1985 (1984: 39 819 814 $) dont les versements des 12 prochains mois totalisent 7 177 206 $. Ces baux s'échelonnent sur une période de un à dix ans avec une possibilité de renouvellement à l'échéance. Une clause prévoit la révision des loyers en fonction des hausses de frais d'exploitation ou de taxes.

18. Autres mandats de la Commission

La Commission verse des prestations aux travailleurs victimes de lésions professionnelles au nom des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations. Ces employeurs remboursent la Commission par la suite.

La Commission a également la responsabilité d'indemniser les victimes en vertu de la Loi sur les victimes d'actes criminels et de la Loi visant à favoriser le civisme. Le gouvernement du Québec rembourse la Commission pour les prestations versées.

De plus, la Commission a la responsabilité d'indemniser les fonctionnaires fédéraux victimes de lésions professionnelles en vertu de la Loi concernant l'indemnisation des employés de l'État. Le gouvernement du Canada et ses organismes remboursent la Commission pour les prestations versées.

Ces déboursés de prestations effectués par la Commission se répartissent comme suit:

	(milliers de $) 1985	1984
Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations	**17 094**	15 854
Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q.)	**13 719**	12 493
Loi concernant l'indemnisation des employés de l'État (S.R.C.)	**8 323**	7 473
	39 136	35 820

19. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1984 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1985 à la suite de l'entrée en vigueur le 19 août 1985 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et ont été corrigés pour tenir compte des redressements mentionnés aux notes 3 et 15.

La réparation

La nouvelle Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, entrée en vigueur le 19 août 1985, a instauré un nouveau régime de réparation des lésions professionnelles en remplacement des régimes prévus par la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières. La nouvelle loi ne s'applique qu'aux accidents, aggravations, rechutes et récidives survenus à partir du 19 août 1985, et aux maladies professionnelles déclarées à partir de cette date. Dans tous les autres cas, c'est l'ancienne loi qui continue de s'appliquer et les travailleurs conservent tous leurs droits acquis.

Le nouveau régime s'applique à tous les travailleurs victimes d'une lésion professionnelle au Québec et, sous certaines conditions, aux travailleurs québécois qui subissent une lésion professionnelle hors du Québec. Il confère le statut de travailleur à certaines autres personnes et prévoit que l'employeur, l'administrateur, le travailleur autonome et le domestique peuvent, suivant certaines modalités, s'inscrire à la Commission pour avoir droit aux mêmes prestations que tout autre travailleur.

La loi protège le revenu du travailleur accidenté et elle affirme son droit au retour au travail et son droit à la réadaptation. Ces deux droits sont liés: ils favorisent le retour à l'autonomie des victimes d'accidents du travail.

La loi établit la procédure de réclamation et les avis qui doivent être donnés à la Commission. Le travailleur victime d'une lésion professionnelle doit en aviser son employeur dès que possible, et celui-ci doit aviser la Commission, en utilisant le formulaire prescrit à cette fin. Le travailleur a six mois pour produire sa réclamation.

■ Protection du revenu

Le travailleur devenu incapable d'exercer son emploi en raison d'une lésion professionnelle a droit à une indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'est pas guéri et tant que son médecin juge qu'une amélioration de son état est prévisible.

Pour la journée de l'accident, l'employeur doit payer au travailleur le salaire auquel il aurait eu droit normalement. Si l'absence se prolonge au-delà de la journée de l'accident, le travailleur a droit, pendant les 14 premiers jours, à des indemnités égales à 90 % de son salaire net; c'est l'employeur qui doit payer au travailleur ces indemnités, qui lui sont remboursées par la Commission.

Si l'absence se prolonge plus de deux semaines, la Commission verse au travailleur une indemnité de remplacement du revenu égale à 90 % du revenu net retenu qu'il tire annuellement de son emploi. Aux fins du calcul de cette indemnité, le revenu d'emploi ne peut être inférieur au salaire minimum ni supérieur au maximum annuel assurable. Si le travailleur demeure incapable d'exercer son emploi, mais devient capable d'exercer un emploi convenable, son indemnité de remplacement du revenu est réduite du revenu net qu'il pourrait tirer de cet emploi.

Deux ans plus tard, la Commission peut réviser l'indemnité versée si elle constate que le revenu que le travailleur tire de l'emploi qu'il occupe est supérieur à celui qui a déjà été soustrait de son indemnité. Trois ans après cette révision et à tous les cinq ans par la suite, la Commission révise son indemnité de la même façon. L'indemnité de remplacement du revenu cesse au premier des événements suivants: lorsque le travailleur redevient capable d'exercer son emploi, à son décès ou à son soixante-huitième anniversaire de naissance. Dans ce dernier cas, pendant les trois dernières années de versement, l'indemnité de remplacement du revenu est réduite de 25, 50 et 75 %.

La loi accorde en outre au travailleur qui subit une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique en raison d'une lésion professionnelle le droit à une indemnité forfaitaire pour dommages corporels. Le montant de cette indemnité est fonction de l'âge du travailleur et du pourcentage d'atteinte à son intégrité. Ce pourcentage est déterminé suivant le barème des dommages corporels adopté par règlement et est établi par la Commission dès que les séquelles de la lésion professionnelle sont médicalement déterminées. Le droit à l'indemnité pour dommages corporels s'éteint au décès du travailleur.

La loi prévoit également le paiement d'indemnités aux personnes à charge du travailleur qui décède en raison d'une lésion professionnelle.

Les montants de toutes les indemnités sont indexés à chaque année.

Le médecin qui a charge

La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles reconnaît au travailleur le droit à l'assistance médicale que requiert son état par suite de sa lésion professionnelle. Elle confère au travailleur, sous certaines réserves, le droit aux soins de l'établissement de santé et du professionnel de la santé de son choix. La Commission est liée par les opinions du médecin qui prend ainsi charge d'un travailleur.

La loi établit une procédure d'évaluation médicale applicable au travailleur qui réclame une prestation. Elle oblige le médecin qui a charge du travailleur à produire une attestation ou un rapport dans certains délais, principalement quant au diagnostic, à la nature et à la durée des traitements et à la date de consolidation de la lésion. Elle prévoit que le travailleur doit, à certaines conditions, se soumettre à l'examen d'un professionnel de la santé désigné par son employeur ou la Commission et que ceux-ci peuvent contester l'attestation ou le rapport du médecin qui a charge du travailleur s'ils obtiennent du professionnel de la santé qu'ils ont désigné un rapport contraire. La contestation est formée par la Commission et portée devant un arbitre; celui-ci doit rendre son avis dans les 30 jours et cet avis lie la Commission.

Toujours en matière de procédure d'évaluation médicale, la loi contient en outre des dispositions particulières aux maladies professionnelles pulmonaires.

Réadaptation

La loi reconnaît aussi au travailleur victime d'une lésion professionnelle le droit à la réadaptation que requiert son état en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle. Elle prévoit que la Commission doit préparer, avec la collaboration du travailleur, un plan individualisé de réadaptation qui peut comprendre, selon les besoins du travailleur, un programme de réadaptation physique, sociale et professionnelle. La loi décrit aussi diverses mesures ou services qui peuvent faire partie de chacun de ces programmes et énonce, dans certains cas, les conditions pour en bénéficier. Elle établit enfin les fonctions de la Commission en matière de réadaptation et prévoit qu'elle en assume le coût.

Le droit à la réadaptation et le droit au retour au travail sont liés. La réadaptation permet au travailleur qui a subi une diminution permanente de ses capacités physiques ou psychiques de faire valoir son droit au retour au travail.

Droit au retour au travail

La loi crée un droit au retour au travail dont elle précise les limites. Ainsi, le travailleur victime d'une lésion professionnelle a le droit de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent, avec le salaire et les avantages dont il aurait bénéficié s'il avait continué à l'exercer. Si le travailleur demeure incapable d'exercer son emploi, il peut occuper le premier emploi convenable qui devient disponible dans un établissement de son employeur. Ces droits s'éteignent après une période d'absence continue du travailleur d'un an, si l'établissement compte 20 travailleurs ou moins, ou de deux ans, s'il en compte plus de 20. La loi établit les mécanismes d'application du droit au retour au travail et d'arbitrage des conflits en résultant. La loi énonce également les dispositions particulières au travailleur de la construction en matière de retour au travail.

Plaintes

La loi prévoit les pouvoirs de la Commission lorsqu'elle est saisie d'une demande d'intervention en matière de retour au travail ou d'une plainte d'un travailleur qui croit avoir été l'objet d'une mesure ou d'une sanction imposée par son employeur parce qu'il a été victime d'une lésion professionnelle ou parce qu'il a exercé un droit que lui confère la loi.

Révision et appel

La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles établit que toute décision de la Commission peut être contestée. À cet effet, elle modifie la Loi sur la santé et la sécurité du travail pour y prévoir la constitution, la juridiction et le fonctionnement des bureaux de révision, qui constituent la deuxième instance.

Le bureau de révision est une institution régionale; il est composé de trois membres: un président choisi parmi les fonctionnaires de la Commission, un représentant des employeurs et un représentant des travailleurs. Les membres représentant les travailleurs et ceux représentant les employeurs sont choisis à partir de listes dressées annuellement pour chaque région par les membres représentant les centrales syndicales et patronales au sein du conseil d'administration de la Commission.

Les bureaux de révision ont juridiction sur toute question, à l'exclusion des questions d'ordre médical. Les parties peuvent interjeter appel de leurs décisions. Les décisions d'ordre médical peuvent, pour leur part, faire l'objet d'un arbitrage et elles peuvent aussi être portées ensuite en appel. C'est la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, créée par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, qui a juridiction exclusive pour entendre tout appel interjeté en vertu de cette loi et de la Loi sur la santé et la sécurité du travail. Toute décision de la Commission d'appel est finale.

Implantation de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

À la sanction de la loi, le 28 mai 1985, la Commission a déclenché un programme de formation du personnel de manière à permettre son application sans délai dès son entrée en vigueur, le 19 août 1985. Les mécanismes nécessaires pour répondre aux plaintes et aux demandes d'interventions des travailleurs ont été structurés dans les bureaux régionaux. Les recours à l'arbitrage médical, dont la mise en place relève du ministère du Travail, de même que les recours à la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles ont été facilités par le biais de mécanismes de liaison appropriés.

La vice-présidence à la réparation a entamé une révision de son organisation administrative pour qu'elle réponde aux préoccupations du législateur exprimées dans la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et permette d'axer les efforts sur les nouvelles obligations faites à la Commission aux plans de l'exercice du droit à la réadaptation physique, sociale et professionnelle et du droit au retour au travail.

TABLEAU 2

Demandes de prestations à la suite de lésions professionnelles, selon la catégorie (1984-1985)

Catégorie du dossier	1984	1985
Accidents, sans interruption du travail	168 423	**145 992**
Accidents, avec interruption du travail	174 990	**195 288**
Maladies professionnelles	4 110	**4 416**
Décès[1]	139	**160**
Total	**347 662**	**345 856**

Sources: CSST, Fichiers de la réparation (86-03)

1. Voir aussi la note 2, à l'intérieur de la page couverture

La Commission a dû informer les bénéficiaires de rentes en vertu de la Loi sur les accidents du travail des droits que leur accorde la nouvelle loi de conserver la situation actuelle, d'opter, dans le cas des conjoints survivants, pour un montant forfaitaire et le remplacement du revenu ou encore de demander la redistribution ou le nivellement de leur rente. Entre le 19 août et le 31 décembre 1985, plus de 6 000 des 22 000 bénéficiaires de telles rentes ont été rencontrés et informés de leurs droits.

Avis d'accidents et demandes de prestations

En 1985, la Commission a ouvert 345 856 nouveaux dossiers comme suite aux accidents du travail, maladies professionnelles ou décès déclarés en cours d'année. Les demandes de prestations ont été faites en vertu de la Loi sur les accidents du travail, de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières et de la Loi (fédérale) concernant l'indemnisation des employés de l'État.

Le nombre de dossiers ouverts est sensiblement le même que celui de 1984, mais le nombre de cas accompagnés d'interruption du travail a connu une augmentation de 11,6 %. Les dossiers reliés à des accidents ne nécessitant qu'une assistance médicale ont compté pour 42,2 % de l'ensemble des dossiers ouverts en 1985, une diminution de 6,2 % par rapport à l'année 1984.

Sur les 345 856 dossiers ouverts au cours de 1985, 114 056 se rapportent à des lésions professionnelles survenues à compter du 19 août et sont donc sujets aux dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. La Commission a aussi traité, en 1985, 3 585 cas de rechutes ou d'aggravations survenues depuis le 19 août, mais reliées à des lésions antérieures à cette date; ces dossiers ont donné lieu au versement d'indemnités de remplacement du revenu conformément aux dispositions de la nouvelle loi.

Entre le 19 août et le 31 décembre 1985, la Commission a reçu 71 058 avis d'employeurs visant le remboursement du salaire versé par eux au cours des 14 jours complets suivant le début de l'incapacité d'un travailleur d'exercer son emploi.

TABLEAU 3

Répartition des indemnités versées en 1985 pour des lésions professionnelles[1]

Catégorie	1984 (000 $)	1985 (000 $)
Frais d'assistance médicale et d'assistance financière en réadaptation	101 112	**119 214**
Indemnités pour incapacité temporaire (médicale)	271 597	**301 782**
Indemnités de réadaptation et soutien du revenu	58 397	**71 036**
Indemnités pour incapacité permanente	172 853	**193 895**
Programme spécial de remise de capital	73 900	**4 843**
Indemnités de décès	27 220	**31 034**
Indemnités aux rentiers selon les options de la LATMP pour incapacité permanente ou décès	———	**22 369**
Total, réparation des lésions professionnelles	**705 079**	**744 173**
Retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite	16 469	**26 529**

1. Le **coût** des programmes de réparation, excluant le retrait préventif, s'établit à 1 120 427 000 $ pour 1985, comparativement à 906 722 000 $ pour 1984 (voir note 12 des états financiers).

Services aux travailleurs et dépenses en réparation

Le paiement des frais d'assistance médicale et de réadaptation a coûté 119,2 millions $ en 1985, soit 16 % des dépenses de la Commission en matière de réparation des lésions professionnelles. Des 110,9 millions $ consacrés à l'assistance médicale, 53 % ont servi au remboursement de soins hospitaliers et 25 % aux services des professionnels de la santé. Les frais de réadaptation ont été de 8,3 millions $, principalement pour des achats de services et d'équipement et des subventions aux employeurs pour l'embauche ou la formation de travailleurs ayant subi une lésion professionnelle.

L'indemnité versée, en 1985, à un travailleur pendant la durée de son interruption de travail équivalait à 90 % de son salaire net au moment de l'accident, jusqu'à concurrence d'un revenu maximum assurable de 33 000 $. Les indemnités versées en 1985 pendant la période de guérison ou de consolidation se sont élevées à 301,8 millions $, soit 40,6 % des déboursés en matière de réparation des lésions professionnelles. Ces dépenses ont connu une augmentation de 11,1 % entre 1984 et 1985, soit légèrement moins que celle du nombre de demandes reliées à des lésions avec interruption de travail.

La Commission offre à ses bénéficiaires des services professionnels et une assistance financière dans le cadre de programmes visant à favoriser le retour à l'autonomie personnelle et sociale, le retour à l'emploi ou le soutien du revenu. L'aide financière, établie en fonction des besoins des travailleurs et de leur degré de participation aux différents programmes, prend la forme d'indemnités allant jusqu'à 90 % du revenu net du travailleur dans son ancien emploi. Les indemnités versées, en 1985, dans le cadre des programmes de réadaptation et de soutien du revenu ont été de 71 millions $.

Une fois leur lésion guérie ou stabilisée ou leur traitement en réadaptation terminé, les bénéficiaires de la Loi sur les accidents du travail peuvent avoir droit à une rente viagère dont le montant dépend de leur degré d'incapacité permanente. En 1985, la Commission a accordé des rentes pour incapacité permanente totale ou partielle à 13 721 bénéficiaires. Cette rente est versée sous forme de capital représentatif lorsqu'elle est inférieure à un montant mensuel fixé à 99,97 $ pour 1985.

Au 31 décembre 1985, 34 534 victimes de lésions professionnelles étaient toujours bénéficiaires d'une rente d'incapacité permanente. De ce nombre, 939 personnes ont choisi de se prévaloir d'une des options prévues aux dispositions transitoires de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, afin que leur rente soit redistribuée ou nivelée, ce qui a entraîné des déboursés additionnels de 900 000 $ en 1985. Au total, les déboursés pour incapacité permanente ont atteint 199,6 millions $, soit 26,8 % des dépenses en matière de lésions professionnelles, une diminution de 19 % par rapport à 1984, en raison principalement de la fin du programme spécial de remise de capital au début de 1985.

Les personnes à la charge d'un travailleur décédé avant le 19 août 1985 ont droit à une rente dont la valeur varie, selon le nombre de personnes à charge, entre 55 % et 80 % de l'indemnité à laquelle le travailleur aurait eu droit. Elles peuvent aussi, en vertu des dispositions transitoires de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, transformer cette rente selon trois options, dont celle d'un montant forfaitaire minimum de 50 000 $, assorti d'une rente temporaire. Cette option correspond aux indemnités prévues par la nouvelle loi pour les survivants de travailleurs décédés après le 19 août 1985.

Au 31 décembre 1985, 5 925 personnes à la charge de travailleurs décédés recevaient des indemnités de décès; des 4 060 conjoints survivants faisant partie de ce groupe, 1 248 avaient choisi une des options mentionnées précédemment. La Commission a versé 52,5 millions $ en 1985 aux personnes à charge de travailleurs décédés, soit 7,1 % des déboursés pour des lésions professionnelles, une augmentation de 93 % par rapport à 1984. Les dispositions transitoires de la nouvelle loi ont entraîné des déboursés additionnels de 21,5 millions $ en indemnités de décès pour 1985, dont 19,9 millions $ ont été versés sous forme de montants forfaitaires.

TABLEAU 4

Rentes en vigueur au 31 décembre 1985, selon la catégorie de bénéficiaire

Catégorie	Nombre	%
Loi sur les accidents du travail		
• Accidents du travail	**30 317**	74,4
• Maladies professionnelles	**4 217**	10,4
Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose	**270**	0,7
Conjoints survivants	**4 060**	10,0
Enfants mineurs ou aux études	**1 779**	4,4
Personnes invalides à charge	**86**	0,2
Total	**40 729**	100,0

L'indemnisation à la suite du retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite

La Commission administre, depuis 1981, le programme d'indemnisation des travailleuses enceintes ou qui allaitent qui exercent leur droit au retrait préventif. Ce droit est reconnu par la Loi sur la santé et la sécurité du travail aux travailleuses dont les conditions de travail présentent un danger pour elles, en raison de leur grossesse, ou pour leur enfant à naître ou allaité, et qui ne peuvent être affectées à d'autres tâches.

Au cours de l'année 1985, la Commission a reçu 10 962 demandes de prestations reliées à ce droit comparativement à 7 102 demandes en 1984. Ceci représente donc une augmentation de 54 % pour l'année 1985 comparativement à une augmentation de 75 % en 1984. Elle a versé pendant cette période 26 529 100 $ en indemnités à des travailleuses, une augmentation de 61 % par rapport à 1984. Au 31 décembre, 955 demandes étaient encore à l'étude, ce qui représente 9 % de l'ensemble.

La croissance du nombre de demandes peut s'expliquer en partie par une meilleure connaissance qu'ont les travailleuses de leurs droits en cette matière, par le fait que peu de travailleuses sont réaffectées à des emplois ne présentant pas de danger pour elles ou l'enfant à naître et par la difficulté d'appréciation des conditions de travail dangereuses par rapport à l'état personnel des patientes.

Quelque 1 430 demandes ont été refusées en 1985, soit 13 % du total. Les principales raisons motivant ces refus sont que les conditions de travail ne comportent pas de réel danger, que la travailleuse n'est pas admissible à l'indemnisation ou, encore, qu'une réaffectation a eu lieu. Cependant, la majorité de ces bénéficiaires ont été rétablies dans leur droit par les bureaux de révision.

Il faut noter que, depuis le 19 août 1985, le versement des indemnités s'effectue en fonction de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

L'indemnisation des victimes d'actes criminels ou d'actes de civisme

La Commission a continué à administrer en 1985 les régimes de réparation prévus à la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, où le crime d'inceste a été ajouté, et à la Loi visant à favoriser le civisme. Les prestations payables aux bénéficiaires de ces lois et les services auxquels ils ont droit sont, à quelques exceptions près, les mêmes que ceux prévus à la Loi sur les accidents du travail, maintenue en vigueur à cette fin.

En 1985, la Commission a reçu 1 426 demandes d'indemnisation de la part des victimes d'actes criminels, venues s'ajouter aux 626 demandes déjà à l'étude à la fin de 1984. La Commission a statué au cours de l'année sur 1 445 réclamations: 1 060 ont été acceptées, 316 rejetées et 69 dossiers fermés à la suite du désistement ou du défaut du réclamant. La Commission a également reçu 17 demandes en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme. Sur les 15 décisions rendues en 1985, 8 demandes ont été acceptées et 7 rejetées.

Pendant cette période, la Commission a versé 13,7 millions $ en prestations dans le cadre de l'administration de ces deux lois. Ces prestations, de même que les frais d'administration afférents, sont payés par le fonds consolidé de la Province.

La prévention-inspection

En 1985, la Commission a favorisé la consolidation des mécanismes de prévention et de participation en santé et en sécurité du travail et l'harmonisation de ses activités avec ses divers partenaires en participant à des comités interministériels et à des comités conjoints permanents avec l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail, les associations sectorielles paritaires, le réseau de la santé et le réseau de l'éducation. Les travaux de ces comités ont permis de mener des actions conjointes touchant différents programmes ou services.

Le 23 mars 1985, le troisième groupe de cinq secteurs d'activité économique a été déclaré prioritaire. La Commission a aussi élaboré, au cours de l'année, une monographie pour chacun des secteurs du groupe IV.

La mise en place et le fonctionnement des mécanismes de prévention

À la fin de 1985, la Commission avait en main 72 % des programmes de prévention attendus des établissements du groupe I, soit 1 270, et 80 % des programmes attendus du groupe II, soit 536. Un total de 525 établissements de 20 travailleurs ou moins de ces deux groupes avaient par ailleurs fait parvenir pour analyse leur programme de prévention aux services régionaux. Les services régionaux de la prévention-inspection ont reçu 1 182 programmes de prévention et ont donné 110 avis d'infraction, dont 41 pour non-transmission et 69 pour non-élaboration du programme de prévention. La Commission a reçu, en 1985, 9 726 avis d'ouverture de chantier.

La Commission a reçu, depuis le 22 octobre 1983, date d'entrée en vigueur du Règlement sur les comités de santé et de sécurité du travail, 727 avis de constitution de comité pour les établissements des groupes I et II comptant 21 travailleurs et plus, ce qui représente 30 % des établissements de cette taille.

Le Règlement sur le représentant à la prévention dans un établissement est en vigueur depuis le 29 août 1984 pour les établissements des groupes I et II. L'année qui vient de s'écouler a vu la nomination des premiers représentants à la prévention au sens de la loi. La Commission a reçu 315 avis de désignation d'un représentant à la prévention dans des établissements comptant 21 travailleurs ou plus, ce qui représente 13 % des établissements de cette taille (voir tableau 5).

Les interventions de la Commission

En 1985, les équipes régionales de prévention-inspection ont effectué 36 344 visites dans des établissements et des chantiers. Le nombre de dossiers où la Commission est intervenue dans le cadre d'activités d'assistance, d'évaluation ou de contrôle, à caractère aussi bien incitatif que coercitif, représentait 74 % du total des dossiers traités (voir tableau 6).

Il y a eu 4 369 interventions faisant suite à des plaintes, une augmentation de 13 % par rapport à 1984. La Commission a été appelée à intervenir dans 276 cas de refus de travail, comparativement à 278 l'année précédente. De ces 276 cas de refus, exercés par 1 035 travailleurs, 111 cas ont été considérés comme ayant un motif justifiant l'exercice de ce droit, 133 comme n'en ayant pas, tandis que 32 cas ont été pris en charge par les parties. La Commission est aussi intervenue dans 919 cas reliés à des événements ayant entraîné le décès d'un travailleur, des blessures graves à un ou plusieurs travailleurs ou des dommages matériels importants. Soulignons qu'en 1985, suivant les données recueillies par la prévention-inspection, la Commission a enregistré 106 accidents mortels sur les lieux de travail, ayant occasionné le décès de 114 travailleurs. Les inspecteurs de la Commission ont signalé en 1985, 35 407 dérogations. La Commission a aussi émis 1 534 avis d'infraction en 1985, mesure prise dans 895 cas en 1984.

Pendant l'année, les directeurs régionaux de la prévention-inspection ont reçu, à titre d'inspecteurs-chefs régionaux, 80 demandes de révision des décisions prises par des inspecteurs avant le 19 août 1985. Le bureau de révision en matière d'inspection a, pour sa part, été saisi de 87 demandes de révision des décisions rendues par les inspecteurs-chefs régionaux relativement à des cas survenus avant le 19 août 1985.

Les services de santé au travail

Dans le domaine de la prévention en santé au travail, la Loi sur la santé et la sécurité du travail confère au réseau public de santé un rôle de premier plan. Les 32 centres hospitaliers où existe un département de santé communautaire (CH-DSC) coordonnent l'élaboration et la mise en application des programmes de santé spécifiques sur leur territoire. À cette fin, la Commission conclut des ententes de service avec chacun d'eux depuis 1981.

En 1985, les CH-DSC et les CLSC (Centres locaux de services communautaires) disposaient de 835,3 postes pour leurs équipes de base et les services de santé responsables des divers mandats reliés à la mise en place et au fonctionnement des programmes de santé pour les groupes I et II. Au 31 décembre 1985, 99 % des postes des équipes de base et 88 % des postes des services de santé étaient comblés. Les montants affectés par la Commission aux services de santé au travail atteignent un montant de 33,7 millions $, dont 25,9 millions $[1] transférés directement aux CH-DSC. Le solde de 7,8 millions $ comprend, en particulier, les remboursements de 5,6 millions $ à la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour les paiements aux médecins et de 1,7 million $ à l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail pour des activités de laboratoire réalisées pour les CH-DSC et leurs contractants.

Pour desservir les employés des groupes I et II, les CH-DSC ont implanté 148 services de santé; les CLSC en administrent 94. Au 27 mai 1985, 18 360 établissements, comptant 300 208 employés, des groupes I et II bénéficiaient du support des services de santé au travail, dont 11 783 établissements et 99 478 employés, dans le secteur bâtiment et travaux publics. De plus, 74 employeurs ont obtenu la reconnaissance des services de santé existant dans leurs établissements et couvrant 29 979 employés.

La Commission a reçu 3 052 programmes de santé élaborés par le personnel des services de santé au travail pour les établissements des groupes prioritaires I et II, dont 282 pour le secteur bâtiment et travaux publics. Les techniciens en hygiène des services de santé et les hygiénistes des équipes de base ont aussi prélevé 27 825 échantillons à partir desquels l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail a réalisé 66 614 analyses. Le réseau de la santé avait de plus complété, au 31 décembre 1985, 33 887 examens de santé facturables (par ex.: radiographie pulmonaire). Les programmes de santé sont un élément du programme de prévention.

En plus de ces activités prévues aux mandats réguliers, les CH-DSC ont complété, en 1985, 491 études industrielles reliées à l'indemnisation pour maladie professionnelle et transmis à la Commission leur avis sur 10 769 dossiers reliés à l'exercice du droit au retrait préventif par une travailleuse enceinte ou qui allaite.

Pour ce qui est des secteurs non encore désignés comme prioritaires, 115 employeurs ont reçu de la Commission, en 1985, des subventions totalisant 361 256 $ pour le maintien de leur service de santé.

Les associations sectorielles paritaires

Pour permettre aux travailleurs et aux employeurs des différents secteurs d'activité économique de prendre en charge la santé et la sécurité du travail dans leur secteur, de partager leur expérience et de se donner une aide professionnelle et technique dans ce domaine, la loi prévoit la mise sur pied d'associations sectorielles paritaires sur la base d'une entente conclue entre les associations patronales et syndicales d'un même secteur d'activité. La Commission a pour mandat de favoriser la création de ces associations, de leur apporter une aide technique et de les subventionner.

En 1985, douze associations sectorielles paritaires étaient en place dans les secteurs suivants:

- administration provinciale;
- affaires municipales;
- affaires sociales;
- construction;
- fabrication d'équipements de transport et de machines;
- fabrication de produits en métal et électriques;
- imprimerie;
- industrie chimique, caoutchouc et produits en matière plastique;
- mines et services miniers;
- services automobiles;
- textiles primaires;
- transport et entreposage.

La Commission a versé à ces associations, qui comptent sur 114 employés et desservent plus d'un demi-million de travailleurs répartis dans 55 000 établissements, des subventions totales, en 1985, de 5,7 millions $ pour leur permettre de mener leurs activités à bonne fin, telles guides de prévention, sessions d'information, cours de formation, conseils techniques, etc. Chacune de ces associations publie un rapport annuel de ses activités.

1. Ce montant tient compte des surplus 1985: pour les enveloppes «Équipe de base» et «Programmes», les surplus à récupérer seraient respectivement de 544 500 $ et de 2 230 800 $.

TABLEAU 5

Établissements de 21 travailleurs ou plus des groupes I et II ayant mis en place des mécanismes de prévention (1985)

	Programme de prévention initial[1]	Programme de santé[2]	Comité de santé et de sécurité[3]	Représentant à la prévention[4]
Groupe I				
Bâtiment et travaux publics	359 (53 %)	112 (17 %)	9 (1 %)	1 (0,1 %)
Industrie chimique	133 (86 %)	114 (74 %)	48 (31 %)	25 (16 %)
Forêt et scieries	323 (79 %)	265 (65 %)	172 (42 %)	62 (15 %)
Mines, carrières et puits de pétrole	98 (82 %)	77 (64 %)	61 (51 %)	39 (33 %)
Fabrication de produits en métal	357 (87 %)	339 (83 %)	155 (38 %)	54 (13 %)
Ensemble du groupe	**1 270 (72 %)**	**907 (51 %)**	**445 (25 %)**	**181 (10 %)**
Groupe II				
Industrie du bois (sans scierie)	157 (82 %)	132 (69 %)	65 (34 %)	23 (12 %)
Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	134 (74 %)	106 (59 %)	59 (33 %)	24 (13 %)
Fabrication d'équipement de transport	82 (73 %)	70 (62 %)	46 (41 %)	23 (20 %)
Première transformation des métaux	70 (91 %)	45 (58 %)	56 (73 %)	34 (44 %)
Fabrication des produits minéraux non métalliques	93 (83 %)	72 (64 %)	56 (50 %)	30 (27 %)
Ensemble du groupe	**536 (80 %)**	**425 (63 %)**	**282 (42 %)**	**134 (20 %)**

Source: CSST, Direction Réseau, Fichier des données de base de prévention (1985-12-31), Fichiers régionaux (1985-12-31).

1. Même si tous les établissements des secteurs prioritaires sont tenus d'élaborer un programme de prévention, seuls ceux qui ont 21 travailleurs ou plus doivent le transmettre à la CSST. Puisqu'il y a des ouvertures et fermetures d'établissements en cours d'année, le total ne peut pas être de 100 %.
2. Le programme de santé fait partie du programme de prévention; il est élaboré par le médecin responsable des services de santé de l'établissement, aux termes des contrats entre la Commission et les CH-DSC.
3. Comités de santé et de sécurité formés en vertu de la loi et pour lesquels un avis a été transmis à la Commission.
4. Représentants à la prévention nommés en vertu de la loi et pour lesquels un avis a été transmis à la Commission par les établissements ayant ou non un comité de santé et de sécurité.

Pendant cette période, la Commission a d'autre part poursuivi son action auprès des parties patronales et syndicales en vue de favoriser la création d'associations paritaires dans d'autres secteurs. La délimitation du secteur de l'habillement a ainsi été arrêtée par les parties et reçue par le conseil d'administration de la Commission.

Les activités de formation et d'information et le soutien scientifique et technique

La responsabilité d'assurer des services de formation, d'information et de conseil en matière de santé et de sécurité du travail a été confiée par la loi à la Commission, aux associations sectorielles paritaires et aux associations patronales ou syndicales. En plus de réaliser ses propres programmes sur ce plan et d'offrir divers services spécialisés, la Commission a aussi le mandat d'appuyer techniquement et financièrement les efforts des associations.

La formation et l'information

L'année 1985 s'est caractérisée au plan des activités d'information de la Commission par la diffusion des connaissances scientifiques en santé et en sécurité du travail sous forme de brochures et de guides touchant différents sujets, tels:

- les chicots;
- les protecteurs oculaires et faciaux;
- la vérification des échafaudages;
- les machines d'extraction;
- les dispositifs de protection sur les machines;
- le plomb;
- les agresseurs chimiques;
- la stratégie d'échantillonnage des contaminants chimiques en milieu de travail;
- l'utilisation des instruments de mesure portatifs (ventilation — bruit — éclairage — température);
- le maître d'oeuvre;
- le représentant à la prévention;
- le programme de prévention pour un chantier de construction;
- le programme de prévention en cinq étapes pour un établissement.

La Commission a organisé le double colloque Québec-Montréal sur les notions de chantier et de maître d'oeuvre, réunissant les entrepreneurs et les donneurs d'ouvrage. Elle a aussi organisé deux colloques de formation avec une association représentative de la construction (FTQ-Construction), dont le thème était la mise en place des comités de santé et de sécurité.

La division des postes de sauvetage dans les mines a assuré la formation et l'entraînement de 76 personnes réparties dans 32 mines. Ceci porte le nombre total de personnes qui ont suivi cet entraînement à 436, dont 335 faisaient partie du personnel en place à la fin de l'année. L'entraînement de base, régulier et spécial en sauvetage minier aura représenté en 1985 près de 13 820 personnes/heures.

Dans le secteur de la construction, 24 076 travailleurs et employeurs ont suivi le cours de sécurité générale sur un chantier de construction en 1985 et le comité de sélection sur la qualification des agents de sécurité a étudié 61 dossiers.

La Commission a publié, en octobre 1985, le manuel Secourisme en milieu de travail, ainsi que onze diaporamas servant aux organismes reconnus par la Commission pour dispenser le cours de formation des secouristes. Ces organismes, répartis à travers le Québec, ont débuté cette formation le 1er décembre 1985. Du 1er janvier au 1er décembre 1985, la Commission a versé à l'Ambulance St-Jean une subvention de 335 440 $, pour la formation de 8 570 personnes.

D'autre part, la Commission a poursuivi ses efforts pour assurer l'intégration des éléments de santé et de sécurité du travail dans les manuels, guides, didacticiels et autres publications éditées ou produites par le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Avec l'Université de Montréal, l'année 1985 a permis la mise en oeuvre d'un programme de certificat en ergonomie. Ce certificat est destiné aux intervenants de première ligne dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail.

Au cours de l'année, le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la Commission ont collaboré à l'intégration de la dimension santé et sécurité au travail dans les devis de formation professionnelle.

Les subventions aux associations syndicales et patronales

La Commission a versé, en 1985, 3 407 000 $ à quinze associations syndicales et 2 107 904 $ à treize associations patronales pour leur permettre de réaliser divers projets reliés à la formation et à l'information de leurs membres.

D'autre part, l'Association paritaire de prévention pour la santé et la sécurité du travail a reçu, comme suite à l'arrêt de ses activités, une subvention de 432 241 $ pour l'année 1985 pour couvrir ses engagements.

TABLEAU 6

Interventions de la Commission dans des établissements et mesures prises selon le type d'intervention (1985)

Interventions ou mesures prises	Contrôle	Assistance	Évaluation	Enquête	Plainte	Refus	Litige	Total
Dossiers								
Reçus	8 672	1 364	5 869	919	4 369	276[1]	27[2]	21 496[3]
Rouverts	557	112	267	114	236	124[5]	—	1 410
Fermés avec intervention[4]	8 096	964	3 922	541	3 159	410[5]	27[2]	17 119
Fermés sans intervention[4]	2 072	86	257	602	1 595	45[5]	—	4 657
Visites								
Initiales	6 820	1 092	3 327	416	2 860	296	27	14 838
De contrôle	15 209	751	926	651	3 600	357	12	21 506
Total	22 029	1 843	4 253	1 067	6 460	653	39	36 344
Mesures								
Dérogations constatées	26 677	446	919	606	6 582	175	2	35 407
Arrêt des machines	107	0	3	15	32	3	—	160
Fermeture des lieux	268	3	22	21	102	8	—	424
Scellés	218	4	10	66	91	13	—	402
Révision[6]	29	1	1	3	16	30	—	80
Avis d'infraction émis	1 219	14	41	40	215	5	—	1 534
Avis d'infraction payés	305	2	14	10	62	—	—	393
Poursuites engagées	581	12	14	44	92	3	—	746
Poursuites réglées	335	6	2	21	52	4	—	420

Source: CSST, État mensuel des dossiers d'intervention - IEMI (1985-12-31), mise à jour de 1986-05.

1. Donnée validée à partir de registres manuels.
2. Donnée validée à partir de registres manuels. Comprend les litiges relatifs au comité de santé et de sécurité et au représentant à la prévention.
3. Comprenant les données validées à partir de registres manuels, relatives aux interventions *refus* et *litige*.
4. À noter que certains dossiers fermés en 1985 étaient déjà ouverts au début de l'année.
5. Enregistrés initialement comme droit de refus et transformés par la suite en d'autres types d'intervention et comprend des dossiers ouverts antérieurement au 1er janvier 1985.
6. Demandes de révision auprès de l'inspecteur-chef régional de la Commission d'une décision d'un inspecteur rendue avant le 19 août 1985.

Le soutien scientifique et technique

La Commission a augmenté, en 1985, ses activités d'information scientifique et technique aux intervenants en santé et en sécurité du travail et au public en général.

Ainsi, une audiovidéothèque a été mise sur pied dans le but de créer un guichet unique pour tout ce qui touche le prêt, l'entretien ou la reproduction de documents audiovisuels. La nouvelle collection regroupe les documents de l'APPSST et du Centre de documentation de la Commission. Plus de 2 100 copies des 231 titres de la collection ont été prêtées au cours de 1985.

De son côté, le Répertoire toxicologique a répondu à 2 263 demandes de renseignements concernant le retrait préventif de la travailleuse enceinte, l'échantillonnage et le refus de travail. Par ailleurs, le Répertoire a reçu, en 1985, 42 321 demandes de renseignements sur des produits, dont 9 906 directement par lien électronique. 35 815 réponses ont été données, soit 84,6 % de toutes les questions reçues; les autres questions demeurent en attente d'une réponse du fabricant concerné. La banque du Répertoire compte maintenant 82 270 produits inscrits, dont 4 785 validés et disponibles au public.

Le Centre de documentation a poursuivi le développement de sa base de données ISST (informations en santé et sécurité du travail), qui constitue le fichier collectif de la documentation en santé et en sécurité du travail au Québec. En plus des centres de documentation de la Commission et de l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail, sept associations sectorielles participent maintenant à la base ISST. En 1985, celle-ci s'est ainsi enrichie de 14 679 titres, dont 4 897 provenaient de ses partenaires. Elle contient maintenant 52 106 documents.

Les prêts à la clientèle ont augmenté de 17 % pour atteindre un total de 5 351. Les prêts entre bibliothèques ont pour leur part accusé une baisse de 23 % et les activités de référence des centres de documentation de Montréal et de Québec ont augmenté de 6 % pour atteindre 4 923 interventions.

Les résultats de la cotisation

Les cotisations des employeurs se sont élevées à 764,1 millions $ en 1985. Compte tenu d'un ajustement de 12,8 millions $ apporté à la cotisation définitive des années antérieures, les revenus nets de cotisation pour l'année 1985 sont de 751,3 millions $, en hausse de 53,5 millions $ ou 7,66 % par rapport à 1984.

La masse salariale définitive rapportée par les employeurs pour l'année 1985 est de 42,7 milliards $ comparativement à 40,4 milliards $ pour l'année 1984.

Conformément au nouveau mode de financement entré en vigueur en 1984, la Commission ne tient plus compte, au moment de l'établissement du taux moyen de cotisation, de l'amortissement du déficit accumulé au cours des années précédentes, et elle n'a considéré que 90 % du coût des lésions survenues au cours de l'année.

Considérant également que le maximum du salaire assurable est passé de 31 500 $ à 33 000 $ en 1985, le taux moyen de cotisation pour cette année fut fixé à 1,88 $ par tranche de 100 $ de salaire assurable. Pour 1986, la Commission a fixé son taux moyen de cotisation à 2,05 $ alors que le maximum assurable passe à 34 500 $.

En 1985, 158 720 dossiers d'employeurs étaient ouverts à la Commission. Ces employeurs étaient classifiés en 708 unités dont les taux de cotisation variaient de 0,06 $ à 10,75 $ par tranche de 100 $ de salaire assurable. Sur les 40 classes d'unités, seules 7 classes regroupant 12 unités (387 employeurs) se sont vu fixer un taux supérieur à cette échelle.

Le régime de mérite et de démérite

Le tiers des employeurs ayant contribué au fonds d'accidents en 1982 ont vu, en 1985, leur cotisation ajustée à la hausse ou à la baisse selon l'état de leur dossier pour cette période. C'était la quatrième année où la Commission appliquait son nouveau régime de mérite et de démérite.

Ce système, basé sur l'analyse des dossiers de chaque employeur, reconnaît que des employeurs qui ont un même taux de cotisation à cause du caractère similaire de leurs activités peuvent avoir des expériences fort différentes en matière de lésions professionnelles. Avec le régime de mérite et de démérite, la Commission tient compte du mérite de chacun en ajustant la cotisation versée pour une année donnée, après l'avoir comparée aux déboursés d'accidents survenus au cours de cette même année.

Ce calcul se fait trois ans après la période à laquelle il s'applique, afin de permettre un délai suffisant pour obtenir des données significatives. Les employeurs des classes spéciales, de même que ceux dont la cotisation était inférieure à 675 $ en 1982 ou dont le dossier était fermé au 31 décembre 1984 n'étaient pas admissibles au régime en 1985.

Les résultats de ce nouveau régime montrent par ailleurs que la Commission a réussi comme prévu à équilibrer les montants de mérite et de démérite. Le régime s'autofinance donc complètement et n'entraîne aucun coût additionnel pour les employeurs.

À la suite de plusieurs représentations des employeurs et de leurs associations et des recommandations d'un comité ad hoc du Conseil du patronat, la Commission a par ailleurs décidé qu'à partir de l'année de base 1985, le régime de mérite et de démérite s'appliquera uniquement aux employeurs dont la cotisation brute est supérieure à 50 000 $. Cette décision aura pour conséquence de diminuer

TABLEAU 7

Mérite ou démérite calculé en 1985

Cotisations 1982			Mérite		Démérite	
			Nombre d'employeurs	Mérite moyen	Nombre d'employeurs	Démérite moyen
775 $	à	1 550 $	**10 316**	32 $	**3 482**	294 $
1 550	à	3 825	**8 558**	148	**3 872**	653
3 825	à	7 650	**3 780**	470	**2 235**	1 427
7 650	à	15 275	**2 256**	1 361	**1 556**	3 129
15 275	à	38 200	**1 593**	4 108	**1 127**	7 229
38 200	à	76 400	**538**	10 424	**499**	16 841
76 400	à	153 000	**250**	21 593	**268**	30 027
153 000	à	382 000	**128**	41 260	**146**	58 782
382 000	à	764 000	**44**	98 288	**35**	157 831
764 000	à	1 527 000	**17**	133 346	**16**	161 444
1 527 000	à	3 818 000	**9**	473 064	**9**	203 339
3 818 000	à	7 635 000	**4**	736 741	**1**	875 234
7 635 000	et	plus	**2**	2 266 855	**1**	135 437

considérablement le nombre d'employeurs assujettis au régime; on prévoit que ce nombre sera alors d'environ 1 500.

L'année 1984 est donc la dernière année de base à laquelle s'appliquera le régime tel qu'il existait avant cette modification. Conformément aux modalités actuelles, il faudra cependant attendre l'année 1987 pour établir ces derniers calculs, dont les résultats seront répartis jusqu'à l'année 1989.

La situation financière de la Commission à la fin de l'exercice 1985

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985, les revenus totaux de la Commission se sont élevés à 990,8 millions $, comparativement à 919,6 millions $ pour l'exercice 1984, soit une augmentation de 7,7 %.

Les cotisations des employeurs ont été de 751,3 millions $ en 1985, une augmentation de 53,5 millions $ par rapport à 1984 et ils représentent 76 % des revenus totaux.

Les revenus de placements et les intérêts sur cotisations ont atteint en 1985 la somme de 229,6 millions $, une augmentation de 17,6 millions $ ou 8,2 %.

Par rapport à l'exercice 1984, la Commission a donc vu augmenter ses revenus totaux de l'ordre de 71,2 millions $, et ce, particulièrement en raison de la hausse des cotisations perçues. Conformément aux dispositions prévues à son mode de financement, la Commission a établi en 1985, tout comme elle l'avait fait en 1984, son niveau de cotisation sans y inclure de récupération pour sa dette non provisionnée et en ne considérant que 90 % du coût des lésions professionnelles survenues au cours de l'année.

En effet, selon le mode de financement prévu dans la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Commission perçoit, pour les années 1984 à 1988, une somme égale à 90 % du coût des lésions professionnelles. Ce pourcentage sera par la suite augmenté de 2 % par année pour chacune des cinq années subséquentes. Elle ne peut non plus augmenter le taux de cotisation en raison du déficit actuariel relatif aux lésions professionnelles survenues avant le 1er janvier 1986. L'excédent des dépenses sur les revenus ainsi créé est ajouté à la dette non provisionnée.

TABLEAU 8

Niveau de capitalisation du fonds d'accidents de 1976 à 1985 (milliers de $)

Année	Réserve du fonds d'accidents[1]	Engagements de la Commission[2]	Capitalisation (%)
1976	626 696	1 075 070	58,3
1977	741 703	1 174 415	63,2
1978	916 360	1 349 643	67,9
1979	1 164 543	1 608 481	72,4
1980	1 416 497	1 809 765	78,3
1981	1 707 228	2 203 014	77,5
1982	1 897 841	2 577 368	73,6
1983	2 091 543	2 958 235	70,7
1984	2 117 340	3 440 250	61,5
1985	2 146 935	4 017 701	53,4

1. Correspond à l'actif apparaissant aux états financiers de la Commission après redressement pour les années 1976 à 1982 inclusivement pour tenir compte des coûts reportés virés à la dette non provisionnée en 1983.

2. Correspond au passif apparaissant aux états financiers de la Commission après redressement pour les années 1976 à 1982 inclusivement pour tenir compte de l'écart entre la reserve mathématique et la réserve théorique inscrit aux livres en 1983.

Au cours de 1985, les dépenses totales de la Commission ont atteint 1 337,4 millions $ comparativement à 1 106,1 millions $ pour l'exercice 1984, soit une augmentation de 20,9 %. Cette variation est principalement attribuable au coût des programmes de réparation, qui a connu une hausse de 213,9 millions $ en 1985 pour s'établir à 1 120,6 millions $; d'où une augmentation de 23,6 %.

Par ailleurs, le programme de retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite a lui aussi subi une variation importante des coûts, soit une hausse de l'ordre de 53,5 %, passant de 19,4 millions $ pour l'exercice 1984 à 29,8 millions $ pour l'exercice 1985.

Comme suite à l'adoption de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Commission a inscrit en 1985, comme poste exceptionnel à l'état des revenus et dépenses, le coût des dispositions transitoires prévues à cette loi, soit un montant de 206,7 millions $. Elle a également inscrit sous ce titre les montants résultant de modifications apportées aux hypothèses et à la méthode de calcul des réserves actuarielles; d'où un montant négatif de 5,4 millions $ pour l'année 1985 et un redressement de 41,7 millions $ affectant les résultats de l'exercice 1984. Ce dernier montant avait été inscrit en 1984 à l'état de la dette non provisionnée.

En 1985, la Commission a décidé de modifier sensiblement la présentation de son état des revenus et dépenses afin de mieux décrire pour le lecteur des états financiers l'origine de son excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice et, de ce fait, les sources de cet excédent résultant de dispositions législatives. La présentation pour l'exercice 1984 a aussi été modifiée en conséquence.

Ainsi, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985, l'excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice au montant de 547,9 millions $ est constitué:

- d'une part, d'un montant de 189,1 millions $ représentant les dépenses non financées selon le mode de financement prévu à l'article 284 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- d'autre part, d'un montant de 358,8 millions $ représentant le coût de 206,7 millions $ résultant des dispositions transitoires de cette même loi et la portion de 152,1 millions $ constituée de l'excédent des dépenses financées sur les revenus attribuables, pour une partie, aux opérations courantes et, pour une autre, au coût des programmes relatifs à l'article 38,4 de la Loi sur les accidents du travail.

Par ailleurs, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984, le montant redressé de l'excédent des dépenses sur les revenus a été établi à 228,2 millions $, dont un montant de 168,2 millions $ représentant les dépenses non financées selon le mode de financement en vigueur et un montant de 60 millions $, soit la portion constituée de l'excédent, en 1984, des dépenses financées sur les revenus de l'exercice.

Les montants représentant l'excédent des dépenses sur les revenus pour les exercices 1985 et 1984 ont été ajoutés à la dette non provisionnée. De plus, l'état de la dette non provisionnée a fait l'objet de redressements importants résultant de:

- l'inscription du passif de 256,4 millions $ quant au coût des programmes relatifs à l'article 38.4 pour les exercices antérieurs à 1984;
- la radiation, pour un montant de 33,2 millions $, de la réserve pour programme de remise de capital;
- l'annulation, pour un montant de 7,3 millions $, d'une partie des frais d'administration imputés au gouvernement du Québec à l'égard des frais d'inspection pour les exercices 1984 et antérieurs; et
- de l'ajustement de 10,5 millions $ des dépenses de l'exercice 1984 comme suite à l'inscription des coûts futurs des programmes relatifs à l'article 38.4 de la Loi sur les accidents du travail et la radiation de la réserve pour programme de remise de capital.

En conséquence, la dette non provisionnée a augmenté considérablement au cours de l'exercice et est ainsi passée à 1 870,8 millions $ au 31 décembre 1985, comparativement à 1 323 millions $ au 31 décembre 1984.

Le pourcentage de capitalisation des réserves actuarielles et autres passifs inscrits aux livres au 31 décembre 1985 a donc connu une baisse importante. Ce pourcentage, qui est établi en fonction de la proportion de l'actif sur le passif et qui tient compte en outre, en 1985, du coût des dispositions transitoires, se situe maintenant à 53,44 % comparativement au pourcentage redressé de 61,55 % au 31 décembre 1984.

TABLEAU 9

Répartition des fonds de la Commission confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec selon la valeur de réalisation au 31 décembre 1985 (millions de $)

	1985	%	1984	%
Obligations	1 134,3	51,9	1 118,8	57,1
Financements hypothécaires	102,2	4,7	85,2	4,3
Actions	633,1	29,0	612,6	31,3
Investissements immobiliers	12,4	0,6	—	—
Valeurs à court terme et dépôts au fonds général	268,8	12,3	108,6	5,5
Divers éléments d'actif	33,6	1,5	34,1	1,8
	2 184,4	100,0	1 959,3	100,0
Autres éléments de passif[1]	75,2		57,3	
Total	**2 109,2**		**1 902,0**	

1. Revenus du dernier trimestre non encore perçus.

La gestion des fonds

Au 31 décembre 1985, l'actif total de la Commission s'élevait à 2 147 millions $, dont 90,6 % étaient confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec où elle possède un fonds particulier dont elle est la seule détentrice. La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles établit en effet que la Commission effectue elle-même ses placements à court terme, mais qu'elle doit remettre à la Caisse de dépôt et placement les sommes dont elle ne prévoit pas avoir besoin dans l'immédiat pour le paiement des prestations ou pour ses frais d'administration.

Dans le cas des placements à court terme, la Commission transige avec les banques à charte canadiennes et les caisses d'épargne opérant sur le marché monétaire. Ils sont accordés à l'institution qui offre le meilleur rendement en regard des valeurs autorisées par la Commission.

Les fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement ont, pour leur part, atteint un total de 1 944 millions $ dont la valeur de réalisation, au 31 décembre 1985, était de 2 109,2 millions $ (voir tableau 9). Ces placements ont produit des revenus de 198 millions $, soit une hausse de 16,3 millions $ par rapport à l'an dernier. La diversification du portefeuille de placement en actions et en financement hypothécaire, entreprise il y a quelques années, porte donc ses fruits, tout en permettant d'éviter les risques inhérents à une concentration de fonds dans un seul type de placement.

TABLEAU 10

Dépenses de la Commission en 1985

Catégorie	(000 $)	%
Lésions professionnelles survenues en 1985[1]	759 762	56,8
Lésions professionnelles survenues avant 1985[2]	360 865	27,0
Retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite	29 849	2,2
Prévention	58 649	4,4
Frais d'administration	109 026	8,2
Autres frais[3]	19 202	1,4
Total[4]	**1 337 353**	**100,0**

Source: CSST, direction des services financiers.

1. Dont 212 millions $ déboursés en 1985 et 547,8 millions $ virés aux réserves actuarielles. Dans le cadre du mode de financement en vigueur, seuls 90 % de ces coûts sont financés par des cotisations des employeurs.
2. Différence entre les déboursés annuels de 509,8 millions $ et un montant de 148,9 millions $ puisé aux réserves.
3. Créances irrécouvrables et contributions au Régime de retraite des fonctionnaires relatives aux exercices antérieurs.
4. A l'exclusion des frais imputés au gouvernement du Québec, au gouvernement du Canada et aux employeurs tenus personnellement au paiement des prestations.

Dans le secteur immobilier, la Caisse de dépôt et placement a créé, le 1er octobre 1985, un portefeuille spécialisé d'immeubles qui regroupe presque tous les éléments d'actifs immobiliers et les actions d'entreprises dont l'objet est uniquement d'acquérir, de détenir, de louer ou d'administrer des immeubles détenus par la Caisse. Ainsi, les fonds de chacun des déposants peuvent être investis dans des unités de participation à ce nouveau portefeuille. La Commission a acquis, en 1985, des unités de participation pour 10 millions $.

Soulignons que, comme prévu au mode de financement, les revenus de placements de la Commission sont automatiquement versés au fonds d'accidents. Le coût des lésions professionnelles, dont l'indexation des rentes, est évalué de façon que le versement des intérêts aux réserves soit requis pour assurer la suffisance de celles-ci.

La révision à la Commission

Le processus de révision instauré par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles diffère de celui qui prévalait en vertu de la Loi sur les accidents du travail et de la Loi sur la santé et la sécurité du travail. Les nouveaux bureaux de révision ont dorénavant compétence sur toute question, à l'exclusion des questions d'ordre médical. Entre le 19 août et le 31 décembre 1985, ces bureaux de révision ont reçu 288 demandes d'audition, 167 auditions ont été tenues et 117 décisions rendues. La réparation regroupait 72 % des auditions tenues alors que l'inspection en totalisait 28 %.

De leur côté, les bureaux de révision constitués en vertu de la Loi sur les accidents du travail et de la Loi sur la santé et la sécurité du travail ont continué à traiter les demandes de révision reçues pour des cas survenus avant le 19 août 1985. En 1985, le bureau de révision en matière de prévention-inspection a reçu 87 demandes de révision. Pour leur part, les bureaux de révision en matière de réparation ont reçu 12 661 demandes de révision, dont 11 630 furent traitées au cours de l'année. Les décisions de première instance ont été maintenues dans 65,5 % des cas.

Le bureau de révision en matière d'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières a réduit le nombre de demandes à l'étude de 95 au début de la période à 28 au 31 décembre 1985.

Le bureau de révision en matière d'indemnisation des victimes d'actes criminels ou d'actes de civisme a réglé 315 dossiers pendant l'année 1985. En fin d'année, 114 dossiers étaient encore à l'étude.

Le bureau de révision en matière de classification des industries et de cotisation des employeurs a été saisi en 1985 de 508 demandes de révision, 46 de plus que l'année précédente. Le bureau a retenu 469 de ces demandes, référant les autres aux services du financement. Par ailleurs, 96 employeurs se sont désistés de leur demande de révision. Pendant cette période, le nombre de décisions rendues s'est élevé à 277. Près de 70 % des 120 employeurs qui demandaient une révision de leur cotisation et des 108 employeurs qui en appelaient de leur classification ont alors obtenu que la décision qu'ils contestaient soit modifiée en tout ou en partie, cependant qu'elle était maintenue dans les autres cas. Pour ce qui est des demandes relatives à l'imputation des coûts des prestations reliées à un accident, également traitées par ce bureau, la décision de première instance a été changée dans 35 cas et maintenue dans 14 autres.

CSST

Commission
de la santé
et de la sécurité
du travail

1985
A Few Figures

	1984	1985
Workers covered by the plan	2 081 580	**2 170 499**
Employers' files	153 316	**158 720**
Establishments recorded	183 533	**181 377**
Requests for prevention-inspection interventions	16 032	**21 496**
Assistance, evaluation and control	10 748	**15 905**
Investigations following an accident	1 120	**919**
Interventions following a complaint	3 886	**4 369**
Applications of the right of refusal	278	**276**
Disputes	—	**27**
Prevention programs submitted	1 887	**1 806**
Health programs received	1 093	**3 052**
Health and safety committees formed under the Act	528	**727**
Benefit claims following employment injuries	347 662	**345 856**
Accidents requiring medical assistance only	168 423	**145 992**
Benefit claims for work stoppages	174 990	**195 288**
Benefit claims for occupational diseases	4 110	**4 416**
Benefit claims following death[2]	139	**160**
Benefit claims under the right to protective re-assignment of pregnant or breast-feeding workers	7 102	**10 962**
Pensions in force as at December 31	39 648	**40 729**
Maximum insurable wages	31 500 $	**33 000 $**
Employer assessments	697 823 000 $	**751 321 000 $**
Investment income and interest on assessment	211 971 000 $	**229 562 000 $**
Total expenditure of the Commission	1 106 088 000 $[1]	**1 337 353 000 $**
Compensation programs[4]	926 167 000 $[3]	**1 150 476 000 $**
Prevention programs	58 806 000 $	**58 649 000 $**
Administration expenses	105 353 000 $[3]	**109 026 000 $**
Overhead expenses	15 762 000 $	**19 202 000 $**

1. This figure was altered using the same source of information as was available in 1985.
2. This figure is based on the number of benefit claim files opened in 1985. Besides 139 benefit claims for deaths caused by accidents which occurred in 1985, it includes also 18 claims for deaths linked to accidents which occurred before 1985 and 3 claims for deaths resulting from occupational diseases. According to data compiled by the Commission's Prevention-Inspection services, there were 106 fatal accidents on work sites in 1985, which caused the death of 114 workers.
3. Some 1984 figures have been reclassified so as to conform with the new method of presentation of the financial statements as adopted for 1985 and subsequent fiscal years; reclassification was also necessary to take into account the adjustments mentioned in footnotes 3 and 15 of the financial statements.
4. Including the protective re-assignment program for pregnant or breast-feeding workers.

Annual Report
1985

This annual report was produced by the *Direction des communications* of the *Commission de la santé et de la sécurité du travail*

Dépôt légal — 4e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-16591-8
ISSN 0712-6085

© *Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec*
Reproduction is authorized on condition that the source is mentioned.

Graphic design: MICHAUDESIGN Inc.

Mr. Pierre Lorrain
President of the National Assembly
Québec

Mr. President:

I have the honour of presenting you with the Annual Report of the *Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec* for the year 1985, as conveyed to me by its Chairperson and Chief Executive Officer.

Yours very respectfully,

Pierre Paradis
Minister of Labour, Manpower and Income Security

Mr. Pierre Paradis
Minister of Labour,
Manpower and Income Security

Mr. Minister:

In accordance with section 163 of the Act respecting occupational health and safety, I have the honour of presenting you with the Annual Report of the *Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec* for the year 1985.

Yours very respectfully,

Monique Jérôme Forget
Chairperson and Chief Executive Officer

Table of Contents

The Mandates and Organization of the Commission 1

Human Resources 2
Internal Auditing 2

Administration of the Plan in 1985 4

Board of Directors 4
Executive Committee 7
Management Committee 7

Financial Statements 9

Major Achievements in 1985 23

Compensation 23

The New Act Respecting Industrial Accidents and Occupational Diseases 23
Accident Notices and Claims 25
Services Available to Workers and Compensation Expenditure 26
Benefits Following Protective Re-Assignment of Pregnant or Breast-Feeding Workers 27
Benefits for Victims of Crimes or Acts of Good Citizenship 28

Prevention-Inspection 29

Establishment and Operation of Prevention Mechanisms 29
Commission Interventions 29
Occupational Health Services 30
Joint Sector-Based Associations 30
Training and Information Activities, and Scientific and Technical Support 32

Financing 35

Assessment Results 35
Merit and Demerit Plan 35
Commission's Financial Position at the 1985 Fiscal Year End 36
Management of Funds 39

The Commission's Review Process 40

List of Tables

1. The Commission's Operating Structure **3**

2. Claims Following Employment Injuries, by Category (1984-1985) **25**

3. Breakdown of the Benefits Paid for Employment Injuries in 1985 **26**

4. Pensions in Force as at December 31, 1985, by Category of Beneficiary **27**

5. Group I and II Establishments of 21 Workers or More that Have Introduced Prevention Mechanisms (1985) **31**

6. Commission Interventions in Establishments and Measures Taken, by Type of Intervention (1985) **33**

7. Merit or Demerit Calculated in 1985 **36**

8. Level of Capitalization of the Accident Fund from 1976 to 1985 **37**

9. Breakdown of Commission's Funds Entrusted to the *Caisse de dépôt et placement du Québec*, According to their Realization Value, as at December 31, 1985 **38**

10. Commission Expenditure in 1985 **39**

The *Commission de la santé et de la sécurité du travail* is the agency chosen by the Government to administer its occupational health and safety plan. It is a joint body whose Board of Directors consists of an equal number of representatives of Québec workers and employers.

With regard to prevention-inspection, the Commission's role is to enable workers and employers, as well as their respective associations, to participate in improving health and safety conditions in the workplace and to fully assume their rights and obligations as set out in law. The Commission is the sole authority permitted to undertake inspections.

Within its compensation mandate, the Commission provides victims of occupational injuries as well as victims of criminal acts or acts of good citizenship, all the services to which they are entitled. The Commission is also responsible for granting compensation to pregnant or breast-feeding workers when they exercise their right to protective re-assignment. As for funding, the Commission has full powers to set and collect assessments from employers who are required to contribute to its accident fund.

The various mandates of the *CSST* are governed by six acts which it administers:

- the Act respecting occupational health and safety (R.S.Q., c. S-2.1) created the Commission and conferred upon it its various mandates;
- the Act respecting industrial accidents and occupational diseases (S.Q. 1985, c. 6) has established a new occupational injuries compensation scheme by replacing, as from August 19, 1985, those plans established under the Workmen's Compensation Act, as well as the Act respecting indemnities for victims of asbestosis and silicosis in mines and quarries;
- the Workmen's Compensation Act (R.S.Q., c. A-3) sets out a compensation system which applies to all occupational accidents and deaths which occurred before August 19, 1985 as well as any occupational disease for which a claim had been made before that date;
- the Act respecting indemnities for victims of absestosis and silicosis in mines and quarries (R.S.Q., c. I-7) sets out a special indemnity system for mine and quarry workers suffering from asbestosis or silicosis. Those who received pensions before August 19, 1985 pursuant to this Act continue to receive them;
- the Crime Victims Compensation Act (R.S.Q., c. I-6) and the Act to promote good citizenship (R.S.Q., c. C-20) are based on the same compensation principles as those found in the Workmen's Compensation Act;
- the Government Employees Compensation Act (R.S.C., 1970, c. G-8) is a federal act under which the CSST determines the level of compensation to pay to federal employees, according to rates and conditions prescribed in the provincial legislation.

For several years, the Commission has based its administrative structure on the dual principle of integrating all of its mandates and regionalizing its services. The mandates of the advisory branches under the jurisdiction of the vice chairmen concern primarily the elaboration of the various programs as well as the planning and coordination of some of the activities carried out by the regional services. As for the regional offices, they are responsible for implementing the Commission's programs and for providing services to the different clienteles.

Following the adoption of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, review offices were established in 1985 for the 15 regional offices.

Human Resources

The staff of the Commission is appointed and paid in accordance with the Civil Service Act. As at December 31, 1985, the *Conseil du trésor* (Treasury Board) had authorized 2 698 established positions, 27 fewer than authorized at the same period last year. Over half of these positions are located in the regional offices. Out of these 2 698 positions, 362 relate to Commission's inspection activities, whose budget is approved by the *Conseil du trésor* and on which the Commission's Board of Directors has no say.

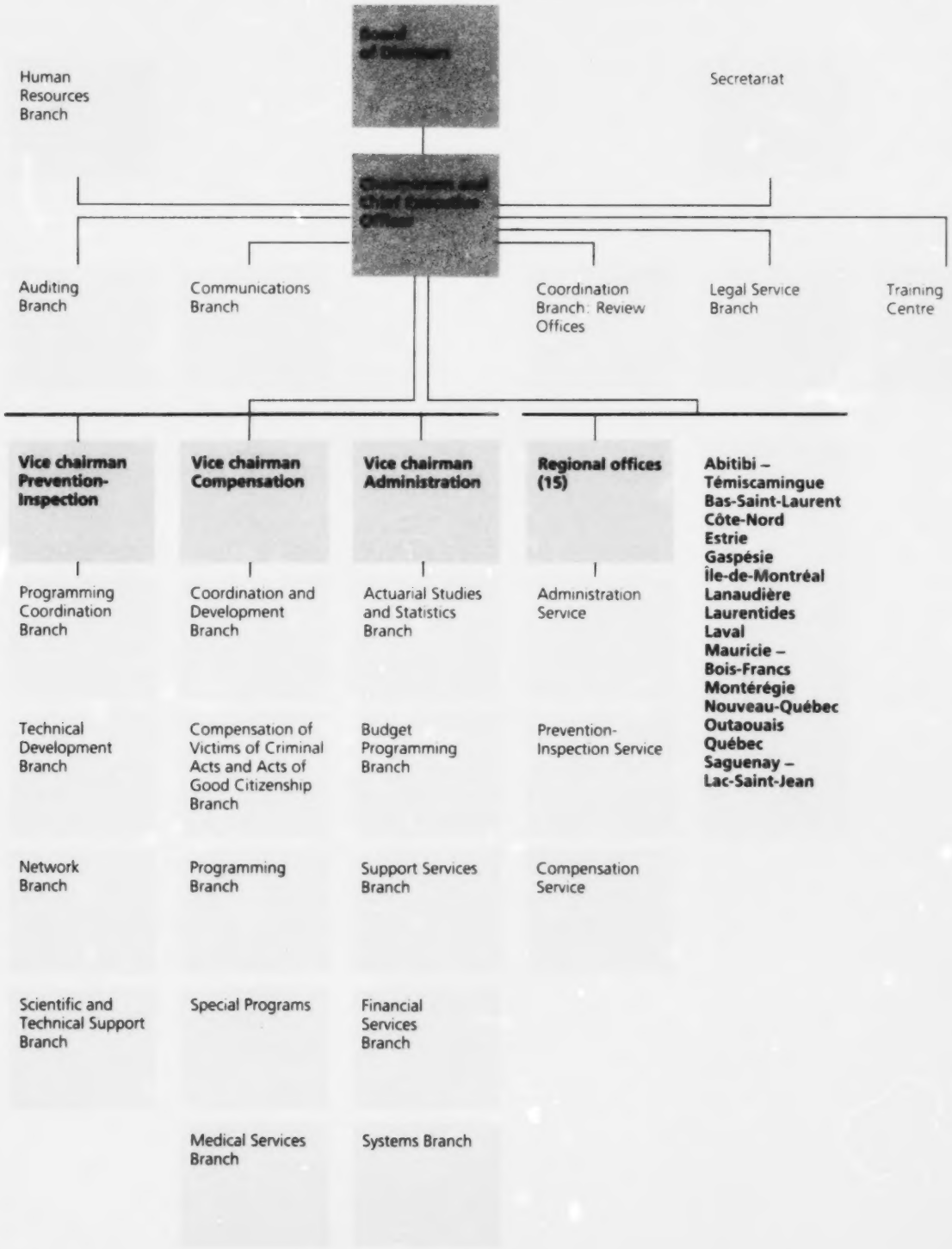
At the end of the year, 2 523 positions were filled, including the 362 inspection positions: 59% by civil servants; 31% by professionals and 8,4% by supervisory staff.

Internal Auditing

The Commission's auditing plan stipulates that its operations and management activities be audited in a four-year cycle.

TABLE 1

The Commission's Operating Structure



The *Commission de la santé et de la sécurité du travail* is a public corporation within the meaning of the Civil Code. As such, it is vested with the general powers of such a corporation and has specific powers conferred on it by law. Its joint Board of Directors makes it the highest level of employer-worker participation mechanisms established under the law, to enable both groups to take part in defining and managing of occupational health and safety policies.

Board of Directors

The Board of Directors of the Commission is made up of fifteen members: the chairperson and chief executive officer, seven worker representatives and seven employer representatives. All these representatives are chosen by the Government from lists supplied by the most representative union associations and employers' associations.

In 1985, the Board of Directors focussed its attention on a number of aspects of the Commission's financial administration. The Directors approved the Commission's financial statements for the 1984 fiscal year, as well as the 1985 budget and the 1986 assessment rate scale. In the area of sector-based associations funding, the Board adopted a policy under which the funding was to be sourced from the Commission's general fund and an ad hoc fee to be levied on the sectors concerned. The Board also approved the budgets of the sector-based associations and granted subsidies to them as well as to the *Institut de recherche en santé et en sécurité du travail* (Occupational Health and Safety Research Institute) and the employers' and union associations.

The Board discussed on a number of occasions budgetary control, following which it was decided to establish an auditing committee as well as an ad hoc consultative committee concerned with the analysis of the budgets and programs of the joint sector-based associations. In addition the Board expressed its unanimous opposition to the intent of the *Conseil du trésor* (Treasury Board) to no longer fund inspections of workplaces as well as its intention to no longer subsidize training, information and research activities.

Joint sector-based associations were once again a focus of attention for the Board this year. The Board was concerned in particular with defining the sectors of economic activity covered by the associations and amending the relevant regulations so as to add new sectors of economic activity, following agreements reached between representatives of the employers' and union associations responsible for the relevant sectors. Resolutions to flow from these agreements affected the following sectors: mine and mining services, chemical industries, rubbers and plastic product industries as well as the petroleum product industries, municipal affairs and clothing.

In addition it should be noted that the constitution of the *Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction* (Joint occupational health and safety association — construction sector) was adopted.

The examination and adoption of regulations constitute an important element in the work of the Board of Directors. In 1985, the Commission received, for prepublication in the *Gazette officielle*, the following draft regulations:

Board of Directors

Chairperson	
Monique Jérôme Forget	
Workers' Representatives	
Louis Laberge,	president of the Québec Federation of Labour (QFL)
Jean Lavallée,	managing director and financial secretary of the Interprovincial Brotherhood of Electrical Workers, vice-president of the QFL
Clément Godbout,	Québec director of the United Steelworkers of America, vice-president of the QFL
Claude Morrisseau,	regional director of the Canadian Union of Public Employees, vice-president of the QFL
Christophe Auger,	vice-president, Confederation of National Trade Unions (CNTU)
Andrée Bouchard,	secretary, confederal health and safety committee, Confederation of National Trade Unions (CNTU)
Claude Gingras,	vice-president of the Centrale des syndicats démocratiques (CSD) (Congress of democratic unions)
Employers' Representatives[2]	
Ghislain Dufour,	president of the Conseil du patronat du Québec (CPQ) (Québec employers' council)
Sarto G. Paquin,	director of labour relations, Canadian Manufacturers' Association (CMA), Québec Division
Gilles Lavallée,	principal labour relations consultant, Alcan
Claude Garcia,	first vice-president and actuary, Standard Life Assurance Company
Robert L'Heureux,	director of compensation, job evaluation and organization, Bell Canada

1. On May 1, 1986, Mrs. Monique Jérôme Forget succeeded Mr. Robert Sauvé as chairperson of the CSST.
2. Two vacancies arose following the resignation of Mr. Raymond-Marie Gauvin, president and chief executive officer, Somesco Inc. on January 16, 1985 and Mr. Claude Drouin, director general, *Association des mines de métaux du Québec* (Québec Metal Mines Association), on October 31, 1985.

- Scale of Bodily Injuries;
- Regulation amending the First-aid minimum standards regulation;
- Regulation respecting the system of merit or demerit rating for assessing an employer;
- Regulation amending the Joint sector-based construction association occupational health and safety regulation;
- Regulation amending the Regulation respecting joint sector-based associations on occupational health and safety — clothing sector;
- Regulation amending the Regulation respecting joint sector-based associations on occupational health and safety;
- Regulation amending the Regulation respecting industrial and commercial establishments;
- Regulation respecting Rules of proof, procedure and practice of the review offices;
- Regulation amending the Regulation respecting the salubrity and safety of workmen in mines and quarries.

The Commission has adopted the following regulations:

- Regulation amending the First-aid minimum standards regulation;
- Regulation amending the Regulation respecting joint sector-based associations on occupational health and safety — municipal affairs sector;
- Regulation amending the Regulation respecting joint sector-based associations on occupational health and safety — rubber and plastic products industry, chemical industry and refined petroleum products industries sector;
- Regulation amending the Regulation respecting joint sector-based associations on occupational health and safety — mines and mining services sector;
- Regulation amending the Safety Code for the construction industry;
- Regulation amending the Regulation respecting occupational health and safety committees (Group III);
- Regulation amending the *Règlement de régie interne de la Commission de la santé et de la sécurité du travail*;
- Remuneration of review offices members regulation;
- Regulation amending the Regulation respecting the safety representative in an establishment — Group III.

In addition to the foregoing list, the Board examined the following tables and standards which are necessary for a proper application of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases:

- tables of gross annual income for suitable employments for 1985 and 1986;
- norms and amounts for transportation and accommodation expenses — Section 160 of the A.R.I.A.O.D.;
- standards and tables of personal home assistance for 1985 and 1986;
- norms and amounts for transportation and accommodation expenses — Sections 150 and 170 of the A.R.I.A.O.D.

Several resolutions of the Board concerned the order of assignment of members of the review offices established under the Act respecting occupational health and safety, as well as the lists of employer and union members.

During the year, about 15 ad hoc consultative committees of the Board of Directors worked on a number of draft regulations; in all, the committees met 33 times in 1985.

Executive Committee

The Act provides for an Executive Committee comprising the chairperson, one worker representative and one employer representative, both of whom are appointed by their peers on, and chosen from among the members of, the Board of Directors. The Executive Committee consists of Mrs. Monique Jérôme Forget and Messrs. Ghislain Dufour and Louis Laberge; their alternates were Messrs. Sarto G. Paquin and Jean Lavallée.

In the deliberations of this committee, a preliminary analysis is made of items on the agenda and the files that the general management intends to submit to the Board. Accordingly its members get an initial grasp of useful information for consultation purposes, which enables them to direct Board's discussions in line with the main concerns identified. Through this early perusal of files, the committee members are also in a position to ask the general management to supplement various points of information that it transmits to the Board.

Within the context of its responsibility to approve current administrative agreements with Québec institutions, the Executive Committee adopted a standard contract, drawn up by the Commission and the *Association des hôpitaux du Québec* (Québec Hospitals Association) concerning external physiotherapy and ergotherapy treatment for beneficiaries of the various acts administered by the Commission. At the same time, the Committee approved an agreement with the *Régie de l'assurance-maladie du Québec*, providing an administrative mechanism to enable the *Régie* to pay, on behalf of the Commission, bills received from those doctors who are paid on a per consultation basis under an Act administered by the Commission. The Executive Committee also ratified an agreement with the *Régie de l'assurance automobile du Québec* which aims to establish a way of handling claims made under the Automobile Insurance Act by persons falling within Section 448 of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases. In addition, the Executive Committee approved an agreement with the *Université de Montréal* concerning the elaboration of a certificate program in ergotherapy.

Within the context of its normal administrative work, the Executive Committee authorized the signature of new leases, the purchase of equipment and the granting of various kinds of subsidies.

Management Committee

The chairperson and chief executive officer, the vice-chairmen and the secretary make up a Management Committee which is responsible for implementing the decisions of the Board of Directors, suggesting guidelines for the Commission to the Board and expediting day-to-day administrative matters.

General annual objectives are determined, so that priorities become known and branches can direct their efforts toward a common goal. In 1985, the accent was on improving the means of communication between the branches and the service divisions in order to obtain a more coordinated form of action. The accent was also on the efficient implementation of the new Act respecting industrial accidents and occupational diseases.

In pursuit of these goals, the Management Committee adopted a communication plan for 1985 as well as a number of different guidelines concerning compensation officers, their duties and the overall administrative process relating to compensation. In this light, the Management Committee took steps to establish a personnel training centre.

In order to draw closer to its clientele and improve the efficiency of the services being offered, and in accordance with regional boundaries established by decree, the Management Committee modified its administrative structure in splitting up the Bas-Saint-Laurent-Gaspésie region into two regional offices — Bas-Saint-Laurent and Gaspésie.

Moreover the local office of Saint-Jérôme was promoted to the status of a regional office for the Laurentides area. As a result the Commission now has 15 offices.

Within the framework of day-to-day administrative matters, the Management Committee adopted administrative rules regarding the management of the Commission's durable assets and the purchase of goods and services. It also authorized the acceptance of leases.

Several decisions of the Management Committee relate to personnel management as well as to the examination of the internal auditing reports. In another connection, the Commission continued to attach considerable importance to its links with other institutions including those outside Québec. The Commission communicated regularly with its counterparts in the other Canadian provinces and abroad. It played host to a number of delegations and, depending on the level of interest they held, participated in several international conferences.

On the national scene, the CSST belongs to the Association of Workers' Compensation Boards of Canada. It participates in various group projects such as the CSA (Canadian Standards Association) advisory committee on health and safety, the Federal-provincial committee on labelling and the annual meeting of the Association of Chief Inspectors of Mines. The Commission also exchanges information with several Canadian bodies, especially the Canadian Centre for Occupational Health and Safety. Likewise, it participates in the work of the Canadian Association of Administrators of Labour Legislation (CAALL).

Auditor's Report

I have examined the balance sheet of the *Commission de la santé et de la sécurité du travail* as at December 31, 1985, and the statements of income and expenditure and unfunded liability for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the Commission's financial position as at December 31, 1985, and the results of its operations for the year then ended, in accordance with the accounting practices outlined in note 2 applied on a basis consistent with that of the preceding year after giving retroactive effect of the changes made to the actuarial reserves accounting method as explained in note 3.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec City, June 19, 1986

Actuarial Certificate

Relating to the commitments of the *Commission de la santé et de la sécurité du travail* as at December 31, 1985

I, the undersigned, state that the actuarial reserves which amount to 3 942 705 000 $ constitute an appropriate provision to cover future payments of benefits to occupational injury victims in accordance with the Workmen's Compensation Act, the Act respecting industrial accidents and occupational diseases and the Act respecting indemnities for victims of asbestosis and silicosis in mines and quarries; as well as future payments of benefits to pregnant or breast-feeding workers in accordance with the Act respecting occupational health and safety. The actuarial reserves also cover the commitments in respect of events affecting employers required to pay assessments before December 31, 1985.

The actuarial reserves include a special disaster fund reserve which stands at 5 644 000 $.

The actuarial reserves as at December 31, 1983 and those as at December 31, 1984, were readjusted to include future costs pertaining to programs regarding temporary compensation for rehabilitation while seeking work, for training or for psychosocial treatment, and regarding economic stabilization and social stabilization. These future costs were valued at 256 400 000 $ as at December 31, 1983, as compared to 322 630 000 $ as at December 31, 1984. On the other hand, the reserve of the capital payment program which stood at 91 212 000 $ as at December 31, 1984 and 33 178 000 $ as at December 31, 1983 has been written off. Following these adjustments, the 1984 reserve for fluctuations in the actual return rate has been increased by 2 260 000 $. The adjusted actuarial reserves as at December 31, 1984 are, therefore 3 361 613 000 $.

In 1985, corrections were made to the assumptions and the method of calculating the provision for claims receivable or in the process of settlement, the provision for pregnant or breast-feeding workers and the reserve for fluctuations in the actual return rate. The changes, as a whole, decrease the actuarial reserves by 5 356 000 $ as at December 31, 1985. The following changes were made:

a) the provision for claims in the process of settlement was increased by 13 055 000 $. The principal changes are as follows:

- the change to the method of calculating the number of cases incurred but not reported increased the provision by 3 603 000 $;
- the use of the most recent data to determine the assumptions needed to evaluate the rehabilitation programs and the use of higher interest rates to discount the non-indexed benefits had the net effect of increasing the temporary disability provision by 22 703 000 $;
- the changes made to the methodology and to the assumptions necessary to evaluate the economic stabilization and social stablization programs led to an increase of the provision for these programs of 6 256 000 $;
- the provision for permanent disability pensions was decreased by 19 367 000 $ to take account of the impact of the length of the rehabilitation indemnity on the starting date of the permanent disability pension and to correct the formulae used;
- the other charges decreased the actuarial reserves by 140 000 $.

b) the changes made to the method of evaluating the fluctuation in the actual return rate reserve led to a reduction of 15 411 000 $ in the actuarial reserves, while the change made to the evaluation method of the protection reassignment of pregnant or breast-feeding workers program occasioned a reduction of 3 000 000 $.

The Act respecting industrial accidents and occupational diseases includes transitional provisions which entered into force on August 19, 1985. They include chiefly: the application of the new Act to victims of employment injuries who suffer a recurrence, relapse or aggravation; the elimination of remarriage as a reason for losing the right to a surviving spouse's pension; the options offered to the beneficiaries of a life pension as a surviving spouse or a victim of a permanent disability. The increase of the actuarial reserves as at December 31, 1985 attributable to the entry into force of the transitional provisions was assessed at 184 305 000 $. The cost of 206 674 000 $ resulting from the transitional provisions includes the disbursements effected since August 19, 1985, in regard to these transitional provisions, i.e. 22 369 000 $.

The increase in the actuarial reserves as at December 31, 1985, before extraordinary items, i.e. 398 823 000 $ for the compensation programs and 3 320 000 $ for the protective reassignment of the pregnant or breast-feeding worker program, was debited from the 1985 income and expenditure statement.

In my opinion, the amount of the actuarial reserves was determined using trustworthy data, appropriate and adequate assumptions and methods that comply with generally accepted actuarial principles.

Robert Langlois, F.S.A., F.I.C.A.
Actuary
Commission de la santé et
de la sécurité du travail

June 5, 1986

The amount of liability relating to the commitments of the accident fund and the special disaster fund of the *Commission de la santé et de la sécurité du travail* as at December 31, 1985 was determined by the Commission's actuary. We carried out an audit on the methodology, calculation methods and assumptions retained by the latter. We also verified the calculations and data used, on a random sample basis.

We are satisfied that the amount appearing on the balance sheet and the statement of operations represents the value of the commitments incurred by the compensation plan for occupational injury victims and pregnant or breast-feeding workers, for events preceding December 31, 1985, determined in compliance with the financing method approved by the Commission.

Jean-L. Gauvin, F.S.A., F.I.C.A.
SOBECO

June 5, 1986

Balance Sheet
as at December 31, 1985
(in thousands of $)

ASSETS	1985	1984 (note 19)
Cash and short-term deposits	**18 053**	14 328
Assessments receivable and other receivables (note 4)	**121 624**	91 668
Funds entrusted to the *Caisse de dépôt et placement du Québec* (note 5)	**1 944 325**	1 941 468
Selling price balances (note 6)	**18 398**	18 972
Fixed assets (note 7)	**31 865**	36 166
Systems development costs (note 8)	**12 670**	14 738
	2 146 935	2 117 340
LIABILITIES		
Outstanding cheques	**16 283**	22 650
Accounts payable and accrued expenses	**23 216**	13 488
Assessments collected in advance	**5 066**	6 393
Balance due on equipment acquisitions (note 9)	**8 407**	13 905
Deposits by employers personnally responsible for paying benefits	**22 024**	22 201
Actuarial reserves (note 11)	**3 942 705**	3 361 613
	4 017 701	3 440 250
UNFUNDED LIABILITY	**1 870 766**	1 322 910
	2 146 935	2 117 340

COMMITMENTS (notes 10 and 17)

For the Board of Directors

Ghislain Dufour
Louis Laberge

Unfunded Liability
for the year ended
December 31, 1985
(in thousands of $)

		1985	1984 (note 19)
UNFUNDED LIABILITY AT BEGINNING			
Balance already existing		**1 081 875**	866 692
Adjustments:			
Entry of liabilities as at December 31, 1983 concerning the costs of programs relating to Section 38.4 (R.S.Q., c. A-3) (note 3)		**256 400**	256 400
Write-off as at December 31, 1983 of the actuarial reserve — reserve of the capital payment program (note 3)		**(33 178)**	(33 178)
Cancellation of part of the administration costs attributable to the *gouvernement du Québec* concerning inspection costs for fiscal year 1984 and previous years (note 15)		**7 332**	4 843
Adjustment of expenses for fiscal year 1984 following the entry of future costs for programs relating to Section 38.4 (R.S.Q., c. A-3) and the writing off of the reserve of the capital payment program (note 3)		**10 481**	—
Adjusted balance		**1 322 910**	1 094 757
EXCESS OF EXPENDITURE OVER INCOME FOR FISCAL YEAR			
Expenses not financed according to the financing method provided for under the Act (Section 284, S.Q. 1985, c. 6) (notes 1 and 12)	**189 059**		168 197
Costs incurred as a result of implementation of transitional provisions (Chapter XVI, Division II, S.Q. 1985, c. 6) (note 13)	**206 674**		—
Excess of financed expenditure over income attributable partly to current operations and partly to the cost of the programs relating to Section 38.4 (R.S.Q., c. A-3)	**152 123**		59 956
		547 856	228 153
UNFUNDED LIABILITY AT END		**1 870 766**	1 322 910

Commission de la santé
et de la sécurité du travail
(R.S.Q., Chapter S-2.1 and amendments)

Income and Expenditure

for fiscal year ended
December 31, 1985
(in thousands of $)

	1985	1984 (note 19)
INCOME		
Employer assessments (note 1)	**751 321**	697 823
Investment income and interest on assessments	**229 562**	211 971
Other income	**9 932**	9 792
Total Income	**990 815**	919 586
EXPENDITURE		
Compensation programs (notes 3 and 12)		
Benefits paid		
— regular programs	**716 961**	631 179
— special capital payment program	**4 843**	73 900
Increase in actuarial reserves	**398 823**	201 643
	1 120 627	906 722
Protective re-assignment of pregnant or breast-feeding workers program		
Benefits paid	**26 529**	16 469
Increase in actuarial reserves	**3 320**	2 976
	29 849	19 445
Prevention programs (note 14)	**58 649**	58 806
Administration expenses (note 15)	**109 026**	105 353
Other costs (note 16)	**19 202**	15 762
	186 877	179 921
Total Expenditure	**1 337 353**	1 106 088
EXCESS OF EXPENDITURE OVER INCOME BEFORE EXTRAORDINARY ITEMS	**346 538**	186 502
Changes in assumptions and in the method of calculating the actuarial reserves	**(5 356)**	41 651
Costs incurred as a result of implementation of transitional provisions (note 13) (Chapter XVI, Division II, S.Q. 1985, c. 6)	**206 674**	—
	201 318	41 651
EXCESS OF EXPENDITURE OVER INCOME FOR THE YEAR	**547 856**	228 153
Represented by:		
Expenditure not financed according to the financing method provided for under the Act (Section 284, S.Q. 1985, c. 6) (note 1)	**189 059**	168 197
Cost incurred as a result of implementation of transitional provisions (Chapter XVI, Division II, S.Q. 1985, c. 6) (note 13) — **206 674**	—	
Portion of the excess of financed expenditure over income, attributable partly to current operations and partly to the cost of the programs relating to Section 38.4 (R.S.Q., c. A-3) — **152 123**	59 956	
	358 797	59 956

Notes to the Financial Statements
December 31, 1985

1. Incorporation, Functions and Financing

The *Commission de la santé et de la sécurité du travail* was incorporated under the Civil Code on March 13, 1980. Its mandate, within the framework of its administration of the Act respecting occupational health and safety, is to develop, propose and implement policies relating to the health and safety of workers so as to ensure a better work environment. It collects the sums required to enforce this Act from employers, except for costs relating to inspection which are reimbursed by the *gouvernement du Québec*.

In addition, within the framework of its administration of the Workmen's Compensation Act and the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, the Commission is responsible for assessing every employer annually according to the manner of financing and after actuarial valuation.

On May 23, 1985, the National Assembly adopted the Act respecting industrial accidents and occupational diseases. Assented to May 28, 1985 by Parliament, this Act institutes a new compensation scheme for employment injuries which occurred as from August 19, 1985, being the date of its entry into force, to replace those under the Workmen's Compensation Act and the Act respecting indemnities for victims of asbestosis and silicosis in mines and quarries.

The Commission shall choose its manner of financing according to the method it considers appropriate to allow it to meet its expenses as they become payable and avoid unduly burdening employers in future years with payments to be made for employment injuries which have occurred previously.

However, for the years 1984 to 1988, the Commission shall collect a sum equal to 90% of the sum sufficient to allow the payment of benefits to which beneficiaries are entitled for employment injuries that have occurred during those years respectively, then to 2% more per year for each of the five subsequent years.

For the years 1986 to 1993, the Commission shall not increase the rate of assessment by reason of an experience loss (unfunded liability) respecting employment injuries that occurred before January 1st 1986, nor by reason of a loss resulting from the application of the previous paragraph.

The assessments will include a proportion of the anticipated cost of employment injuries that occur during the year contemplated for the assessment, the total sums allocated to prevention, the protective re-assignment of pregnant or breast-feeding workers and expenditures budgeted by the Commission to cover its administration costs.

Accordingly, the unfunded liability will increase each year until and including 1993 and the capitalization percentage for actuarial reserves and other liabilities entered in the balance sheet will decrease annually until 1993 inclusive.

Moreover, within the framework of its administration of the Crime Victims Compensation Act and the Act to promote good citizenship, the Commission pays benefits or other indemnities to claimants. The sums required for the application and administration of these Acts are reimbursed by the *gouvernement du Québec*.

2. Summary of Main Accounting Policies

The financial statements of the Commission were prepared according to the accrual basis of accounting using the accounting policies outlined below. These statements consist of sums based on the best professional judgments and estimates.

a) Employer Assessments

Assessment income is determined according to wage estimates produced by employers to whom the rate schedule set by the Commission applies. This income is adjusted at year-end to take into account the anticipated difference between the estimated wages and those actually subject to the assessment.

b) Funds Entrusted to the *Caisse de dépôt et placement du Québec*

Participation deposits in the individual fund are entered at their adjusted value, that is to say at cost, plus or minus adjustments representing:

1) non-amortized balance of the capital gain and loss realized on the sale of securities, and
2) the accumulated amortization of the difference between the realization value of stock investments and their cost.

The gains and losses resulting from the sale of securities and the annual variations on the realization value of stocks are entered in a reserve account to be amortized over a 10-year period using the straight-line amortization method. The annual amortization is posted under the income of the fiscal year.

c) Fixed Assets

Fixed assets are presented at their original cost and are depreciated in relation to their estimated useful life according to the straight-line method of depreciation at the following annual rates:

Buildings	2½ %
Furniture and equipment	10 %
Rolling stock	25 %
Data processing equipment	20 %
Telecommunications system	20 %

Tenant's improvements are depreciated over the term of the lease.

d) Systems Development Costs

The costs of developing data processing systems are amortized according to the straight-line method over a 5-year period as of their start-up date.

e) Actuarial Reserves

Present estimated value of future payments to employment injury victims and pregnant or breast-feeding workers

This reserve includes, on the one hand, a provision for claims receivable or in the process of settlement and, on the other hand, the capitalized value of pensions in the case of employment injury victims. In addition, this reserve takes into consideration fluctuations in the actual return rate.

Following the entry into force in 1985 of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, the Commission also included in this actuarial reserve the additional costs resulting from the implementation of the transitional provisions concerning the compensation programs provided for by this Act which related to employment injuries which occurred before August 19, 1985 (Chapter XVI, Division II, S.Q. 1985, c. 6).

Reserve of the Special Disaster Fund

This reserve is made up of a percentage of the cost of employment injuries that have occurred and is decreased by the costs of employment injuries deemed by the Commission to be excessive in relation to some employers.

f) Claims Against Third Parties

Claims against third parties responsible for industrial accidents are entered, at the time of their receipt, to reduce the indemnities paid.

3. Changes to Accounting Policies

As from the current fiscal year, the Commission altered its accounting policies in respect of the following actuarial reserves:

a) Current estimated value of future payments to victims of employment injuries and to pregnant or breast-feeding workers.

Before the current fiscal year, the Commission did not include any liability for future costs pertaining to the programs regarding temporary compensation for rehabilitation while seeking work, for training or for psychosocial treatment, and regarding economic stabilization or social stabilization (Section 38.4, R.S.Q., c. A-3), but the Commission now enters this liability item in its actuarial reserve. This particular change to the accounting policies retroactively applied has the effect of increasing the following items of the financial statements for fiscal years 1984 and 1985:

	(in thousands of $)	
	1985	1984
Excess of expenditure over income for fiscal year	**95 215**	68 515
Actuarial reserves	**95 215**	68 515
Unfunded liability	**95 215**	68 515

The unfunded liability as well as the actuarial reserves were increased by 256 400 000 $ as at December 31, 1983.

b) Reserve for the Capital Payment Program

Since 1981, the Commission offered beneficiaries who received monthly pensions of less than a certain amount the possibility of receiving a payment for the capital sum of their pension. The difference between the capital thus reimbursed and the current estimated value of future payments was transferred to this reserve.

As from the current fiscal year, this reserve is cancelled and the difference is accounted for in reduction of the compensation program costs under the item "Increase in actuarial reserves".

This particular change to the accounting policies retroactively applied has the effect of reducing the following items in the financial statements for fiscal year 1984 and 1985.

	(in thousands of $)	
	1985	1984
Excess of expenditure over income for fiscal year	**9 970**	58 034
Actuarial reserves	**9 970**	58 034
Unfunded liability	**9 970**	58 034

The unfunded liability as well as the actuarial reserves were reduced by 33 178 000 $ as at December 31, 1983.

4. Assessments Receivable and Other Receivables

	(in thousands $) 1985	1984
Assessments receivable	**83 086**	75 330
Estimate of income accrued from assessments	**34 315**	29 226
Sums receivable from the *gouvernement du Québec* for inspection and prevention programs (note 15)	**12 013**	1 764
Other receivables	**20 710**	13 448
	150 124	119 768
Less: Provision for bad debts	**28 500**	28 100
	121 624	91 668

5. Funds Entrusted to the *Caisse de dépôt et placement du Québec*

	(in thousands of $) 1985	1984
Deposits in Individual Fund		
Participation deposits at adjusted value (Realization value in thousands of $ 1985: 2 109 186 $; 1984: 1 901 979 $ Number of units: 1985: 1 901 224; 1984: 1 866 634)	**1 875 571**	1 887 039
Demand deposits in General Fund	**734**	7
Income receivable	**68 020**	54 422
	1 944 325	1 941 468

6. Selling Price Balances

	(in thousands of $) 1985	1984
Secured by first mortgages at 7½ %; reimbursable by annuities of 403 085 $ maturing on December 31, 1998	**3 250**	3 527
Secured by assignment of subsidy to be paid by the *gouvernement du Québec*; reimbursable by annuities of 1 454 705 $ maturing on December 31, 2006; rate 7½ %	**15 148**	15 445
	18 398	18 972

7. Fixed Assets

	Cost	Accumulated depreciation	(in thousands of $) 1985 Net	1984 Net
Lands	**719**	—	**719**	719
Buildings	**9 548**	**3 002**	**6 546**	6 768
Furniture and equipment	**13 229**	**5 927**	**7 302**	8 104
Rolling stock	**307**	**289**	**18**	27
Tenant's improvements	**2 361**	**1 434**	**927**	843
Data processing equipment	**24 199**	**8 297**	**15 902**	19 208
Telecommunications system	**883**	**432**	**451**	497
	51 246	**19 381**	**31 865**	36 166

8. Systems Development Costs

	Cost	Accumulated depreciation	(in thousands of $) 1985 Net	1984 Net
Development of data processing systems	**30 936**	**18 266**	**12 670**	14 738

9. Balance Due on Equipment Acquisitions

	(in thousands of $) 1985	1984
• Financing of computers; 10 691 810 $ loan to be paid back in 44 monthly instalments of 296 382 $ (capital and interest), at interest rate of 11 %, falling due in 1988 (capital repayment in 1986: 2 768 654 $; 1987: 3 089 039 $; 1988: 2 549 191 $)	**8 407**	10 692
• Others items	—	3 213
	8 407	13 905

10. Public Service Pension Plan

An actuarial valuation of the public service pension plan liability attributable to the Commission and resulting from services rendered by employees of the Commission prior to December 31, 1975 was established at 49 787 000 $. The Commission has been reimbursing this amount since December 31, 1978 by means of 23 equal annual instalments of 4 923 000 $, including capital and interest. The balance as at December 31, 1985 of this undisclosed liability amounts to 43 010 000 $.

11. Actuarial Reserves

	(in thousands of $) **1985**	1984
Present estimated value of future payments to employment injury victims and pregnant or breast-feeding workers	**3 937 061**	3 356 490
Reserve of the special disaster fund	**5 644**	5 123
	3 942 705	3 361 613

Percentage of Capitalization

The percentage of capitalization of the actuarial reserves and other liabilities entered in the books as at December 31, 1985 is 53,44% as compared to 61,55% as at December 31, 1984. These percentages were established in accordance with the proportion of asset liabilities and, for 1985, they take into account, in particular, the cost of the transitional provisions as an exceptional item.

Consistency of the Actuarial Reserves

		(in thousands of $) **1985**	1984
Balance at beginning already established		**3 127 910**	2 892 121
Adjustments:			
Charged directly to the unfunded liability			
Liabilities as at December 31, 1983 concerning the costs of programs relating to Section 38.4	**256 400**		256 400
Write-off as at December 31, 1983 of the actuarial reserve — reserve of the capital payment program	**(33 178)**		(33 178)
		223 222	223 222
Charged to expenditure for fiscal year 1984			
Adjustment resulting from the entry of future costs of programs relating to Section 38.4		**10 481**	—
Adjusted balance		**3 361 613**	3 115 343
Increase for expenditures			
Present estimated value of future payments to employment injury victims and pregnant or breast-feeding workers			
• before extraordinary items		**401 622**	204 772
• changes in assumptions and in the method of calculating actuarial reserves		**(5 356)**	41 651
• cost resulting from transitional provisions		**184 305**	—
		580 571	246 423
Reserve of the special disaster fund		**521**	(153)
		581 092	246 270
Balance at end		**3 942 705**	3 361 613

12. Compensation Programs

	(in thousands of $) 1985	1984
Cost of employment injuries that occurred during the year		
Benefits paid	**212 011**	188 733
Increase in actuarial reserves	**547 751**	467 502
	759 762	656 235
Cost of employment injuries that occurred in previous years		
Benefits paid		
• regular programs	**504 950**	442 446
• special capital payment program	**4 843**	73 900
Decrease in actuarial reserves	**(148 928)**	(265 859)
	360 865	250 487
	1 120 627	906 722

Compensation program costs break down as follows:

	(in thousands of $) 1985	1984
Benefits paid		
Regular programs		
Medical assistance	**119 214**	101 112
Temporary disability	**321 513**	329 994
Permanent disability	**193 895**	172 853
Income replacement	**51 305**	—
Death	**31 034**	27 220
	716 961	631 179
Special capital payment program	**4 843**	73 900
Increase in actuarial reserves	**398 823**	201 643
	1 120 627	906 722

The unfinanced portion of these program costs is:

	(in thousands of $) 1985	1984
Benefits paid		
Medical assistance	**4 249**	3 645
Temporary disability	**11 999**	15 096
Permanent disability	**150**	89
Income replacement	**4 752**	—
Death	**51**	43
	21 201	18 873
Increase in actuarial reserves	**55 135**	46 750
Foregone profit on investment income due to unfunded liability	**112 723**	102 574
	189 059	168 197

The unfinanced portion of the compensation programs includes:

- Benefits paid during fiscal year 1985 for employment injuries that occurred during the year, excluding benefits relating to the transitional provisions provided for under the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, multiplied by the percentage of non-financing, i.e. 10 %.
- Increase in actuarial reserves for injuries that occurred during 1985, after taking into account the increase of 3 603 000 $ relating to the changes in assumptions and in the method of calculating actuarial reserves for injuries that occurred during the year, excluding the benefits relating to the transitional provisions provided for under the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, multiplied by the percentage of non-financing, i.e. 10%.
- Foregone profit on investment income due to the unfunded liability resulting from the application of the financing method.

13. Cost Resulting from the Transitional Provisions

	(in thousands of $) 1985	1984
Benefits paid	**22 369**	—
Increase in actuarial reserves	**184 305**	—
	206 674	—

These costs resulting from the implementation of the transitional provisions include the additional expenses derived from the new provisions of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases in respect of employment injuries which occurred before August 19, 1985, the date of entry into force of the new Act. The additional costs consist chiefly of the application of the new provisions concerning victims of a recurrence, relapse or aggravation of an employment injury. Also reflected in these additional costs are: the elimination of remarriage as a reason for losing the right to a surviving spouse's pension and the options offered to beneficiaries of a life pension as a surviving spouse or a victim of a permanent disability. (Chapter XVI, Division II, S.Q. 1985, c. 6).

14. Prevention Programs

	(in thousands of $) 1985	1984
Payments to occupational health services and others	**34 003***	35 622
Subsidy to the *Institut de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec*	**13 150**	12 288
Subsidies for training and information	**11 496**	10 896
	58 649	58 806

* As at December 31, 1985, a receivable account totalling 2 775 300 $ was recorded and the expenditure on the program of payments to occupational health services was reduced by a corresponding amount. This credit represents an estimate of the amount to be recovered from hospital centres that have a community health department and relates to the subsidies granted to the centres during 1985. Previously such an estimate was not made at the end of fiscal year and these recoveries were presented in the income and expenditure statement under the item "Other income".

15. Administration Expenses

	(in thousands of $) 1985	1984
Salaries and fringe benefits	**88 627**	84 120
Training and upgrading	**286**	229
Travel expenses	**4 403**	4 342
Postage, couriers and telecommunications	**6 051**	4 947
Communications and information	**2 152**	1 394
Professional services — Data processing	**4 492**	5 294
Professional services — Administration	**5 994**	4 674
Maintenance and repairs — Data processing equipment	**3 095**	2 337
Maintenance and repairs — Fixed assets and other	**1 560**	775
Material and supplies	**4 023**	3 445
Space rental	**7 215**	6 991
Equipment rental — Data processing	**1 655**	5 823
Equipment rental — Other	**494**	472
Insurance, taxes, power supply	**504**	1 740
Other expenses and services	**752**	606
Depreciation — Fixed assets	**7 058**	4 085
Amortization — Systems development	**6 187**	5 363
	144 548	136 637
Less:		
• Costs carried over — Systems development	**4 119**	4 955
• Costs concerning the Review Offices established by the Act respecting industrial accidents and occupational diseases	**375**	—
	4 494	4 955
	140 054	131 682
Costs transferred:		
Gouvernement du Québec		
• for inspection	**20 490***	19 814*
• for administration of the Crime Victims Compensation Act and the Act to promote good citizenship	**2 013**	1 902
Government of Canada and its agencies for administration of the Government Employees Compensation Act	**4 181**	747
Employers personally required to pay benefits	**3 915**	3 422
Other costs transferred	**429**	444
	31 028	26 329
	109 026	105 353

* The costs transferred to the *gouvernement du Québec* in respect of inspection duties for fiscal years 1984 and 1985 were adjusted to take account of the sums not reimbursed by the *gouvernement du Québec* amounting to 2 489 000 $ for 1984 and 4 192 000 $ for 1985. These adjustments result in an increase (or a decrease) in respect of the following financial statement items for fiscal year 1984 and 1985.

	(in thousands of $) **1985**	1984
Assessments receivable and other receivables	**(4 192)**	(7 332)
Excess of expenditure over income for the year	**4 192**	2 489
Unfunded liability	**4 192**	7 332

The unfunded liability was increased by 4 843 000 $ as at December 31, 1983 and by 7 332 000 $ as at December 31, 1984.

16. Other Costs

	(in thousands of $) **1985**	1984
Bad debts	**13 904**	10 839
Public service pension plan contributions for previous fiscal years (note 10)	**4 923**	4 923
Administration expenses relating to the review offices established by the Act respecting industrial accidents and occupational diseases	**375**	—
	19 202	15 762

17. Commitments

As at December 31, 1985, the Commission is committed in terms of space leases for a sum of 35 526 941 $ (1984: 39 819 814 $) for which payments over the coming twelve months total 7 177 206 $. These leases extend over a period of one to ten years with a possibility of renewal upon expiry. A clause provides for rent review based upon increases in operating costs and taxes.

18. Other Mandates of the Commission

The Commission pays benefits to workers who are victims of employment injuries on behalf of employers who are personally responsible for the payment of the benefits. These employers subsequently reimburse the Commission.

The Commission is equally responsible for compensating victims by virtue of the Crime Victims Compensation Act and the Act to promote good citizenship. The *gouvernement du Québec* reimburses the Commission for the benefits paid.

Moreover, the Commission is responsible by virtue of the Government Employees Compensation Act, for compensating federal civil servants who suffer employment injuries. The Government of Canada and its agencies reimburse the Commission for the benefits paid.

These benefit expenditures paid by the Commission are broken down as follows:

	(in thousands of $) **1985**	1984
Employers personally responsible for payment of benefits	**17 094**	15 854
Crime Victims Compensation Act and Act to promote good citizenship (R.S.Q.)	**13 719**	12 493
Government Employees Compensation Act (R.S.C.)	**8 323**	7 473
	39 136	35 820

19. Comparatives Figures

Some 1984 figures have been reclassified to bring them into line with the presentation adopted in 1985 following the entry into force on August 19, 1985 of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases. These figures have also been corrected to take account of the adjustments mentioned in notes 3 and 15.

Compensation

The New Act Respecting Industrial Accidents and Occupational Diseases

The Act respecting industrial accidents and occupational diseases which entered into force on August 19, 1985, instituted a new compensation scheme for employment injuries to replace those under the Workmen's Compensation Act and the Act respecting indemnities for victims of asbestosis and silicosis in mines and quarries. The new legislation applies only to accidents, aggravations, relapses or recurrences that occurred from August 19, 1985, and to occupational diseases notified as from that date. In all other cases, the previous Act continues to apply. The workers retain all their vested interest.

The new scheme applies to all workers who suffer an employment injury in Québec, and, under certain conditions, Québec workers who suffer an employment injury outside Québec. Under the new Act, certain other persons are deemed to be workers; and an employer, director, independent operator or domestic is able, under certain procedures, to register with the Commission to be entitled to the same benefits as any other worker.

The Act protects the income of an injured worker and it entrenches his right to return to work and to rehabilitation. These two rights are linked: they encourage industrial accident victims to, once again, be independent. The Act sets up the claims procedure before the Commission. A worker suffering an employment injury shall be required to notify his employer as soon as possible; the employer must then notify the Commission, using forms prescribed for this purpose. The worker has six months to file his claim.

Income Protection

A worker no longer able to carry on his employment owing to an employment injury is entitled to an income replacement indemnity for as long as he has not recovered and for as long as his physician assesses that an improvement in his health is foreseeable.

For the day of the accident, the employer is required to pay the worker the salary or wages to which he would have been entitled normally. If the period of absence extends beyond the day of the accident, the worker is entitled, for the first 14 days, to compensation equivalent to 90% of his net salary or wages. It is the responsibility of the employer to pay the compensation which is subsequently reimbursed by the Commission.

If the period of absence extends for more than 2 weeks, the Commission grants an income replacement indemnity equal to 90% of the weighted net annual income from employment. That income must be not less than the minimum wage nor more than the Maximum Yearly Insurable Earnings. If the worker remains unable to carry on his employment, but becomes able to carry on suitable employment, his income replacement indemnity is reduced by the net income that he could earn from that employment.

After two years, the Commission may review the indemnity if it sees that the income he is earning from the employment he holds is higher than the amount so far deducted from his indemnity. Three years after this review and every five years thereafter, the Commission is to review the indemnity in the same way. The income replacement indemnity ceases on the first of the following events: when the worker becomes able to carry on his employment again, when he dies, or when he reaches his sixty-eighth birthday. In the last case during the final three payment years, the income replacement indemnity is reduced by 25, 50 and 75%.

The Act also entitles a worker who suffers permanent physical or mental impairment by the effect of an employment injury to a lump sum compensation for bodily injury. The maximum indemnity is adjusted according to the age of the worker and the degree of his impairment. That degree is determined from a scale of bodily injuries prescribed by regulation of the Commission, and is required to be determined by the Commission as soon as the sequelae of the employment injury are medically determined. Entitlement to damages for bodily injury is extinguished at the death of the worker.

The Act also provides for indemnities to dependants of workers who die as the result of employment injuries.

The amounts of these indemnities are indexed on an annual basis.

The Physician in Charge

Under the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, a worker is entitled to the medical aid his condition requires as a result of his employment injury. With certain reservations, he will be entitled to choose his health establishment and health professional. The Commission is bound by the opinions of the physician who thus takes charge of the worker.

The Act establishes a medical evaluation procedure for workers applying for benefits. It obliges the physician in charge of the worker to file a certificate or report within an appointed time, mainly concerning the diagnosis, the nature and duration of the treatment and the date of consolidation of the injury. It requires the worker to undergo, on certain conditions, an examination by a health professional designated by his employer or the Commission, and allows either of these to contest the certificate or report of the physician in charge of the worker if the health professional they designated gives them a contrary report. The Commission will submit the contestation to a referee. The referee has thirty days to render his decision, which is binding on the Commission.

Further in the same vein, the Act has special provisions on occupational pulmonary diseases.

Rehabilitation

The Act also entitles a worker who suffers an employment injury to rehabilitation required for his social and vocational rehabilitation. It requires the Commission, with the worker's collaboration, to prepare a personal rehabilitation plan that may include, according to the worker's needs, a physical, social and vocational rehabilitation program. It also describes various measures or services that may be included in such a program and lays down conditions to be met in certain cases in order to benefit by those measures or services. Finally, it establishes what functions the Commission has in regard to rehabilitation and makes it responsible for the cost.

The right to rehabilitation and the right to return to work are linked. Rehabilitation enables a worker who has suffered a permanent impairment to his physical or psychic capacities, to exercise his right to return to work.

Right to Return to Work

The Act establishes the right to return to work within specified limits. Thus, a worker having suffered an employment injury is entitled to resume his employment or equivalent employment, at the wage and with the benefits he would be receiving had he continued in it. If he remains unable to carry it on, he has prior access to the first suitable employment becoming available in his employer's establishment. These rights are extinguished after a continuous period of absence, one year where up to twenty workers work in the establishment, two years if over twenty. The Act sets out the mechanisms implementing the right to return to work as well as the arbitration of disputes resulting therefrom. The Act also sets out special provisions for construction workers in the area of return to work.

Complaints

The Act gives the Commission powers for use when it takes cognizance of a request for intervention in a matter regarding return to work or of a complaint by a worker that he has been subjected to restrictive measures or a penalty by his employer because he has suffered an employment injury or has availed himself of his rights under this Act.

Review and Appeal

The Act respecting industrial accidents and occupational diseases establishes that every decision by the Commission may be contested. To this end, it amends the Act respecting occupational health and safety by providing for the establishment, jurisdiction and operation of the review offices, which constitute the second step.

The review office is a regional body. It is composed of three members: a chairman chosen from among the officers of the Commission; an employers' representative and a workers' representative. Members representing the employers and workers respectively are chosen from a list prepared annually for each region by the members of the Board of Directors of the Commission representing the workers' and employers' associations.

The review offices have jurisdiction in respect of all matters, except those relating to medical questions. The parties may appeal their decisions. Decisions relating to medical matters may be the subject of arbitration and may subsequently be appealed. The *Commission d'appel en matière de lésions professionnelles* (Appeal board in respect of employment injuries), established under the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, has exclusive jurisdiction to hear any appeal brought under this Act as well as the Act respecting occupational health and safety. The appeal board's decisions are final.

Implementation of the Act Respecting Industrial Accidents and Occupational Diseases

When the Act was assented to on May 28, 1985, the Commission launched a training program for its personnel in order to ensure that the Act was implemented without delay as soon as it came into force, on August 19, 1985. The mechanisms required to deal with complaints and requests for intervention by workers were elaborated in the regional offices. Adequate liaison measures facilitated the procedures dealing with recourse to medical arbitration, the operation of which is the responsibility of the *ministere du Travail*, as well as the procedures regarding recourse to the *Commission d'appel en matière de lésions professionnelles*.

The compensation service has started a review of its administrative structure to ensure that it would respond to the concerns expressed by the legislator in the Act respecting industrial accidents and occupational diseases. The review will help to concentrate the efforts on the new obligations entrusted to the Commission so far as the exercise of the right to physical, social and vocational rehabilitation and the right to return to work are concerned.

TABLE 2

Claims Following Employment Injuries, by Category (1984-1985)

File category	1984	1985
Accidents not involving work stoppage	168 423	**145 992**
Accidents involving work stoppage	174 990	**195 288**
Occupational Diseases	4 110	**4 416**
Deaths	139	**160**
Total	**347 662**	**345 856**

Source: CSST, Compensation files (86-03)

1. See also note 2, inside front cover

The Commission had to inform pension beneficiaries falling within the jurisdiction of the Workmen's Compensation Act of the rights that the new Act grants them, i.e. to maintain the status quo or, in the case of the surviving spouse, to opt for a lump sum indemnity and income replacement; or to seek a redistribution or a smoothing of their pensions. Between August 19, 1985 and December 31, 1985, more than 6 000 of the 22 000 beneficiaries receiving such pensions were met and made aware of their rights.

Accident Notices and Claims

In 1985, the Commission opened 345 856 new files as a result of industrial accidents, occupational diseases or deaths reported during the year. Claims for compensation were made pursuant to the Workmen's Compensation Act; the Act respecting industrial accidents and occupational diseases; the Act respecting indemnities for victims of asbestosis and silicosis in mines and quarries; and the (Federal) Government Employees Compensation Act.

The number of files opened is to a considerable extent the same as in 1984, but the number of cases involving a work stoppage increased by 11,6%. The files relating to accidents requiring medical assistance only accounted for 42,2% of all the files opened in 1985, which represents a reduction of 6,2% as compared to 1984.

Of the 345 856 files opened during 1985, 114 056 concerned occupational injuries which occurred as from August 19, 1985 and are therefore subject to the provisions of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases. In 1985, the Commission also dealt with 3 585 cases involving relapses or aggravations that occurred since August 19, 1985 but linked to injuries which had occurred before that date. These files gave rise to the payment of income replacement indemnities in accordance with the provisions of the new Act.

Between August 19 and December 31, 1985, the Commission received 71 058 notifications from employers seeking reimbursement of salary or wages paid by them during the 14 full days following the date on which the worker was unable to carry out his employment.

TABLE 3

Breakdown of the Benefits Paid for Employment Injuries in 1985[1]

Category	1984 (000 $)	1985 (000 $)
Medical and Financial Assistance Expenses in Rehabilitation	101 112	**119 214**
Temporary Disability Benefits (medical)	271 597	**301 782**
Rehabilitation and Income Support Benefits	58 397	**71 036**
Permanent Disability Benefits	172 853	**193 895**
Special Capital Payment Program	73 900	**4 843**
Death Benefits	27 220	**31 034**
Benefits for beneficiaries according to the options under the ARIAOD for permanent disability or death	—	**22 369**
Total employment injury compensation	**705 079**	**744 173**
Protective re-assignment of pregnant workers	16 469	**26 529**

1. N.B. Compensation program costs, exclusive of protective re-assignment, total 1 120 427 000 $ for 1985, as compared to 906 722 000 $ for 1984 (see note 12 of the Financial Statements).

Services Available to Workers and Compensation Expenditure

In 1985, medical assistance and rehabilitation expenses cost 119,2 million $, or 16% of the Commission's expenditure in the area of employment injury compensation. Of the 110,9 million $ devoted to medical assistance, 53% was used to reimburse hospital expenses and 25% for the services of health professionals. Rehabilitation expenses amounted to 8,3 million $, chiefly for the procuring of services and equipment as well as for subsidies to employers for hiring or training workers who had suffered employment injury.

The benefits paid to a worker during the period of work stoppage were equivalent, in 1985, to 90% of his net wages at the time of the accident, up to a maximum insurable wage of 33 000 $. Benefits paid in 1985 for the period of recovery or consolidation amounted to 301,8 million $ or 40,6% of disbursements in the area of employment injury compensation. This expenditure represented an increase of 11,1% between 1984 and 1985; that is slightly less than the number of claims concerned with injuries involving work stoppage.

The Commission offers its beneficiaries professional services and financial assistance within programs aimed at helping the worker reacquire social and vocational independence, enabling his return to work or ensuring an income support. Financial assistance which is calculated according to workers' needs and their degree of participation in the various programs, takes the form of benefits, to a maximum of 90% of the worker's net income in his former employment. In 1985, the benefits paid in the context of the rehabilitation and income support programs amounted to 71 million $.

Once the injury is healed or stabilized or their rehabilitation treatment has concluded, beneficiaries of the Workmen's Compensation Act may be entitled to a life pension, the size of which depends on the degree of permanent disability. In 1985, the Commission granted 13 721 beneficiaries pensions for permanent total or partial disability. This pension is paid in the form of a capital payment when the pension is less than a monthly amount set at 99.97 $ for 1985.

As at December 31, 1985, 34 534 of employment injury victims continued to receive a permanent disability pension. Of this number, 939 persons chose to exercise one of the options provided for in the transitional provisions of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, so that their pension could be redistributed or smoothed, thereby giving rise to an additional disbursement of 900 000 $ in 1985. In total, disbursements for permanent disability reached 199,6 million $, or 26,8% of expenditure for employment injuries which represented a decrease of 19% as compared to 1984, chiefly because of the end of the special capital payment program at the beginning of 1985.

Dependants of a worker who died before August 19, 1985 are entitled to a pension the value of which varies, according to the number of dependants, between 55% and 80% of the indemnity to which the worker would have otherwise been entitled. These dependants may also, under the transitional provisions of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, convert this pension in one of three ways, including that of a minimum lump sum of 50 000 $, coupled with a temporary pension. This option corresponds to the indemnities provided for by the new Act for the dependants of a worker who died after August 19, 1985.

As at December 31, 1985, 5 925 dependants of deceased workers received these death benefits. Of the 4 060 surviving spouses in this group, 1 248 had chosen one of the previously mentioned options. The Commission paid out 52,5 million $ in 1985 to dependants of deceased workers, i.e. 7,1% of the employment injury expenses, an increase of 93% as compared to 1984. The transitional provisions of the new Act led to additional disbursements amounting to 21,5 million $ in the form of death benefits in 1985, of which 19,9 million $ was paid out in the form of lump sum payments.

TABLE 4

Pensions in Force as at December 31, 1985, by Category of Beneficiary

Category	Numbers	%
Workmen's Compensation Act		
• Industrial accidents	**30 317**	74.4
• Occupational diseases	**4 217**	10.4
Act respecting indemnities for victims of asbestosis and silicosis	**270**	0.7
Surviving spouses	**4 060**	10.0
Minor or student children	**1 779**	4.4
Invalid dependants	**86**	0.2
Total	**40 729**	100.0

Benefits Following Protective Re-Assignment of Pregnant or Breast-Feeding Workers

Since 1981, the Commission has been administering the benefit program for pregnant or breast-feeding workers who exercise their right to protective re-assignment. The Act respecting occupational health and safety accords this right to any female worker whose working conditions may be dangerous to herself by reason of her pregnancy or to her unborn or breast-fed child, but who cannot be assigned to other duties.

During 1985, the Commission received 10 962 benefit claims from persons exercising this right as compared to 7 102 claims in 1984. This represents an increase of 54% for 1985 as compared to an increase of 75% in 1984. During this period, the Commission paid out 26 529 100 $ in benefits to workers, which represented a 61% increase as compared to 1984. As at December 31, 1985, 955 claims were still being examined or 9% of total claims.

The increase in the number of claims can partly be attributed to workers being better informed about their rights in this area. The fact that few workers are reassigned to work which does not represent a danger to themselves or to their unborn child, and the difficulty of evaluating dangerous working conditions relative to the personal situation of the patients also contributed to this increase.

Some 1 430 claims were rejected in 1985, i.e. 13% of the total. The main reasons underlying these rejections were the fact that the working conditions did not pose a real danger, that the worker was ineligible for benefits or that a reassignment did in fact take place. However, the majority of these beneficiaries had their rights reinstated by the review offices.

It should be noted that, since August 19, 1985, the payment of benefits is effected according to the Act respecting industrial accidents and occupational diseases.

Benefits for Victims of Crimes or Acts of Good Citizenship

During 1985, the Commission continued to administer the compensation plans provided in the Crime Victims Compensation Act (to which the crime of incest has been added) and the Act to promote good citizenship. The benefits payable to the beneficiaries of these Acts and the services for which they are eligible are the same, with a few exceptions, as those provided in the Workmen's Compensation Act, which remains in force for this purpose.

In 1985, the Commission received 1 426 compensation claims from crime victims, coming on top of the 626 claims already being studied at the end of 1984. During the year, the Commission made 1 445 decisions; 1 060 claims were accepted and 316 rejected, and 69 files were closed following the withdrawal or the non-appearance of the claimant. The Commission also received 17 claims pursuant to the Act to promote good citizenship. Of the 15 decisions handed down in 1985, 8 claims were accepted and 7 were rejected.

During the period, the Commission paid out 13,7 million $ in benefits under these two Acts. These benefits, as well as the related administration expenses, are paid out of the Province's Consolidated Fund.

Prevention-Inspection

In 1985, the Commission promoted a consolidation of the mechanisms dealing with prevention and participation in occupational health and safety as well as a harmonization of these activities with its different partners by participating in interdepartmental, and joint standing committees with the *Institut de recherche en santé et en sécurité du travail*, the joint sector-based associations as well as health and education networks. The work of these committees enabled joint activities within different programs or services to be carried forward.

On March 23, 1985, priority status was given to the third group incorporating five sectors of economic activity. During the year, the Commission also drew up a monograph for each of the sectors in group IV.

Establishment and Operation of Prevention Mechanisms

At the end of 1985, the Commission had received 72% of the prevention programs expected from establishments in group I, i.e. 1 270, and 80% of those expected from group II, i.e. 536. A total of 525 establishments of 20 workers or less from these 2 groups had, moreover, submitted their prevention programs to the regional services for analysis. The prevention-inspection regional services received 1 182 prevention programs, and gave out 110 fine notices, of which 41 were for failure to submit a prevention program and 69 for failure to elaborate such a plan. In 1985, the Commission received 9 726 notices of opening of construction sites.

Since October 22, 1983, date of entry into force of the Regulation respecting occupational health and safety committees, the Commission has received 727 notices that committees had been created in group I and II establishments which have 21 workers or more. This represents 30% of the establishments of this particular size.

The Safety Representative in an Establishment Regulation has been in force since August 29, 1984 for establishments in groups I and II. The past year has seen the nomination of the first safety representatives as provided for under the Act. The Commission received 315 notices designating a safety representative in establishments having 21 workers or more, which represents 13% of the establishments of this size (see Table 5).

Commission Interventions

In 1985, regional prevention-inspection teams made 36 444 visits to establishments and job-sites. The numbers of files where the Commission intervened in an assistance, evaluation or control capacity, whether incentive or coercive in nature, represented 74% of all the files worked on (see Table 6).

There were 4 369 interventions following a complaint, an increase of 13% as compared to 1984. The Commission was called upon to intervene in 276 instances of refusal to perform work, as compared to 278 the previous year. Out of these 276 cases of refusal exercised by 1 035 workers, 111 cases were considered as based on grounds justifying the exercise of this right, 133 as lacking such grounds, while 32 cases were settled by the parties. The Commission also intervened in 919 cases relating to events which led to the death of a worker, to serious injuries to one or more workers, or to important material damage. It should be underlined that in 1985, according to data collected by prevention-inspection, the Commission recorded 106 fatal accidents in workplaces, which led to the death of 114 workers. In 1985, the Commission inspectors reported 35 407 cases of non-compliance. The Commission also sent out 1 534 offence notices, such action having taken place in 895 cases in 1984.

During the year, the regional prevention-inspection directors received, in their capacity of regional chief inspectors, 80 review applications in respect of decisions taken by inspectors before August 19, 1985. For its part, the Review Board concerned with inspection was seized with 87 review applications in respect of decisions handed down by regional chief inspectors relating to cases which occurred before August 19, 1985.

Occupational Health Services

In the area of occupational health prevention, the Act respecting occupational health and safety gives the public health network a significant role. The 32 hospital centres that have a community health department (HC-CHDs) coordinate the development and the implementation of specific health programs within their geographic areas. To this end, the Commission has, since 1981, concluded agreements for services with each one of them.

In 1985, the HC-CHDs and the CLSCs (local community service centres) had 835,3 job positions for their operational teams and health services responsible for various mandates relating to the implementation and operation of the health programs in respect of groups I and II. As at December 31, 1985, 99% of the positions in the operational teams and 88% of those in the health services were filled. The sums assigned by the Commission to occupational health services were 33,7 million $, of which 25,9 million $ was transferred directly to the HC-CHDs. The balance of 7,8 million $ includes, in particular, reimbursements of 5,6 million $ to the *Régie de l'assurance-maladie du Québec* for payments to physicians and 1,7 million $ to the *Institut de recherche en santé et en sécurité du travail* for laboratory activities undertaken on behalf on HC-CHDs and their subcontractors.

In order to serve group I and II employees, the HC-CHDs set up 148 health services of which 94 are administered by the CLSCs. As at May 27, 1985, 18 360 group I and II establishments, accounting for 300 208 employees, benefited from the support of the occupational health services. Included in this number were 11 783 establishments representing 99 478 employees in the building and public works sectors. In addition, 74 employers obtained recognition for the health services already in existence in their establishments, covering 29 979 employees.

The Commission received 3 052 health programs devised by the occupational health services personnel for establishments in priority groups I and II, of which 282 related to the buildings and public works sector. The technicians in health services hygiene and the health experts in the operational teams also took 27 825 samples on the basis of which the *Institut de recherche en santé et en sécurité du travail* was able to achieve 66 614 analyses. Moreover, as at December 31, 1985, its health network had completed 33 887 medical examinations for which they were able to bill (for example: X-rays). The health programs are part of the prevention program.

In addition to the activities provided for in their regular mandate, the HC-CHDs, in 1985, completed 491 industrial studies on compensation for industrial diseases and submitted to the Commission their views on 10 769 files relating to the exercise of the right of protective re-assignment of pregnant or breast-feeding workers.

As for the sectors not yet granted priority status, the Commission, in 1985, gave subsidies amounting to 361 256 $ to 115 employers to maintain their health services.

Joint Sector-Based Associations

To enable workers and employers in various sectors of economic activity to take charge of occupational health and safety in their sector, share their experience and obtain professional and technical assistance in this field, the Act provides for the creation of joint sector-based associations on the basis of an agreement between the union associations and employers' associations in each sector. The mandate of the Commission is to encourage the creation of such associations, and give them technical and financial assistance.

In 1985, twelve joint sector-based associations were in operation, in the following sectors:

- automobile services;
- chemical, rubber and plastic products' industry;
- construction industry;
- manufacturing of metal and electrical products;
- manufacturing of transportation equipment and machinery;
- mines and mining services;
- municipal affairs;
- primary textiles;
- printing;
- provincial administration;
- social affairs;
- transportation and storage.

In 1985, the Commission granted a total of 5,7 million $ by way of subsidies to these associations which are staffed by 114 employees and serve more than a half-million workers spread over 55 000 establishments. These grants enable the associations to carry out their activities, such as elaborating guides on prevention, organizing information and training sessions, giving technical advice, etc. Each of these associations publishes an annual report concerning its activities.

1 This amount takes account of the 1985 surpluses: for the items "Operational Teams" and "Programs", the surpluses to be recovered would be 544 500 $ and 2 230 800 $ respectively.

TABLE 5

Group I and II Establishments of 21 Workers or More that Have Introduced Prevention Mechanisms (1985)

	Initial Prevention Program[1]	Health Program[2]	Health and Safety Committee[3]	Safety Representative[4]
Group I				
Buildings and public works	359 (53 %)	112 (17 %)	9 (1 %)	1 (0,1 %)
Chemical industry	133 (86 %)	114 (74 %)	48 (31 %)	25 (16 %)
Forestry and sawmills	323 (79 %)	265 (65 %)	172 (42 %)	62 (15 %)
Mines, quarries and oil wells	98 (82 %)	77 (64 %)	61 (51 %)	39 (33 %)
Manufacturing of metal products	357 (87 %)	339 (83 %)	155 (38 %)	54 (13 %)
Total for Group	**1 270 (72 %)**	**907 (51 %)**	**445 (25 %)**	**181 (10 %)**
Group II				
Wood industry (except sawmills)	157 (82 %)	132 (69 %)	65 (34 %)	23 (12 %)
Rubber and plastic products industry	134 (74 %)	106 (59 %)	59 (33 %)	24 (13 %)
Manufacturing of transportation equipment	82 (73 %)	70 (62 %)	46 (41 %)	23 (20 %)
Primary metals processing	70 (91 %)	45 (58 %)	56 (73 %)	34 (44 %)
Manufacturing of nonmetal mineral products	93 (83 %)	72 (64 %)	56 (50 %)	30 (27 %)
Total for Group	**536 (80 %)**	**425 (63 %)**	**282 (42 %)**	**134 (20 %)**

Source: CSST, *Direction du Reseau*, Basic prevention data file (85-12-31), Regional files (1985-12-31)

1 Although all establishments in priority sectors are required to develop a prevention program, only those with twenty-one or more workers have to submit their program to the Commission. Because establishments are set up or closed down during the year, the overall total cannot equal 100 %.

2 A health program is a component of each prevention program. It is developed by the physician in charge of the establishment's health services, in accordance with the terms of contracts between the Commission and the HC-CHDs.

3 Health and safety committees formed in accordance with the Act, for which a notice was sent to the Commission.

4 Safety representatives designated in accordance with the Act and a notice of which was sent to the Commission by establishments with or without a health and safety committee.

During this period, the Commission also continued with its efforts vis-à-vis the employer and union parties to promote the establishment of joint associations in other sectors. The parties were thus able to agree on a delimitation in respect of the clothing industry. This agreement was in turn approved by the Commission's Board of Directors.

Training and Information Activities, and Scientific and Technical Support

The Act gives responsibility for ensuring training, information and counseling services in occupational health and safety matters to the Commission, joint sector-based associations and employers' or union associations. In addition to realizing its own programs in this area and offering various specialized services, the Commission also has a mandate to give technical and financial support to the associations.

Training and Information

As far as the Commission's information activities are concerned, 1985 was characterized by increasing knowledge in the field of occupational health and safety through brochures and guides concerning a number of subjects, such as:

- tree stumps;
- eye and facial protecting devices;
- inspections of scaffolding;
- extraction machinery;
- protective devices on machinery;
- lead;
- noxious chemicals;
- sampling plan in respect of chemical contaminants in the work environment;
- the use of portable measuring instruments (ventilation — noise — lighting — temperature);
- principal contractor;
- safety representative;
- job-site prevention program;
- prevention program in 5 steps for an establishment.

The Commission organized the double seminar in both Québec City and Montréal on the concept of the job-site and the principal contractor which brought together contractors and developers. Two seminars on training were also organized by the Commission with a representative association in the construction industry *(FTQ-Construction)*, whose theme was the establishment of health and safety committees.

The Mine Rescue Stations Division trained 76 persons in 32 mines. This brings to 436 the total number of persons who have received such training, of whom 335 were part of the personnel in place at the end of the year. In 1985, basic, regular and special training in mine rescue operations represented close to 13 820 person-hours.

In the construction sector, 24 076 workers and employers followed the general safety on a construction site course in 1985. The selection committee responsible for approving the qualifications of safety officers examined 61 files.

In October 1985, the Commission published a manual "First Aid in the Workplace" and produced 11 slide shows to be used by organizations recognized by the Commission as qualified to dispense first aid training. These organizations, spread throughout Québec, began the training course on December 1, 1985. From January 1 to December 1, 1985, the Commission gave St. John's Ambulance a 335 440 $ subsidy to train 8 570 persons.

Moreover, the Commission continued with its efforts to ensure the incorporation of occupational health and safety elements in manuals, guides, teaching documents and other publications edited or produced by the *ministère de l'Éducation* and the *ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science*.

In 1985, a program leading to a certificate in ergonomics was able to be set up at the *Université de Montréal*. This certificate is aimed at first line operators in the occupational health and safety field.

During the year, the *ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu* and the Commission worked together to integrate the occupational health and safety dimension into the planning phase of the vocational training.

Subsidies to Union and Employers' Associations

In 1985, the Commission granted 3 407 000 $ to fifteen union associations and 2 107 904 $ to thirteen employers' associations to enable them to realize various projects concerning training and information for their members.

Moreover, the *Association paritaire de prévention pour la santé et la sécurité du travail* (Joint Association of prevention on occupational health and safety) received, following termination of its activities, a 432 241 $ subsidy in 1985 to cover its commitments.

TABLE 6

Commission Interventions in Establishments and Measures Taken, by Type of Intervention (1985)

Interventions or Measures Taken	Control	Assistance	Evaluation	Investigation	Complaint	Refusal	Dispute	Total
Files								
Received	8 672	1 364	5 869	919	4 369	276	27	21 496
Re-opened	557	112	267	114	236	124	—	1 410
Closed with intervention[1]	8 096	964	3 922	541	3 159	410	27	17 119
Closed without intervention[2]	2 072	86	257	602	1 595	45	—	4 657
Visits								
Initial	6 820	1 092	3 327	416	2 860	296	27	14 838
Control	15 209	751	926	651	3 600	357	12	21 506
Total	22 029	1 843	4 253	1 067	6 460	653	39	36 344
Measures								
Non-compliance noted	26 677	446	919	606	6 582	175	2	35 407
Machines stopped	107	0	3	15	32	3	—	160
Premises closed	268	3	22	21	102	8	—	424
Seals affixed	218	4	10	66	91	13	—	402
Review[6]	29	1	1	3	16	30	—	80
Fine notices issued	1 219	14	41	40	215	5	—	1 534
Fine notices paid	305	2	14	10	62	—	—	393
Legal proceedings begun	581	12	14	44	92	3	—	746
Legal proceedings settled	335	6	2	21	52	4	—	420

Source: CSST, Monthly report on intervention files (EMI (1985-12-31 updated 1986-05)

1. Data validated on the basis of manual registers.
2. Data validated on the basis of manual registers. It includes disputes relating to the health and safety committees and safety representative.
3. Includes data validated on the basis of manual registers, relating to interventions under "refusal" and "dispute".
4. To be noted: some files closed in 1985 were already open at the beginning of the year.
5. Initially recorded as right of refusal and subsequently changed to different types of intervention. Also includes files opened before January 1, 1985.
6. Requests for review submitted, in respect of an inspector's decision made before August 19, 1985, to a Commission regional chief inspector.

Scientific and Technical Support

In 1985, the Commission increased its scientific and technical information activities for those working in the field of occupational health and safety as well as for the public in general.

Accordingly, an audiovideotheque was set up in order to create a single facility concerned with all aspects relating to the lending, maintenance and reproduction of audiovisual items. The new collection brings together documents from *APPSST* and the Commission's Documentation Centre. During 1985, more than 2 100 copies of the collection's 231 titles were loaned.

For its part, the Toxicological Index responded to 2 263 information requests concerning the protective reassignment of the pregnant worker, sampling and the right of refusal. Moreover, in 1985, 42 321 requests for information on products were directed to the Index, 9 906 by electronic link-up. 35 815 answers were given, or 84,6% of all questions received. The other questions remain to be answered by the relevant producers. The index's data bank now has 82 270 products registered, of which 4 785 have been validated and are available to the public.

The Documentation Centre pursued the development of its occupational health and safety data base (*information en santé et en sécurité du travail — ISST*) which constitutes a comprehensive file on occupational health and safety documentation in Québec. In addition to the documentation centres of the Commission and the *Institut de recherche en santé et en sécurité du travail*, seven sector-based associations now participate in the ISST data base. In 1985, the latter grew by 14 679 titles, of which 4 897 came from its partners. It now contains 52 106 documents.

Loans to clientele increased by 17% to reach a total of 5 351. For their part the inter-library loans decreased by 23%. The reference activities of the Montréal and Québec City Documentation Centres increased by 6%, to reach 4 923 processed requests.

Assessment Results

In 1985, the employers' assessments amounted to 764,1 million $. After taking into account a 12,8 million $ adjustment made to the final assessment level of previous years, the net assessment income for 1985 was 751,3 million $, an increase of 53,5 million $ or 7,66% as compared to 1984.

The final payroll declared by employers for 1985 was 42,7 billion $ as compared to 40,4 billion $ for 1984.

In compliance with the new financing method introduced in 1984, the Commission no longer takes into account the amortization of the deficit accumulated in the course of past years when establishing the average assessment rate. In addition only 90% of the cost of injuries which occurred during the year, was taken into account.

Similarly, in view of the fact that the maximum insurable wage went from 31 500 $ to 33 000 $ in 1985, the average assessment rate for the year was set at 1,88 $ per 100 $ of insurable wages. For 1986,the Commission set the average assessment rate at 2,05 $ following the increase of the maximum insurable wage to 34 500 $.

In 1985, 158 720 employers' files were open at the Commission. These employers were classified into 708 units whose assessment rates varied from 0,06 $ to 10,75 $ per 100 $ of insurable wages. Of the 40 classes of units, only 7 classes, representing 12 units (387 employers), were assigned a rate higher than this scale.

Merit and Demerit Plan

One third of the employers who contributed to the accident fund in 1982 were reassessed upward or downward in 1985, depending on the state of their file for this period. This was the fourth year the Commission applied its new merit and demerit plan.

Based on an analysis of the files of each employer, this system recognizes that employers who have the same assessment rate because of the comparable nature of their activities, may have widely differing experiences in occupational injuries. Under the merit and demerit plan, the Commission takes into account the merit of each employer by adjusting the assessment paid for a given year after comparing it with the disbursements for accidents that occurred in that same year.

This calculation is undertaken three years after the year to which it applies, thus allowing a sufficient period of time to obtain all the relevant data. Special-class employers and those whose assessment was less than 675 $ in 1982 or whose files were closed at December 31, 1984, were not eligible for the plan in 1985.

The results of the new plan also show that, as expected, the Commission succeeded in balancing the merit and demerit totals. The plan is therefore completely self-financing and entails no additional cost to employers.

Following a number of representations from employers and their associations and recommendations from an ad hoc committee of the *Conseil du patronat*, the Commission decided that as from the 1985 base year, the merit and demerit plan will apply solely to employers whose gross assessment exceeds 50 000 $. This decision will considerably reduce the

TABLE 7

Merit or Demerit Calculated in 1985

1982 Assessments			Merit		Demerit	
			Number of Employers	Average Merit	Number of Employers	Average Demerit
775 $	to	1 550 $	**10 316**	32 $	**3 482**	294 $
1 550	to	3 825	**8 558**	148	**3 872**	653
3 825	to	7 650	**3 780**	470	**2 235**	1 427
7 650	to	15 275	**2 256**	1 361	**1 556**	3 129
15 275	to	38 200	**1 593**	4 108	**1 127**	7 229
38 200	to	76 400	**538**	10 424	**499**	16 841
76 400	to	153 000	**250**	21 593	**268**	30 027
153 000	to	382 000	**128**	41 260	**146**	58 782
382 000	to	764 000	**44**	98 288	**35**	157 831
764 000	to	1 527 000	**17**	133 346	**16**	161 444
1 527 000	to	3 818 000	**9**	473 064	**9**	203 339
3 818 000	to	7 635 000	**4**	736 741	**1**	875 234
7 635 000	and	over	**2**	2 266 855	**1**	135 437

number of employers subject to the plan. It is expected that there will be only 1 500 or so of them.

Accordingly 1984 was the last base year in which the plan was applied in its original form before this change. In accordance with the current terms of the plan, however, the last calculations, the results of which will be felt until 1989, can only be made in 1987.

Commission's Financial Position at the 1985 Fiscal Year End

The Commission's total income for the fiscal year ended December 31, 1985 stood at 990,8 million $, as compared to 919,6 million for fiscal year 1984, i.e. an increase of 7,7%.

Employers' assessments amounted to 751,3 million $ in 1985, an increase of 53,5 million $ in comparison with 1984. The assessments represented 76% of total income.

In 1985, income derived from investments and interest on assessments reached 229,6 million $, an increase of 17,6 million $ or 8,2%.

Accordingly, in comparison with fiscal year 1984, the Commission witnessed an increase in its total revenue of around 71,2 million $, chiefly because of the increase in assessments collected. In accordance with the established measures relating to its financing method, the Commission set its assessment rate for 1985, as it had done in 1984, without including any element for the recovery of its unfunded liability and by taking into account only 90% of the cost of employment injuries that occurred during the year.

Indeed, according to the financing method provided for under the Act respecting industrial accidents and occupational injuries, the Commission will collect from 1984 to 1988, a sum equal to 90% of the cost of employment injuries. The percentage will subsequently increase by 2% for each of the five succeeding years. The Commission is not entitled to increase the assessment rate because of experience loss respecting employment injuries that occurred before January 1, 1986. The excess of expenditure over income is thus added to the unfunded liability.

TABLE 8

Level of Capitalization of the Accident Fund from 1976 to 1985 (in thousands of $)

Year	Accident Fund Reserves[1]	Commitments of the Commission[2]	Capitalization (%)
1976	626 696	1 075 070	58,3
1977	741 703	1 174 415	63,2
1978	916 360	1 349 643	67,9
1979	1 164 543	1 608 481	72,4
1980	1 116 497	1 809 765	78,3
1981	1 707 228	2 203 014	77,5
1982	1 897 841	2 577 368	73,6
1983	2 091 543	2 958 235	70,7
1984	2 117 340	3 440 250	61,5
1985	2 146 935	4 017 701	53,4

1 Corresponds to the asset appearing in the Commission's financial statements after adjustment for 1976 to 1982 inclusive so as to take account of the reported costs transferred to the unfunded liability in 1983.

2 Corresponds to the liability appearing in the Commission's financial statements after adjustment for 1976 to 1982 inclusive so as to take account of the gap between the mathematical reserve and the notional reserve recorded in the books in 1983.

During 1985, the Commission's total expenditure reached 1 337,4 million $ as compared to 1 106,1 million $ for fiscal year 1984, i.e. an increase of 20,9%. This change can be chiefly attributed to the cost of the compensation programs which increased by 213,9 million $ in 1985 to reach 1 120,6 million $, i.e. an increase of 23,6%.

Moreover the cost of the protective re-assignment of pregnant or breast-feeding worker program was also subject to an important change: an increase of 53,5%, going from 19,4 million $ for fiscal year 1984 to 29,8 million $ for fiscal year 1985.

Following the adoption of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases, the Commission recorded the costs of the transitional provisions provided for under the Act, 206,7 million $, as an extraordinary item in the income and expenditure statement. Also recorded under this item were the sums resulting from the changes to the assumptions and the method of calculating the actuarial reserves. This gave a negative sum of 5,4 million $ for 1985 and an adjustment of 41,7 million $ affecting the 1984 fiscal year results. In 1984, this latter sum had been recorded in the unfunded liability statement.

In 1985, the Commission decided to change significantly the presentation of its income and expenditure statement to describe better, for the reader of the financial statements, the source of the excess of expenditure over income for the fiscal year, and from this, the source of the excess resulting from the implementation of the legislative provisions. As a result the presentation for fiscal year 1984 was also changed.

Accordingly, for fiscal year ended December 31, 1985, the excess of expenditure over income during the year was 547,9 million $ and was made up of:

- on the one hand, a sum of 189,1 million $ representing unfinanced expenditure according to the financial method under Section 284 of the Act respecting industrial accidents and occupational diseases;
- on the other hand, a sum of 358,8 million $ representing a cost of 206,7 million $ resulting from the implementation of the transitional provisions of the same Act and the share of 152,1 million $ which represents the excess of financed expenditure over income attributable in part to current operations and partly to the cost of the programs undertaken pursuant to Section 38.4 of the Workmen's Compensation Act.

Moreover, for fiscal year ended December 31, 1984, the adjusted amount reflecting the excess of expenditure over income was set at 228,2 million $ of which 168,2 million $ represented the unfinanced expenditure pursuant to the financing method in force and a sum of 60 million $ which reflected the share made up of the 1984 excess of financed expenditure over income for the fiscal year.

The sums representing the excess of expenditure over income for 1984 and 1985 fiscal years were added to the unfunded liability. In addition, the unfunded liability was the subject of important adjustments resulting in:

- the recording of 256,4 million $ as a liability, which related to the costs of programs carried out pursuant to Section 38.4 for fiscal years before 1984;
- the writing off of the reserve of the capital payment program, for a sum of 33,2 million $;
- the cancellation of a part of the administration costs charged to the *gouvernement du Québec* concerning inspection costs for 1984 and previous fiscal years, for a sum of 7,3 million $; and
- an adjustment of 10,5 million $ in respect of fiscal year 1984 expenditure following the recording of future costs of programs related to Section 38.4 of the Workmen's Compensation Act and the writing off of the reserve of the capital payment program.

Accordingly the unfunded liability increased considerably during the fiscal year and thus rose to 1 870,8 million $ as at December 31, 1985, as compared to 1 323 million $ as at December 31, 1984.

The capitalization percentage of the actuarial reserves and other liabilities recorded in the books as at December 31, 1985 thus has decreased significantly. This percentage which is set on the basis of the asset/liability ratio and which, in 1985, took into account, in addition, the cost of implementing the transitional provisions, is now 53,44% as compared to an adjusted percentage of 61,55% as at December 31, 1984.

TABLE 9

Breakdown of Commission's Funds Entrusted to the *Caisse de dépôt et placement du Québec*, According to their Realization Value, as at December 31, 1985
(in millions of $)

	1985	%	1984	%
Bonds	1 134,3	51,9	1 118,8	57,1
Mortgages	102,2	4,7	85,2	4,3
Stocks	633,1	29,0	612,6	31,3
Real estate investments	12,4	0,6	—	—
Short term investments and general fund deposits	268,8	12,3	108,6	5,5
Various assets	33,6	1,5	34,1	1,8
	2 184,4	100,0	1 959,3	100,0
Other liabilities[1]	75,2		57,3	
Total	**2 109,2**		**1 902,0**	

1. Last quarter income not yet collected.

Management of Funds

As at December 31, 1985, the Commission's total assets stood at 2 147 million $, 90,6% of which were deposited with the *Caisse de dépôt et placement du Québec* where the Commission has an individual fund in which it is the sole depositor. Indeed, the Act respecting industrial accidents and occupational diseases stipulates that the Commission must make its own short-term investments, but that it must deposit with the *Caisse de dépôt et placement* monies it does not foresee needing in the short run for paying benefits or its administration costs.

For its short-term investments, the Commission deals with Canadian chartered banks and saving funds operating in the money market. Investments are placed with the institution offering the best return on securities authorized by the Commission.

The funds deposited with the *Caisse de dépôt et placement* have now reached 1 944 million $, and their realization value was 2 109,2 million $ at December 31, 1985 (see Table 9). These investments produced income of 198 million $, i.e. an increase of 16,3 million $ as compared to last year. The diversification of the investment portfolio into stocks and mortgages, undertaken a few years ago, is thus paying off, while at the same time avoiding the inherent risks in concentrating funds in a single type of investment.

TABLE 10

Commission Expenditure in 1985

Category	(000 $)	%
Employment injuries that occurred in 1985[1]	759 762	56,8
Employment injuries that occurred before 1985[2]	360 865	27,0
Protective re-assignment of pregnant or breast-feeding workers	29 849	2,2
Prevention	58 649	4,4
Administration expenses	109 026	8,2
Other expenses[3]	19 202	1,4
Total[4]	**1 337 353**	**100,0**

Source: CSST, Direction des services financiers.

1. Including 212 million $ spent in 1985 and 547,8 million $ transferred to the actuarial reserves. Under the Commission's financing method, only 90% of these costs are financed by annual employer assessments.
2. Difference between annual expenditure of 509,8 million $ and an amount of 148,9 million $ drawn from the reserves.
3. Bad debts and contributions to the civil service pension fund for past years.
4. Not including costs charged to the *Gouvernement du Québec* and Government of Canada and to employers held personally responsible for the payment of benefits.

On October 1, 1985, the *Caisse de dépôt et placement* established a portfolio in the real estate area specializing in commercial buildings and incorporating nearly all the elements of real estate assets as well as the stock of corporations whose sole purpose is to acquire, hold, rent out or administer buildings owned by the *Caisse de dépôt et placement*. Accordingly, each depositor's funds can be invested in participating units of this new portfolio. In 1985, the Commission spent $ 10 million in acquiring participating units.

It should be underlined that, as provided for by the financing method, the income derived by the Commission from investments is automatically deposited in the accident fund. The cost of employment injuries, which includes the indexing of pensions, is evaluated in such a way that interest earned is required to be deposited in the reserve accounts to ensure that sufficient reserves continue to exist.

The Commission's Review Process

The review process established by the Act respecting industrial accidents and occupational diseases differs from that which operated under the Workmen's Compensation Act and the Act respecting occupational health and safety. The new review offices, henceforth, have jurisdiction on any matter other than those of medical nature. Between August 19 and December 31, 1985, the review offices received 288 requests for a hearing; 167 hearings were held and 117 decisions were handed down. Compensation matters took up 72% of the hearings while inspection questions occupied 28%.

For their part, the review boards established under the Workmen's Compensation Act and the Act respecting occupational health and safety continued to deal with review applications filed in respect of incidents that took place before August 19, 1985. In 1985, the review board concerned with prevention-inspection received 87 review applications. For their part, the compensation review boards received 12 661 review applications, of which 11 630 were dealt with during the year. The initial decisions were upheld in 65,5% of cases.

As at December 31, 1985, the review board that handles compensation for victims of asbestosis or silicosis in mines and quarries had reduced the number of applications being examined to 28, from 95 at the beginning of the period.

The review board for compensation of victims of criminal acts or acts of good citizenship has settled 315 files during 1985. At the end of the year, 114 cases were still under consideration.

Over the year, 508 review applications, 46 more than last year, were submitted to the review board for industry classification and employer assessments. The board retained 469 of these applications, referring the others to financial services. Moreover 96 employers withdrew their applications for review. During this period, 277 decisions were handed down. More than 70% of the 120 employers who requested a review of their assessments and of the 108 employers who appealed their classification had the decision they were challenging changed in whole or in part, while it was upheld in the other cases. As for the applications concerning charges for cost of benefits relating to an accident, also handled by this review board, the initial decision was modified in 35 instances and maintained in 14 others.